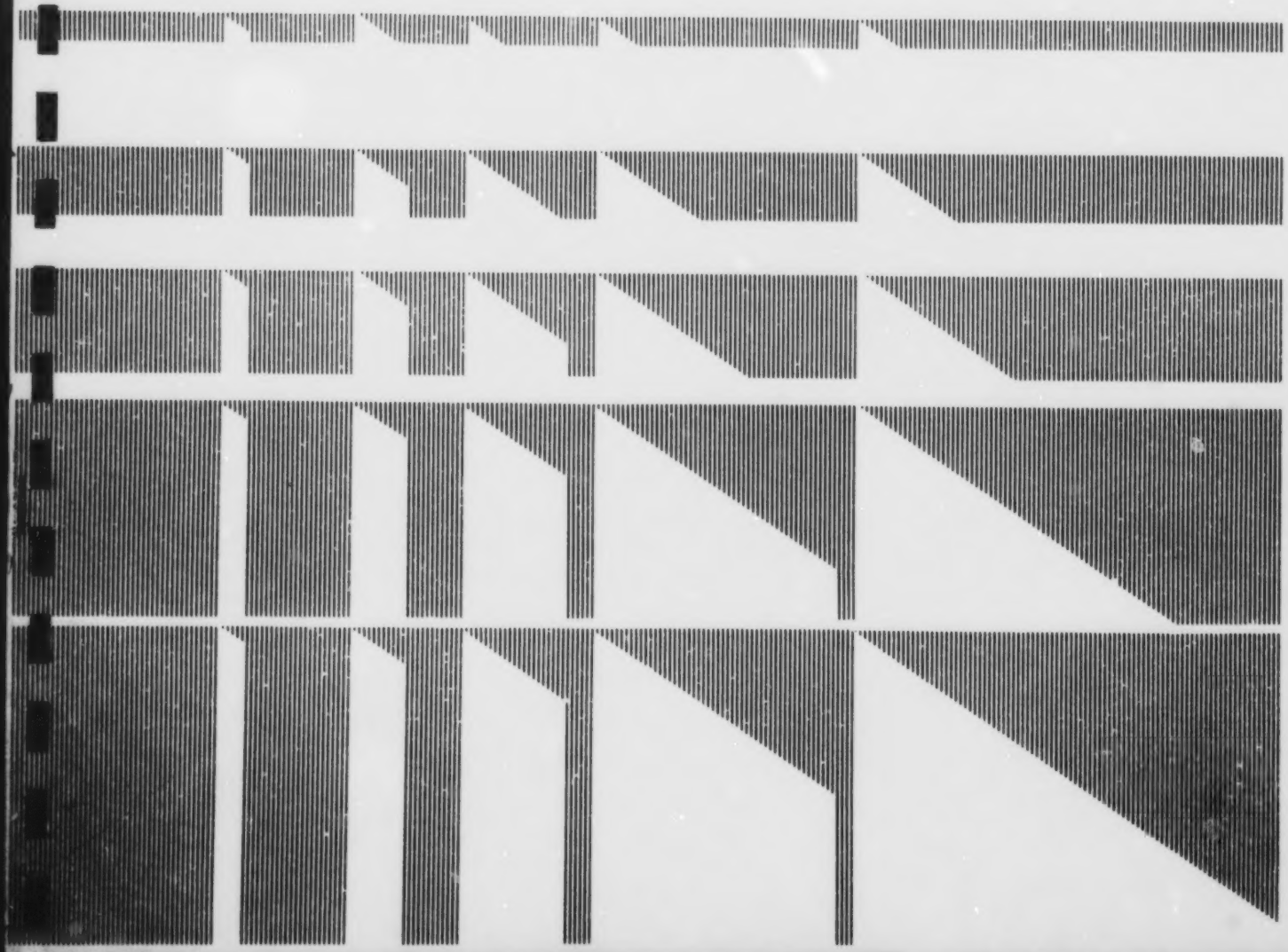
ÉVALUATION DES PROGRAMMES

Série Études et analyses

COMPARAISON INTERPROVINCIALE DE L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE SANTÉ ET DE QUELQUES INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES AVEC ANALYSE PARTICULIÈRE POUR LE QUÉBEC ET L'ONTARIO DE 1977 À 1985.

Québec

31



COMPARAISON INTERPROVINCIALE DE L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE SANTÉ ET DE QUELQUES INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES AVEC ANALYSE PARTICULIÈRE POUR LE QUÉBEC ET L'ONTARIO 1977 À 1985

PAR

DENIS FUGÈRE

RONALD CÔTÉ

SERVICE DES ÉTUDES OPÉRATIONNELLES

DIRECTION DE L'ÉVALUATION

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION ET DE L'ÉVALUATION

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

MARS 1988

Dépot légal: 1er trimestre 1988
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-18552-8

TABLE DES MATIÈRES

Page

PRÉSENTATION 7

REMERCIEMENTS 11

SOMMAIRE 13

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES 37

INTRODUCTION 43

A. LES INDICATEURS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES 49

A.1 LA POPULATION 49

A.2 LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT 55

B. LES DÉPENSES DE SANTÉ 61

B.1 LES DÉPENSES TOTALES DE SANTÉ 63

B.1.1 LES DÉPENSES PUBLIQUES ET LES DÉPENSES PRIVÉES. 72

B.2 LES SOINS EN ÉTABLISSEMENTS ET LES SERVICES CONNEXES.. 85

B.2.1 LES DÉPENSES TOTALES 86

B.2.2 LES DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES 91

B.2.3 LA VENTILATION DES DÉPENSES EN SOUS-CATÉGORIES. 96

B.2.3.1 Les établissements de soins de courte durée 102

B.2.3.2 Les établissements de soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation 108

B.2.3.3 Les soins à domicile 110

TABLE DES MATIÈRES (suite)

		Page
B.3	LES SERVICES PROFESSIONNELS	111
B.3.1	LES DÉPENSES TOTALES	113
B.3.2	LES DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES	116
B.3.3	LA VENTILATION DES DÉPENSES EN SOUS-CATÉGORIES.	125
B.3.3.1	Les services médicaux	125
B.3.3.2	Les services dentaires	132
B.3.3.3	Les services optométriques	133
B.3.3.4	Les services des autres professionnels	135
B.4	LES MÉDICAMENTS ET LES APPAREILS	137
B.4.1	LES DÉPENSES TOTALES	138
B.4.2	LES DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES	142
B.4.3	LA VENTILATION DES DÉPENSES EN SOUS-CATÉGORIES.	147
B.4.3.1	Les médicaments prescrits	152
B.4.3.2	Les médicaments non prescrits	155
B.4.3.3	Les lunettes	155
B.4.3.4	Les appareils	157
B.5	LES AUTRES DÉPENSES DE SANTÉ	159
B.5.1	LES DÉPENSES TOTALES	160
B.5.2	LES DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES	163

TABLE DES MATIÈRES (suite)

		Page
B.5.3	LA VENTILATION DES DÉPENSES EN SOUS-CATÉGORIES	170
B.5.3.1	L'administration et la santé publique	171
B.5.3.2	Les immobilisations	174
B.5.3.3	La recherche	175
B.5.3.4	Les associations bénévoles	176
B.5.3.5	La santé au travail	177

ANNEXE 1 : LISTE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE COMPARAISON INTERPROVINCIALE DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ 179

ANNEXE 2 : AJUSTEMENTS APPORTÉS À LA BASE DE DONNÉES DE SANTÉ ET BIEN-ETRE SOCIAL CANADA 183

PRÉSENTATION

Depuis un certain nombre d'années, et en particulier suite à la récession de 1982, la croissance des dépenses sociales est devenue une source majeure de préoccupations dans la plupart des pays industrialisés. On assiste même à une remise en question du rôle de l'Etat dans les secteurs où la croissance des dépenses publiques apparaît exagérée. Le Québec n'échappe pas à cette tendance, surtout dans le domaine de la santé, car il s'agit d'un secteur où l'Etat joue un rôle prédominant.

De plus, il faut se rappeler que le Québec évolue à l'intérieur de l'ensemble canadien et dans ce contexte, il est soumis à certaines contraintes concernant la structure de son système d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation dont les principales sont l'universalité et la gratuité des soins et la gestion publique du système.

Compte tenu de ces divers éléments, il apparaît important pour le ministère de la Santé et des Services sociaux de comparer le niveau des dépenses de santé au Québec avec le niveau des dépenses de santé dans les autres provinces canadiennes, en particulier avec l'Ontario qui représente le principal concurrent du Québec et qui sert souvent de balise pour évaluer la performance de notre système. Le Ministère n'en est pas à ses premières comparaisons avec l'Ontario et

plusieurs autres documents ont été produits par la direction de l'évaluation sur ce sujet. Une liste de ces documents est d'ailleurs fournie à l'annexe 1.

Le présent document constitue une mise à jour, pour la période de 1977 à 1985, des comparaisons Québec-Ontario. Je tiens à féliciter les auteurs qui n'ont pas ménagé leurs efforts afin d'identifier les principaux facteurs expliquant les différences dans l'évolution des dépenses au Québec et en Ontario ainsi que les écarts dans les dépenses per capita pour l'année 1985. Je tiens également à remercier monsieur Arthur Smith de la division de l'information sur la santé de Santé et Bien-être social Canada qui a bien voulu nous fournir la base de données sur les dépenses nationales de santé sans laquelle ce travail n'aurait pu être réalisé.

Finalement, je tiens à préciser que le dossier Québec-Ontario demeure un dossier important pour le service des études opérationnelles et la direction de l'évaluation du Ministère car il s'inscrit dans un processus d'évaluation de notre système de santé par rapport aux systèmes en vigueur dans les autres provinces, en particulier le système ontarien. Dans ce cadre, les travaux de monitoring sur les dépenses nationales de santé seront maintenus de façon à améliorer la qualité des données et d'autres documents de comparaison, portant sur des catégories de dépenses plus spécifiques, seront produits éventuellement par le service des études opérationnelles. Le prochain document portera

vraisemblablement sur les établissements de soins pour les personnes âgées en perte d'autonomie. Il s'agit d'un domaine où les demandes de ressources sont importantes mais où il est difficile d'évaluer la performance de notre système par rapport au système ontarien.

Nous demeurons réceptifs à tout commentaire concernant la présente étude ainsi qu'aux suggestions concernant une éventuelle étude ultérieure qui pourrait apporter des éclairages additionnels dans ce dossier.

Le chef du service des études opérationnelles

Guy-Paul Sanscartier

GUY-PAUL SANSCARTIER

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier spécialement monsieur Arthur Smith de Santé et Bien-être social Canada pour avoir mis à leur disposition la base de données sur les dépenses nationales de santé et pour les nombreuses explications sur les dépenses de santé, madame Rose-Marie Laflamme et monsieur Louis Fournier de Statistique Canada pour les données sur les hôpitaux et les établissements de soins spéciaux, monsieur Michel Beaupré pour son excellent travail de révision, et madame Françoise Drolet pour la dactylographie et mise en page.

SOMMAIRE

Les indicateurs sociaux et économiques

- La population du Québec croît beaucoup moins rapidement que celle de l'Ontario et celle du Canada. Entre 1977 et 1985, elle s'est accrue de seulement 4% au Québec comparativement à 8% en Ontario et au Canada, soit un taux de croissance deux fois plus élevé en Ontario.

- La population des personnes âgées de 65 ans et plus ne suit pas la même tendance que la population totale. Elle s'est accrue de façon presque identique au Québec, en Ontario et au Canada entre 1977 et 1985, soit de 28% au Québec, de 27% en Ontario et de 28% au Canada.

- La baisse relative de la population québécoise dans l'ensemble canadien est expliquée en bonne partie par l'évolution des naissances. Si l'on compare l'année 1985 par rapport à l'année 1977, on constate que les naissances ont diminué de 10% au Québec, mais elles ont augmenté de 8% en Ontario et de 4% au Canada.

- Malgré des différences importantes dans les taux annuels de croissance, le produit intérieur brut per capita s'est accru aussi

rapidement au Québec qu'en Ontario entre 1977 et 1985, soit d'environ 100% dans les deux cas. L'Ontario demeure cependant plus riche que le Québec car le PIB per capita est 23% plus élevé en 1985, soit de 20 439$ par rapport à 16 683$.

Les dépenses totales de santé

- Les dépenses totales de santé per capita se sont accrues de façon presque identique au Québec et en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 133% au Québec et de 131% en Ontario. Cependant, au niveau des catégories de dépenses, le taux de croissance a été plus élevé au Québec dans les soins en établissements et les services connexes alors qu'il a été plus élevé en Ontario dans les services professionnels.

- En 1985, les dépenses totales de santé per capita en Ontario sont supérieures de 8% par rapport à celles du Québec, soit un montant de 1 636$ par habitant comparativement à 1 521$ pour le Québec.

- La part du PIB consacrée aux dépenses de santé a augmenté autant au Québec qu'en Ontario entre 1977 et 1985. En 1977, le Québec consacrait 7,9% de son PIB à la santé alors que l'Ontario en consacrait 7,0%; en 1985, ces proportions respectives sont de 9,1% et 8,0%. Depuis 1982, la part du PIB consacrée aux dépenses de santé s'est stabilisée dans les deux provinces.

- Il y a une forte relation entre les dépenses de santé et le niveau du PIB. Plus la province est pauvre, plus les dépenses de santé per capita sont faibles et plus la part du PIB consacrée à la santé est élevée. Ainsi, en 1985, la province la plus pauvre, l'Ile-du-Prince-Edouard, a les dépenses les plus faibles (1 294$/hab.) et la part du PIB la plus élevée (12,4%). A l'opposé, la province la plus riche, l'Alberta, a les dépenses les plus élevées (1 731$/hab.) et la part du PIB la plus faible (6,6%).

- Il n'y a aucune évidence à l'effet que le Québec dépense trop en santé par rapport au niveau de son PIB; l'effort du Québec en cette matière est comparable à l'effort moyen des autres provinces.

Les dépenses publiques et privées

- La croissance des dépenses publiques a été inférieure à la croissance des dépenses totales autant au Québec qu'en Ontario. Entre 1977 et 1985, les dépenses publiques per capita, au Québec, se sont accrues de 122% comparativement à 133% pour les dépenses totales. En Ontario, ces pourcentages respectifs sont de 119% pour les dépenses publiques et de 131% pour les dépenses totales. L'écart entre le Québec et l'Ontario s'est rétréci car en 1985, les dépenses publiques per capita au Québec sont seulement de 4% supérieures à celles de l'Ontario alors qu'en 1980 elles étaient supérieures de 15%.

- On constate une situation différente pour les dépenses privées qui ont crû beaucoup plus rapidement que les dépenses publiques. Entre 1977 et 1985, les dépenses privées per capita se sont accrues de 187% au Québec et de 166% en Ontario, ce qui a comme conséquence que la part des dépenses publiques dans les dépenses totales est en décroissance dans les deux provinces. Les dépenses privées per capita croissent plus rapidement au Québec qu'en Ontario car en 1985, les dépenses privées per capita de l'Ontario sont supérieures de 51% à celles du Québec comparativement à 70% en 1979.

- Lorsqu'on analyse la part des dépenses publiques dans les dépenses totales de santé pour l'année 1985, on constate que l'Ontario a de loin le système le plus privatisé au Canada car seulement 71% des dépenses sont publiques. Le Québec, avec un taux de financement public de 79%, se situe dans la même lignée que les provinces des Prairies et certaines provinces maritimes. C'est l'Alberta qui présente le système le moins privatisé au Canada avec un taux de financement public de 85%.

- Même si les systèmes sont dans l'ensemble très semblables, il existe quelques différences dans les sources publiques de financement entre le Québec et l'Ontario. Ainsi, en 1985, la part des dépenses provinciales dans les dépenses publiques est de 96% au Québec contre 93% en Ontario. Au Québec, le financement municipal est absent alors qu'il représente presque 2% de l'ensemble des

dépenses publiques de santé en Ontario, soit 180 millions $ contre 5 millions $ pour le Québec. Les dépenses directes de santé du gouvernement fédéral et de la Commission des accidents du travail sont également plus élevées en Ontario.

- La part du PIB consacrée aux dépenses publiques de santé a suivi une évolution semblable dans les deux provinces. Elle est passée au Québec de 6,5% en 1977 à 7,2% en 1985 et en Ontario de 5,2% en 1977 à 5,7% en 1985. Depuis 1982, la part du PIB consacrée aux dépenses publiques de santé a diminué au Québec alors qu'elle s'est stabilisée en Ontario.

Les soins en établissements et les services connexes

- Les dépenses totales per capita pour les soins en établissements et les services connexes ont crû à un rythme plus élevé au Québec qu'en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 131% contre 107%. La position du Québec par rapport à l'Ontario s'est modifiée car en 1977, les dépenses per capita de l'Ontario étaient supérieures de 1% alors qu'en 1985, ce sont celles du Québec qui sont supérieures de 10%. La croissance très élevée des dépenses pour les établissements de soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation au Québec explique en grande partie ce renversement.

- En 1985, c'est au Québec que les dépenses sont les plus élevées, soit de 915$ par habitant, suivi par les provinces des Prairies dont les dépenses se situent entre 850$ et 900$ et l'Ontario dont les dépenses se chiffrent à 830$. Les autres provinces ont des dépenses inférieures à 800$.

- Lorsqu'on analyse l'évolution de ces dépenses selon la source de financement, on constate que les dépenses privées croissent beaucoup plus rapidement que les dépenses publiques autant au Québec qu'en Ontario. Entre 1977 et 1985, la croissance des dépenses privées a été de 84% supérieure à celle des dépenses publiques au Québec et de 51% supérieure en Ontario. Cette croissance plus forte au Québec s'explique principalement par l'augmentation des revenus provenant des adultes hébergés en centre d'accueil et en centre hospitalier de soins prolongés qui ont quintuplé durant cette période, passant de 53 millions $ en 1976-1977 à 262 millions $ en 1985-1986.

- Malgré cette croissance plus forte des dépenses privées au Québec, les dépenses privées per capita demeurent nettement plus élevées en Ontario, soit 19% plus élevées en 1985. Cet écart est plus important dans les établissements de soins spéciaux (35%) que dans les hôpitaux (7%) et s'explique principalement par une plus grande privatisation du système de soins pour les personnes âgées en perte d'autonomie en Ontario. En mars 1984, 53% des lits de soins

spéciaux pour les personnes âgées en Ontario étaient dans les établissements appartenant à des corporations privées à but lucratif alors que cette proportion était seulement de 25% au Québec.

- Cependant, dans les deux provinces, la part des dépenses privées dans les dépenses totales demeure relativement faible car le taux de financement public est de 90% au Québec et de 87% en Ontario. C'est la Colombie-Britannique qui présente le système le plus privatisé dans les soins en établissements, avec un taux de financement public se situant à 84%, alors que le Manitoba présente le système le moins privatisé avec un taux de financement public se situant à 93%.

- Lorsqu'on désagrège les dépenses pour les soins en établissements et les services connexes en sous-catégories, il est important de ne pas utiliser de données comparatives sur les hôpitaux et sur les établissements de soins spéciaux, car on ne compare pas les mêmes clientèles. Ainsi, le Québec et l'Ontario ont au total le même nombre de lits par 1 000 habitants, soit 15,69 lits au Québec contre 15,38 lits en Ontario. Cependant, au Québec, 55% de ces lits sont situés dans des hôpitaux alors que cette proportion est seulement de 40% en Ontario. Les écarts sont particulièrement importants dans le cas des personnes âgées en perte d'autonomie dont 40% sont dans des hôpitaux au Québec contre seulement 19% en Ontario, et des déficients mentaux dont 47% sont dans des hôpitaux

au Québec contre seulement 21% en Ontario. Il est alors préférable de désagréger les données en distinguant les établissements de soins de courte durée des autres types d'établissements, c'est-à-dire les établissements de soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation.

- Dans le cas des établissements de soins de courte durée, on constate que la croissance des dépenses per capita a été identique au Québec et en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 117% au Québec et de 116% en Ontario. Cependant, les périodes de compression des dépenses sont différentes dans les deux provinces, s'étalant entre 1977 et 1981 en Ontario et entre 1982 et 1985 au Québec. Ainsi, les dépenses per capita au Québec sont passées de 10% supérieures en 1977 à 25% supérieures en 1981 puis sont redescendues à 11% supérieures en 1985.

- L'un des principaux facteurs expliquant la faible croissance des dépenses pour les établissements de soins de courte durée en Ontario entre 1977 et 1981 est l'évolution du nombre de lits dressés qui a diminué de 6% entre mars 1977 et mars 1981, entraînant un effet à la baisse sur l'accroissement des heures rémunérées. Le nombre total d'heures rémunérées n'a augmenté que de 2% entre 1976-1977 et 1980-1981 alors qu'il a augmenté de 9% entre 1980-1981 et 1984-1985.

- Au Québec, la période de compression 1982-1985 est explicable en grande partie par la coupure salariale de janvier 1983 et par les plans de redressement budgétaire qui se sont traduits par une diminution du nombre d'heures rémunérées. Le nombre total d'heures rémunérées dans les hôpitaux de soins de courte durée a diminué de 5% en 1982-1983 par rapport à 1980-1981 et de 1% en 1984-1985 par rapport à 1980-1981.

- En 1985, le Québec dépense 560$ par habitant pour les établissements de soins de courte durée comparativement à 505$ pour l'Ontario, soit un écart de 55$ par habitant. Cependant, il s'agit d'un écart plutôt financier que relié aux dépenses des établissements car 80% de cet écart est dû à la comptabilisation des avantages sociaux dont 42% uniquement à la contribution des employeurs aux régimes de retraite. Au niveau de la rémunération brute des employés, les dépenses per capita sont seulement 3% plus élevées au Québec et ceci n'est pas dû au taux horaire moyen de rémunération, qui est 5% plus élevé en Ontario, mais plutôt au nombre total d'heures rémunérées qui est 8% plus élevé au Québec. Une plus grande utilisation des cliniques externes est la cause principale d'un plus grand nombre d'heures rémunérées au Québec.

- Cependant, en termes de volume de clientèle hospitalisée, la performance des établissements de soins de courte durée est supérieure en Ontario car le taux d'occupation des lits est plus élevé, la

durée moyenne de séjour est moins longue et le nombre per capita de malades hospitalisés dans une année est 28% plus élevé qu'au Québec.

- Dans le cas des établissements de soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation, la croissance des dépenses a été très différente de celle des établissements de soins de courte durée. Ainsi, les dépenses per capita se sont accrues de 154% au Québec et de 90% en Ontario entre 1977 et 1985, soit une augmentation presque deux fois (1,7) plus élevée au Québec. En conséquence, les dépenses per capita qui étaient 20% supérieures en Ontario en 1977 sont 11% supérieures au Québec en 1985. Les principaux facteurs de la forte croissance des dépenses au Québec sont l'expansion du réseau public de centres d'accueil pour les personnes âgées et le développement de nouveaux services pour les personnes handicapées comme les services d'apprentissage aux habitudes de travail et les centres de travail adapté. Du côté de l'Ontario, la faible croissance des dépenses est explicable principalement par la désinstitutionnalisation des déficients mentaux (entre 1975 et 1982, plus de 3800 déficients mentaux qui résidaient dans les institutions de l'Etat ont été retournés à la communauté) et par le fait que l'hébergement des personnes âgées relève en grande partie d'institutions privées à but lucratif dont les coûts et la qualité des services ne sont pas comparables à ceux des institutions publiques.

- En 1985, le Québec dépense 343$ par habitant pour les établissements de soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation comparativement à 309$ pour l'Ontario, soit un écart de 34$. Sans être en mesure d'expliquer en détail les causes de cet écart, on peut présumer que la contribution des employeurs aux régimes de retraite qui constitue un montant de 15$ par habitant au Québec est un facteur important.

- Finalement, dans le cas des soins à domicile, la croissance des dépenses a été très élevée dans les deux provinces, mais plus élevée en Ontario. Ainsi, les dépenses per capita qui étaient 5% plus élevées au Québec en 1977 sont 25% plus élevées en Ontario en 1985. Cette forte croissance des dépenses ontariennes va de pair avec une plus grande désinstitutionnalisation des déficients mentaux.

Les services professionnels

- Les dépenses per capita pour les services professionnels ont crû à un rythme beaucoup plus élevé en Ontario qu'au Québec entre 1977 et 1985, soit de 163% en Ontario contre 108% au Québec. La croissance plus forte des services médicaux en Ontario en est la cause principale.

- En 1985, les dépenses au Québec sont de 271$ par habitant, ce qui est très inférieur à la moyenne canadienne (353$). C'est la Colombie-Britannique qui présente les dépenses les plus élevées (472$). Les dépenses de l'Ontario (419$) sont 54% supérieures à celles du Québec.

- Lorsqu'on analyse l'évolution des dépenses selon la source de financement, on constate une situation différente au Québec et en Ontario. Au Québec, entre 1977 et 1985, les dépenses privées ont crû plus rapidement que les dépenses publiques, soit de 128% comparativement à 103%. La faible croissance du coût des services médicaux et la compression des dépenses dans le programme public de soins dentaires aux enfants en 1982 sont les principaux facteurs qui expliquent cette situation au Québec. En Ontario, les dépenses publiques ont crû plus rapidement que les dépenses privées, soit de 168% comparativement à 151%, à cause de la forte croissance du régime public d'assurance-maladie.

- Malgré ces différences dans les taux de croissance, les dépenses privées per capita demeurent nettement plus élevées en Ontario, soit 2,3 fois plus élevées qu'au Québec en 1985. L'Ontario affiche le taux de privatisation le plus élevé au Canada dans les services professionnels (32%) comparativement au Québec qui affiche l'un des taux les moins élevés (21%). La forte consommation de services dentaires en Ontario, l'absence d'un programme public de

soins dentaires aux enfants et, dans une moindre mesure, la possibilité de surfacturation pour les services médicaux durant cette période sont les principaux facteurs explicatifs de cet écart.

- Lorsqu'on désagrège les services professionnels en sous-catégories, on constate qu'au niveau des services médicaux, la croissance des dépenses a été presque deux fois (1,7) plus élevée en Ontario qu'au Québec entre 1977 et 1985; cette croissance plus forte est due en grande partie à l'augmentation des tarifs pour la rémunération à l'acte dans le cadre du régime public d'assurance-maladie. En 1985, les dépenses per capita de l'Ontario sont 47% supérieures à celles du Québec. Etant donné que le nombre de médecins par habitant est très semblable dans les deux provinces, il faut chercher l'explication des écarts dans la structure de rémunération des médecins et la consommation des services médicaux. Les règles tarifaires et les profils de pratique des médecins sont différents. Le Québec compte davantage de médecins à salaire et à vacation et l'utilisation des cliniques externes des hôpitaux est plus importante au Québec. D'un autre côté, la consommation des services médicaux est beaucoup plus grande en Ontario car le taux de participation de la population, le nombre d'hospitalisations et le nombre d'heures travaillées par les médecins sont plus élevés qu'au Québec.

- Au niveau des services dentaires, la croissance des dépenses a été relativement semblable au Québec et en Ontario entre 1977 et 1985,

soit de 153% au Québec et de 146% en Ontario. En 1985, les dépenses per capita de l'Ontario sont supérieures à celles du Québec de 73%. Le facteur le plus important dans l'explication de cet écart est la plus grande consommation de services dentaires en Ontario car le nombre de dentistes per capita est 35% plus élevé qu'au Québec.

- Au niveau des services optométriques, la croissance des dépenses a été plus élevée en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 178% contre 132% au Québec. L'évolution des tarifs payés pour les examens de la vue semble être la principale cause de cet écart. En 1985, les dépenses per capita du Québec sont quand même supérieures à celles de l'Ontario de 10%. Ceci est dû à une plus grande consommation au Québec engendrée par le nombre très élevé d'optométristes.

- Finalement, au niveau des autres professionnels, comme les chiropraticiens, les podiatres, les ostéopathes, les physiothérapeutes et les infirmières privées, la croissance des dépenses per capita entre 1977 et 1985 a été beaucoup plus élevée en Ontario, soit de 213% comparativement à 130% pour le Québec. En 1985, les dépenses per capita sont 2,3 fois plus élevées en Ontario et le principal facteur explicatif est la couverture de la majeure partie de ces services par le régime public ontarien d'assurance-maladie. Egalement, les services d'infirmières privées ("Victorian Order of Nurses", etc.) sont beaucoup plus développés en Ontario.

Les médicaments et les appareils

- Les dépenses per capita pour les médicaments et les appareils ont crû à un rythme très semblable au Québec et en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 193% au Québec contre 190% en Ontario. Cependant, au niveau des sous-catégories, les dépenses pour les médicaments prescrits ont crû plus rapidement en Ontario tandis que les dépenses pour les appareils ont crû plus vite au Québec.

- De toutes les provinces canadiennes, c'est le Québec qui dépense le moins par habitant pour les médicaments et les appareils. Les dépenses per capita de l'Ontario en 1985 sont 32% supérieures à celles du Québec.

- Lorsqu'on analyse l'évolution des dépenses selon la source de financement, on constate que les dépenses publiques ont augmenté deux fois plus rapidement que les dépenses privées entre 1977 et 1985, autant au Québec qu'en Ontario. La forte croissance des dépenses publiques dans les deux provinces s'explique principalement par la croissance du programme de médicaments gratuits à l'ensemble des personnes âgées, et dans une moindre mesure, par l'augmentation des dépenses de médicaments pour les bénéficiaires de l'aide sociale.

- En 1985, les dépenses publiques per capita de l'Ontario sont 12% supérieures à celles du Québec alors que les dépenses privées per

capita sont 40% supérieures. Le taux de financement public est peu élevé dans les deux provinces se situant à 25% en Ontario et à 29% au Québec.

- Lorsqu'on désagrège les médicaments et les appareils en sous-catégories, on constate qu'au niveau des médicaments prescrits, la croissance des dépenses a été plus élevée en Ontario qu'au Québec. En 1985, les dépenses per capita de l'Ontario pour les médicaments prescrits sont 78% supérieures à celles du Québec.

- Cependant, les dépenses publiques pour les médicaments prescrits en Ontario ne sont supérieures que de 13% à celles du Québec alors que les dépenses privées sont supérieures de 200%. Au niveau du programme public pour les personnes âgées, les dépenses per capita sont 38% supérieures en Ontario et ceci s'explique principalement par le nombre de bénéficiaires qui est 21% plus élevé sur une base per capita. Une plus forte proportion de personnes âgées en Ontario de même qu'une plus grande couverture du programme expliquent le nombre plus élevé de bénéficiaires. D'un autre côté, au niveau du programme public pour les assistés sociaux, les dépenses per capita sont 60% plus élevées au Québec et ceci s'explique principalement par le volume de la clientèle de l'aide sociale. Finalement, l'écart énorme au niveau des dépenses privées entre le Québec et l'Ontario s'explique principalement par une plus grande consommation en Ontario.

- Au niveau des médicaments non prescrits, la croissance des dépenses a été relativement semblable au Québec et en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 232% au Québec contre 219% en Ontario. En 1985, les dépenses per capita de l'Ontario sont seulement de 8% supérieures à celles du Québec. Le faible écart entre les deux provinces s'explique par le fait qu'il s'agit de dépenses totalement à la charge des individus et non couvertes par des régimes publics ou privés d'assurance. La consommation et les prix payés sont donc semblables d'une province à l'autre.

- Au niveau des lunettes, les dépenses per capita se sont accrues également de façon semblable au Québec et en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 165% au Québec et de 177% en Ontario. En 1985, les dépenses per capita de l'Ontario sont 22% supérieures à celles du Québec. Il y a probablement une plus grande consommation en Ontario car le nombre combiné d'optométristes et d'opticiens sur une base per capita est 11% plus élevé qu'au Québec.

- Finalement, au niveau des appareils (prothèses, orthèses, aides auditives, etc.), la croissance des dépenses a été beaucoup plus élevée au Québec qu'en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 389% au Québec contre 194% en Ontario. L'extension des programmes universels administrés par la Régie de l'assurance-maladie est la principale cause de cette forte croissance au Québec.

Les autres dépenses de santé

- Pour la période 1977 à 1985, les autres dépenses de santé per capita ont crû à un rythme légèrement plus élevé au Québec qu'en Ontario, soit de 142% contre 132%. Cependant, au niveau des sous-catégories, la croissance a été différente, étant plus élevée au Québec dans les immobilisations et la recherche médicale, et plus élevée en Ontario dans l'administration et la santé publique.

- En 1985, le Québec et l'Ontario dépensent le même montant par habitant pour les autres dépenses de santé, soit 169$ pour le Québec et 170$ pour l'Ontario.

- Lorsqu'on analyse l'évolution des autres dépenses de santé selon la source de financement, on constate que les dépenses privées croissent beaucoup plus rapidement que les dépenses publiques autant au Québec qu'en Ontario. Entre 1977 et 1985, la croissance des dépenses privées a été de 2,5 fois supérieure à celle des dépenses publiques au Québec et de 2,4 fois supérieure en Ontario. La croissance des dépenses privées au Québec s'explique principalement par la forte croissance des immobilisations du secteur privé, particulièrement entre 1984 et 1985. En Ontario, en plus de la croissance très forte des immobilisations privées, on note une bonne progression des dépenses d'administration et des profits des compagnies privées d'assurance qui sont 3,6 fois plus élevés en 1985 qu'en 1977.

- Les dépenses privées par habitant demeurent cependant 48% plus élevées en Ontario en 1985. Ceci est explicable par des dépenses plus élevées au niveau de l'administration des compagnies privées d'assurance, des immobilisations et de la recherche médicale financée par le secteur privé. En contrepartie, les dépenses publiques per capita sont 23% plus élevées au Québec en 1985 et cet écart est explicable principalement par le niveau des immobilisations publiques.

- Dans le but d'avoir des données relativement comparables, nous avons désagrégé les autres dépenses de santé en cinq sous-catégories, soit l'administration et la santé publique, les immobilisations, la recherche, les associations bénévoles et la santé au travail.

- Au niveau de l'administration et la santé publique, les dépenses per capita ont crû plus rapidement en Ontario qu'au Québec entre 1977 et 1985, soit de 107% au Québec contre 120% en Ontario. Cette croissance plus élevée des dépenses en Ontario est due principalement à l'augmentation rapide des profits et des dépenses d'administration des compagnies privées d'assurance.

- Au niveau des immobilisations, il faut être très prudent lorsqu'on analyse les taux de croissance à cause de la forte variation des

dépenses d'une année à l'autre. Ainsi, si l'on considère la période 1977-1984, les dépenses per capita se sont accrues plus rapidement en Ontario qu'au Québec, soit de 174% en Ontario contre 139% au Québec. Par contre, si l'on considère la période 1977-1985, on constate une situation inverse avec un taux de croissance de 191% au Québec contre 155% en Ontario. Cette situation est explicable par l'augmentation très élevée des immobilisations privées au Québec entre 1984 et 1985 et la baisse des immobilisations publiques en Ontario durant la même année.

- Au niveau de la recherche en santé, les dépenses per capita se sont accrues plus rapidement au Québec entre 1977 et 1985, soit de 160% au Québec et de 99% en Ontario et ceci est explicable par une plus forte augmentation des dépenses du gouvernement provincial. Il faut également noter que la majorité des dépenses de recherche en santé (entre 50% et 55%) sont les dépenses du Conseil canadien de la recherche médicale qui sont réparties au prorata de la population provinciale.

- Au niveau des associations bénévoles, la croissance des dépenses per capita entre 1977 et 1985 ainsi que le niveau des dépenses en 1985 sont presque identiques au Québec et en Ontario. Ceci s'explique par le fait qu'il s'agit en majorité d'associations à caractère national dont les dépenses sont réparties au prorata de la population provinciale.

- Finalement, au niveau de la santé au travail, la croissance des dépenses per capita a été relativement semblable dans les deux provinces entre 1977 et 1985, soit de 140% au Québec et de 147% en Ontario. En 1985, les dépenses per capita sont 9% plus élevées en Ontario et cet écart est dû à des dépenses plus élevées de la part des employeurs du secteur privé pour la santé et la sécurité au travail.

TABLEAU SOMMAIRE

INDICATEURS	Québec 1977	Québec 1985	Québec Taux d'acc.	Ontario 1977	Ontario 1985	Ontario Taux d'acc.
Population totale (000)	**6 284.0**	**6 511.3**	**4%**	**8 353.1**	**9 019.8**	**8%**
Population- 65ans+ (000)	**497.8**	**634.8**	**28%**	**764.5**	**971.5**	**27%**
Naissances (000)	**95.7**	**86.3**	**-10%**	**122.8**	**132.2**	**8%**
Décès (000)	**43.5**	**45.7**	**5%**	**61.4**	**66.7**	**9%**
PIB/hab. ($)	**8 308**	**16 683**	**101%**	**10 135**	**20 439**	**102%**
Dép. santé/PIB (%)	**7.9**	**9.1**	**15%**	**7.0**	**8.0**	**14%**
DEPENSES DE SANTE/HAB. ($)						
Dépenses totales	**652.52**	**1 520.83**	**133%**	**707.59**	**1 636.12**	**131%**
- Dépenses publiques	542.54	1 205.39	122%	528.15	1 159.18	119%
- Dépenses privées	109.98	315.44	187%	179.44	476.94	166%
Soins en établissements et services connexes	**395.77**	**915.04**	**131%**	**399.56**	**829.01**	**107%**
- Soins de courte durée	257.80	560.21	117%	234.48	505.37	116%
- Soins de longue durée, d'hébergement et réadapt.	135.14	342.70	154%	162.39	308.50	90%
- Soins à domicile	2.83	12.13	329%	2.69	15.14	463%
Services professionnels	**130.35**	**271.28**	**108%**	**159.56**	**419.07**	**163%**
- Médicaux	100.38	197.00	96%	109.22	290.14	166%
- Dentaires	23.60	59.59	153%	41.84	102.94	146%
- Optométriques	2.37	5.49	132%	1.80	5.00	178%
- Autres professionnels	4.00	9.20	130%	6.70	20.99	213%
Médicaments et appareils	**56.60**	**165.62**	**193%**	**75.19**	**217.96**	**190%**
- Médicaments prescrits	23.49	58.10	147%	37.69	103.39	174%
- Médicaments non prescrits	22.07	73.26	232%	24.73	78.80	219%
- Lunettes	8.82	23.41	165%	10.28	28.46	177%
- Appareils	2.22	10.85	389%	2.49	7.31	194%
Autres dépenses de santé	**69.80**	**168.89**	**142%**	**73.28**	**170.08**	**132%**
- Administration et santé publique	33.39	69.03	107%	33.31	73.36	120%
- Immobilisations	22.79	66.42	191%	24.79	63.16	155%
- Recherche	5.87	15.24	160%	7.06	14.08	99%
- Associations bénévoles	1.69	3.85	128%	1.70	3.84	126%
- Santé au travail	5.97	14.35	140%	6.32	15.64	147%
- Autres	0.09	-	-	0.10	-	-

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Page

1. TABLEAUX

A. LES INDICATEURS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

A.1.1 Population au 1er juin selon la province 50

A.1.2 Population des personnes âgées de 65 ans et plus au 1er juin selon la province 52

A.1.3 Nombre des naissances selon la province 53

A.1.4 Nombre des décès selon la province 54

A.2.1 Produit intérieur brut total selon la province 56

A.2.2 Produit intérieur brut per capita selon la province 57

B. LES DÉPENSES DE SANTÉ

B.1 Les dépenses totales de santé

B.1.a Dépenses totales de santé selon la province 64

B.1.b Dépenses totales de santé per capita selon la province 65

B.1.c Part du PIB consacrée aux dépenses totales de santé selon la province 66

B.1.d Dépenses publiques totales de santé selon la province 73

B.1.e Dépenses publiques totales de santé per capita selon la province 74

B.1.f Dépenses privées totales de santé selon la province 75

B.1.g Dépenses privées totales de santé per capita selon la province 76

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES (suite)

		Page
B.1.h	Part des dépenses publiques de santé dans les dépenses totales selon la province	77
B.1.i	Part du PIB consacrée aux dépenses publiques de santé selon la province	78
B.1.j	Comparaison entre les dépenses publiques du Québec et de l'Ontario selon la source de financement, 1977 et 1985	83
B.2	Les soins en établissements et les services connexes	
B.2.a	Dépenses totales pour les soins en établissements et les services connexes selon la province	88
B.2.b	Dépenses per capita pour les soins en établissements et les services connexes selon la province..	89
B.2.c	Dépenses publiques totales pour les soins en établissements et les services connexes selon la province	92
B.2.d	Dépenses publiques per capita pour les soins en établissements et les services connexes selon la province	93
B.2.e	Dépenses privées totales pour les soins en établissements et les services connexes selon la province	94
B.2.f	Dépenses privées per capita pour les soins en établissements et les services connexes selon la province	95
B.2.g	Répartition des lits au permis des établissements selon la catégorie de l'établissement et le type de clientèle, Québec et Ontario, mars 1984	99
B.2.h	Dépenses totales pour les soins en établissements et les services connexes par sous-catégories, Québec et Ontario, 1977 à 1985	103
B.2.i	Dépenses per capita pour les soins en établissements et les services connexes par sous-catégories, Québec et Ontario, 1977 à 1985	104

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES (suite)

Page

B.3 Les services professionnels

B.3.a Dépenses totales pour les services professionnels selon la province 114

B.3.b Dépenses per capita pour les services professionnels selon la province 115

B.3.c Dépenses publiques totales pour les services professionnels selon la province 118

B.3.d Dépenses publiques per capita pour les services professionnels selon la province 119

B.3.e Dépenses privées totales pour les services professionnels selon la province 120

B.3.f Dépenses privées per capita pour les services professionnels selon la province 121

B.3.g Part des dépenses publiques dans les dépenses totales pour les services professionnels selon la province 124

B.3.h Dépenses totales pour les services professionnels par sous-catégories, Québec et Ontario, 1977 à 1985 126

B.3.i Dépenses per capita pour les services professionnels par sous-catégories, Québec et Ontario, 1977 à 1985 127

B.4 Les médicaments et les appareils

B.4.a Dépenses totales pour les médicaments et les appareils selon la province 139

B.4.b Dépenses per capita pour les médicaments et les appareils selon la province 140

B.4.c Dépenses publiques totales pour les médicaments et les appareils selon la province 143

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES (suite)

		Page
B.4.d	Dépenses publiques per capita pour les médicaments et les appareils selon la province	144
B.4.e	Dépenses privées totales pour les médicaments et les appareils selon la province	145
B.4.f	Dépenses privées per capita pour les médicaments et les appareils selon la province	146
B.4.g	Part des dépenses publiques dans les dépenses totales pour les médicaments et les appareils selon la province	149
B.4.h	Dépenses totales pour les médicaments et les appareils par sous-catégories, Québec et Ontario, 1977 à 1985	150
B.4.i	Dépenses per capita pour les médicaments et les appareils par sous-catégories, Québec et Ontario, 1977 à 1985	151
B.5	Les autres dépenses de santé	
B.5.a	Dépenses totales pour les autres dépenses de santé selon la province	161
B.5.b	Dépenses per capita pour les autres dépenses de santé selon la province	162
B.5.c	Dépenses publiques totales pour les autres dépenses de santé selon la province	165
B.5.d	Dépenses publiques per capita pour les autres dépenses de santé selon la province	166
B.5.e	Dépenses privées totales pour les autres dépenses de santé selon la province	167
B.5.f	Dépenses privées per capita pour les autres dépenses de santé selon la province	168
B.5.g	Dépenses totales pour les autres dépenses de santé par sous-catégories, Québec et Ontario, 1977 à 1985	172
B.5.h	Dépenses per capita pour les autres dépenses de santé par sous-catégories, Québec et Ontario, 1977 à 1985	173

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES (suite)

Page

2. GRAPHIQUES

A. LES INDICATEURS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

A.2 Produit intérieur brut per capita selon la province, 1985 58

B. LES DÉPENSES DE SANTÉ

B.1.a Dépenses totales de santé per capita selon la province, 1985 67

B.1.b Part du PIB consacrée aux dépenses totales de santé selon la province, 1985 68

B.1.c Part des dépenses publiques dans les dépenses totales de santé selon la province, 1985 80

B.1.d Part du PIB consacrée aux dépenses publiques de santé selon la province, 1985 82

B.2.a Dépenses per capita pour les soins en établissements et les services connexes selon la province, 1985 90

B.2.b Part des dépenses publiques dans les dépenses totales pour les soins en établissements et les services connexes selon la province, 1985 97

B.3.a Dépenses per capita pour les services professionnels selon la province, 1985 117

B.3.b Part des dépenses publiques dans les dépenses totales pour les services professionnels selon la province, 1985 123

B.4.a Dépenses per capita pour les médicaments et les appareils selon la province, 1985 141

B.4.b Part des dépenses publiques dans les dépenses totales pour les médicaments et les appareils selon la province, 1985 148

B.5.a Dépenses per capita pour les autres dépenses de santé selon la province, 1985 164

INTRODUCTION

L'objet de ce document est de comparer le Québec avec les autres provinces canadiennes dans le domaine de la santé, particulièrement avec l'Ontario. La comparaison porte sur l'évolution des dépenses de santé et sur l'évolution de quelques indicateurs socio-économiques.

Généralement, le format de présentation des données comprend des séries chronologiques sur les montants globaux et les montants per capita de même qu'un graphique comparatif pour la dernière année disponible. Les séries chronologiques débutent en 1977 car cette année représente un point tournant dans la méthode de financement fédéral-provincial des programmes de santé au Canada et en conséquence sur le développement des systèmes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation.

Ce document ne constitue pas la première étude de comparaison interprovinciale dans le domaine de la santé, et plusieurs autres rapports ont été produits par le ministère québécois de la Santé et des Services sociaux et Santé et Bien-être social Canada sur cette question. Une liste de ces publications est fournie à l'annexe 1. Ce document constitue en quelque sorte une mise à jour, pour la période 1977-1985, des analyses antérieures produites par le service des études opérationnelles.

Tout projet de comparaison avec les autres provinces sur une base historique a comme prérequis la constitution de bases de données évolutives sur les dépenses de santé et les autres indicateurs socio-économiques. Nous sommes largement dépendants à cet égard de Statistique Canada et de Santé et Bien-être social Canada. Il convient alors de faire les réserves qui s'imposent.

Au niveau des indicateurs comme les PIB provinciaux ou la population des provinces, les données proviennent entièrement de Statistique Canada. Les données sont donc sujettes aux modifications éventuelles que Statistique Canada pourrait apporter à ses bases de données. Ainsi, à titre d'exemple, les séries chronologiques sur les PIB provinciaux ont été modifiées récemment de façon relativement importante. Suite à ces ajustements, la part des dépenses de santé dans le PIB en 1985 a diminué de 9,4% à 9,1% au Québec et de 8,2% à 8,0% en Ontario. En ce qui concerne la population, les données 1982 à 1985 ne sont que des estimations car les données définitives de population pour la période 1982-1986 (estimations intercensitaires) ne seront disponibles qu'en 1988. Les montants per capita pourraient donc être modifiés suite à la publication des données définitives de population.

Au niveau des dépenses de santé, la seule base complète de données interprovinciales qui existe au Canada sur ce sujet est produite par la division de l'information sur la santé de Santé et Bien-être social Canada. Statistique Canada produit également des données sur

les dépenses des administrations provinciales et municipales par catégories de dépenses mais cela ne comprend pas les dépenses privées. De plus, la répartition des dépenses provinciales entre les catégories, en particulier la démarcation entre les dépenses de santé et les dépenses de services sociaux, est très déficiente aux fins de comparaison interprovinciale.

Donc, la base de Santé et Bien-être social Canada demeure la seule base valable et c'est d'ailleurs cette source de données qui est utilisée par les organismes internationaux comme l'Organisation de coopération et de développement économique et l'Organisation mondiale sur la santé lorsqu'il s'agit de déterminer le niveau des dépenses de santé pour le Canada. Cependant, même si la base de données est dans l'ensemble très fiable, nous avons dû apporter certains ajustements aux données afin de rendre les sous-catégories de dépenses plus comparables entre les provinces. Ces ajustements sont décrits à l'annexe 2. Ils ont porté spécifiquement sur les dépenses publiques du Québec et de l'Ontario. Nous n'avons pas analysé en détail les dépenses privées et les dépenses des autres provinces. Il est possible que les données produites dans ce document soient modifiées ultérieurement suite à une analyse plus approfondie de la base de données.

Finalement, il faut préciser que nous avons essayé d'aborder dans ce document les principaux facteurs expliquant les différences dans l'évolution des dépenses entre le Québec et l'Ontario ainsi que

les écarts dans les dépenses per capita pour l'année 1985. Nous avons apporté une attention particulière aux sous-catégories de dépenses qui nous sont apparues les plus importantes. Certaines sous-catégories ont été abordées de façon très superficielle. Nous croyons qu'il est préférable d'analyser plus en profondeur une sous-catégorie de dépenses dans un document spécifique plutôt que dans un document d'ordre général comme celui-ci.

Le document comprend deux parties. La première partie porte sur les indicateurs socio-économiques, soit les indicateurs de population et les indicateurs de richesse (PIB provinciaux). La seconde partie porte sur les dépenses de santé. L'analyse tient compte des dépenses selon la source de financement (public, privé) et selon les grandes catégories de dépenses, soit les soins en établissements et les services connexes, les services professionnels, les médicaments et les appareils et les autres dépenses de santé.

SECTION A: LES INDICATEURS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

Nous avons regroupé dans cette section deux grands types d'indicateurs, soit ceux reliés à la population et ceux reliés à la richesse (produit intérieur brut). L'information comprise dans cette section provient entièrement de Statistique Canada.

A.1 LA POPULATION

Les indicateurs de population qui ont été retenus sont: la population totale, la population des personnes âgées de 65 ans et plus, les naissances et les décès.

Au tableau A.1.1, on constate que la population du Québec augmente moins rapidement que celle de l'Ontario ou celle du Canada. En 1977, la population du Québec représentait 75,2% de celle de l'Ontario et 27,0% de celle du Canada. En 1985, ces proportions respectives sont de 72,2% et de 25,9%. Entre 1977 et 1985, la population s'est accrue de 3,6% au Québec comparativement à 8,0% en Ontario et 8,2% au Canada, soit un taux de croissance deux fois plus élevé en Ontario.

TABLEAU A.1.1.: POPULATION AU 1ER JUIN, PAR PROVINCE, CANADA, 1977 A 1985.

(milliers)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TERRE-NEUVE	559,8	561,5	563,5	565,6	567,7	566,2	571,5	572,5	571,6
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	119,3	121,0	122,0	122,8	122,5	122,4	123,6	124,9	126,0
NOUVELLE-ECOSSE	833,4	837,5	841,8	845,1	847,4	849,4	856,9	864,2	870,7
NOUVEAU-BRUNSWICK	684,1	688,1	691,9	695,4	696,4	696,7	703,3	708,0	710,8
QUEBEC	6 284,0	6 302,4	6 338,9	6 386,1	6 438,2	6 462,0	6 474,4	6 491,4	6 511,3
ONTARIO	8 353,1	8 439,6	8 501,3	8 569,7	8 624,7	8 705,0	8 803,0	8 909,1	9 019,8
MANITOBA	1 027,4	1 032,0	1 028,0	1 024,9	1 026,2	1 033,1	1 045,4	1 054,7	1 065,2
SASKATCHEWAN	934,9	943,5	951,3	959,4	968,3	976,6	988,7	999,5	1 007,9
ALBERTA	1 912,7	1 983,1	2 052,8	2 140,6	2 237,3	2 315,7	2 340,9	2 341,9	2 346,9
COLOMBIE-BRITANNIQUE	2 499,4	2 542,3	2 589,4	2 666,0	2 744,2	2 787,2	2 812,7	2 846,1	2 868,9
TERRITOIRES	64,7	66,0	66,4	66,9	68,8	71,2	71,4	72,8	75,1
CANADA	23 272,8	23 517,0	23 747,3	24 042,5	24 341,7	24 585,5	24 791,8	24 985,1	25 174,2
RATIO									
QUE/ONT	0,752	0,747	0,746	0,745	0,746	0,742	0,735	0,729	0,722
QUE/CAN	0,270	0,268	0,267	0,266	0,264	0,263	0,261	0,260	0,259
ONT/QUE	1,329	1,339	1,341	1,342	1,340	1,347	1,360	1,372	1,385
CAN/QUE	3,704	3,731	3,746	3,765	3,781	3,805	3,829	3,849	3,866
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	0,29	0,58	0,74	0,82	0,37	0,19	0,26	0,31
ONTARIO	----------	1,04	0,73	0,80	0,64	0,93	1,13	1,21	1,24
CANADA	----------	1,05	0,98	1,24	1,24	1,00	0,84	0,78	0,76
INDICE									
QUEBEC	100	100,3	100,9	101,6	102,5	102,8	103,0	103,3	103,6
ONTARIO	100	101,0	101,8	102,6	103,3	104,2	105,4	106,7	108,0
CANADA	100	101,0	102,0	103,3	104,6	105,6	106,5	107,4	108,2

Sources: Statistique Canada, Catalogue 91-518, Estimations intercensitaires annuelles de la population selon le sexe et l'âge, Canada et provinces, 1976-1981.

Ministère des Finances, "Le financement des programmes établis, calcul des avances 1987-88". Les données de population incluses dans cette publication ont servi à établir les estimations pour les années 1982 à 1985.

La population des personnes âgées de 65 ans et plus ne suit pas la même tendance que la population totale. Au tableau A.1.2, on constate que sur l'ensemble de la période 1977-1985, elle s'est accrue de façon identique au Québec, en Ontario et au Canada, soit de 27,5% au Québec, de 27,1% en Ontario et de 27,6% au Canada.

Au niveau des naissances, le Québec perd beaucoup de terrain par rapport à l'Ontario et par rapport au Canada depuis 1979. Au tableau A.1.3, on constate que le nombre de naissances au Québec représentait, en 1979, 81,1% des naissances de l'Ontario mais ce ratio est seulement de 65,3% en 1985. Si l'on compare l'année 1985 par rapport à l'année 1977, on constate que les naissances ont diminé de 10% au Québec, mais elles ont augmenté de 7,7% en Ontario et de 4,0% au Canada.

Quant au nombre des décès, illustré au tableau A.1.4, la tendance est très irrégulière et il est difficile de porter un jugement sur l'évolution des décès au Québec par rapport à l'Ontario. Des données désagrégées selon la cause du décès et selon l'âge et/ou le sexe de la personne décédée seraient plus significatives et celles-ci pourraient faire l'objet d'un document de comparaison interprovinciale sur les indicateurs de santé.

TABLEAU A.1.2.: POPULATION AU 1er JUIN, PERSONNES DE 65 ANS ET PLUS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(milliers)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982(PD)	1983(PP)	1984(PP)	1985(PP)
TERRE-NEUVE	37,8	39,2	40,8	42,3	43,8	45,0	46,6	47,7	49,4
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	13,6	14,0	14,3	14,6	14,9	15,2	15,4	15,7	16,0
NOUVELLE-ECOSSE	82,6	85,2	87,7	90,1	92,5	94,8	97,2	99,2	102,2
NOUVEAU-BRUNSWICK	63,0	64,8	66,8	68,6	70,6	72,3	73,6	75,7	77,7
QUEBEC	497,8	513,1	531,2	549,4	569,3	586,2	604,3	617,5	634,8
ONTARIO	764,5	789,0	816,5	843,9	868,0	892,3	915,3	937,2	971,5
MANITOBA	109,8	112,6	115,7	118,9	121,8	124,4	127,1	129,6	133,0
SASKATCHEWAN	104,8	107,3	110,4	113,1	116,2	119,0	122,3	124,0	126,9
ALBERTA	142,8	147,7	152,8	158,0	163,4	168,1	173,9	178,3	184,9
COLOMBIE-BRITANNIQUE	250,9	260,7	272,1	285,9	298,1	308,4	318,5	329,7	342,6
TERRITOIRES	1,7	1,9	1,9	2,1	2,0	2,1	2,3	1,9	2,1
CANADA	2 069,30	2 135,50	2 210,20	2 286,90	2 360,60	2 427,80	2 496,50	2 556,50	2 641,10
RATIO									
QUE/ONT	0,651	0,650	0,651	0,651	0,656	0,657	0,660	0,659	0,653
QUE/CAN	0,241	0,240	0,240	0,240	0,241	0,241	0,242	0,242	0,240
ONT/QUE	1,536	1,538	1,537	1,536	1,525	1,522	1,515	1,518	1,530
CAN/QUE	4,157	4,162	4,161	4,163	4,146	4,142	4,131	4,140	4,161
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	3,07	3,53	3,43	3,62	2,97	3,09	2,18	2,80
ONTARIO	----------	3,20	3,49	3,36	2,86	2,80	2,58	2,39	3,66
CANADA	----------	3,20	3,50	3,47	3,22	2,85	2,83	2,40	3,31
INDICE									
QUEBEC	100	103,1	106,7	110,4	114,4	117,8	121,4	124,0	127,5
ONTARIO	100	103,2	106,8	110,4	113,5	116,7	119,7	122,6	127,1
CANADA	100	103,2	106,8	110,5	114,1	117,3	120,6	123,5	127,6

(PD) Estimations postcensitaires définitives.
(PP) Estimations postcensitaires provisoires.

Sources: Statistique Canada, Catalogue 91-518, Estimations intercensitaires annuelles de la population selon le sexe et l'âge, Canada et provinces, 1976-1981.

Statistique Canada, Catalogue 91-210, Estimations annuelles post-censitaires de la population suivant l'état matrimonial, l'âge, le sexe et, composantes de l'accroissement, Canada, provinces et territoires. Volumes 1,2,3.

TABLEAU A.1.3.: NOMBRE DE NAISSANCES, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TERRE-NEUVE	11 110	10 480	10 170	10 332	10 130	9 173	8 929	8 360	8 500
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	1 969	1 985	1 934	1 958	1 897	1 924	1 907	1 954	2 008
NOUVELLE-ECOSSE	12 374	12 548	12 406	12 369	12 079	12 325	12 401	12 378	12 450
NOUVEAU-BRUNSWICK	11 515	10 790	10 848	10 636	10 503	10 489	10 518	10 360	10 121
QUEBEC	95 690	94 860	98 646	97 421	95 322	90 800	88 154	87 839	86 340
ONTARIO	122 757	120 964	121 655	123 316	122 183	124 856	126 826	131 296	132 208
MANITOBA	16 716	16 397	16 242	15 989	16 073	16 123	16 602	16 651	17 097
SASKATCHEWAN	16 547	16 550	16 944	17 057	17 209	17 722	17 847	18 014	18 162
ALBERTA	34 406	35 396	37 003	39 749	42 638	45 036	45 556	44 105	43 813
COLOMBIE-BRITANNIQUE	36 691	37 231	38 432	40 104	41 474	42 747	42 919	43 911	43 127
TERRITOIRES	1 625	1 651	1 784	1 778	1 838	1 887	2 030	1 963	1 901
CANADA	361 400	358 852	366 064	370 709	371 346	373 082	373 689	377 031	375 727
RATIO									
QUE/ONT	0,780	0,784	0,811	0,790	0,780	0,727	0,695	0,669	0,653
QUE/CAN	0,265	0,264	0,269	0,263	0,257	0,243	0,236	0,233	0,230
ONT/QUE	1,283	1,275	1,233	1,266	1,282	1,375	1,439	1,495	1,531
CAN/QUE	3,777	3,783	3,711	3,805	3,896	4,109	4,239	4,292	4,352
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	(0,87)	3,99	(1,24)	(2,15)	(4,74)	(2,91)	(0,36)	(1,71)
ONTARIO	----------	(1,46)	0,57	1,37	(0,92)	2,19	1,58	3,52	0,69
CANADA	----------	(0,71)	2,01	1,27	0,17	0,47	0,16	0,89	(0,35)
INDICE									
QUEBEC	100	99,1	103,1	101,8	99,6	94,9	92,1	91,8	90,2
ONTARIO	100	98,5	99,1	100,5	99,5	101,7	103,3	107,0	107,7
CANADA	100	99,3	101,3	102,6	102,8	103,2	103,4	104,3	104,0

Sources: Statistique Canada, Catalogue 84-204, La statistique de l'état civil, vol.1: Naissances et décès.

Statistique Canada, Catalogue 84-001, Statistique de l'état civil. Annuel.

TABLEAU A.1.4 : NOMBRE DE DECES, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TERRE-NEUVE	3 138	3 115	3 136	3 345	3 230	3 385	3 498	3 520	3 557
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	1 046	994	1 022	1 035	992	980	1 050	1 109	1 110
NOUVELLE-ECOSSE	6 963	6 877	6 843	7 004	6 958	6 941	7 047	6 913	7 315
NOUVEAU-BRUNSWICK	5 185	5 183	5 172	5 297	5 139	5 197	5 206	5 272	5 230
QUEBEC	43 459	43 552	43 311	43 512	42 684	43 497	44 275	44 449	45 707
ONTARIO	61 425	61 116	61 468	62 746	62 838	63 696	64 507	64 703	66 747
MANITOBA	8 178	8 297	8 217	8 436	8 648	8 490	8 521	8 290	8 756
SASKATCHEWAN	7 594	7 749	7 369	7 651	7 523	8 202	7 611	7 710	8 031
ALBERTA	11 609	11 944	12 109	12 710	12 823	12 968	12 588	12 730	13 231
COLOMBIE-BRITANNIQUE	18 596	19 058	19 204	19 371	19 857	20 707	19 287	20 686	21 302
TERRITOIRES	305	294	332	366	337	350	894	345	337
CANADA	167 498	168 179	168 183	171 473	171 029	174 413	174 484	175 727	181 323
RATIO									
QUE/ONT	0,708	0,713	0,705	0,693	0,679	0,683	0,686	0,687	0,685
QUE/CAN	0,259	0,259	0,258	0,254	0,250	0,249	0,254	0,253	0,252
ONT/QUE	1,413	1,403	1,419	1,442	1,472	1,464	1,457	1,456	1,460
CAN/QUE	3,854	3,862	3,883	3,941	4,007	4,010	3,941	3,953	3,967
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	0,21	(0,55)	0,46	(1,90)	1,90	1,79	0,39	2,83
ONTARIO	----------	(0,50)	0,58	2,08	0,15	1,37	1,27	0,30	3,16
CANADA	----------	0,41	0,00	1,96	(0,26)	1,98	0,04	0,71	3,18
INDICE									
QUEBEC	100	100,2	99,7	100,1	98,2	100,1	101,9	102,3	105,2
ONTARIO	100	99,5	100,1	102,2	102,3	103,7	105,0	105,3	108,7
CANADA	100	100,4	100,4	102,4	102,1	104,1	104,2	104,9	108,3

Sources: Statistique Canada, Catalogue 84-204, La statistique de l'état civil, vol.1: Naissances et décès.

Statistique Canada, Catalogue 84-001, Statistique de l'état civil. Annuel.

A.2 LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

Les données sur les produits intérieurs bruts provinciaux sont présentées aux tableaux A.2.1 et A.2.2. Il s'agit de l'indicateur qui représente le mieux la notion de richesse relative des provinces et dont l'évolution est déterminante lorsqu'on compare la proportion du PIB consacrée aux dépenses de santé.

Ainsi, au tableau A.2.2, on constate qu'entre 1977 et 1981, le Québec et l'Ontario ont alterné à tour de rôle concernant la meilleure performance dans le taux annuel de croissance de leur PIB per capita. La récession de 1982 a affecté davantage l'Ontario, mais en 1983 et en 1984, le PIB ontarien s'est accrû plus rapidement que celui du Québec. En 1985, le Québec a repris le dessus sur l'Ontario avec un taux de croissance de 7,8% comparativement à 6,6% en Ontario. Cependant, si l'on regarde la période 1977-1985, les taux de croissance des PIB per capita du Québec et de l'Ontario sont presque identiques, soit de 101% au Québec et de 102% en Ontario.

En 1985, l'Ontario demeure cependant plus riche que le Québec car le PIB per capita est 23% plus élevé, soit de 20 439$ par rapport à 16 683$ pour le Québec.

Lorsqu'on compare les provinces entre elles au niveau de leur PIB per capita en 1985, tel qu'illustré au graphique A.2, on constate qu'il

Tableau A.2.1.: PRODUIT INTERIEUR BRUT TOTAL, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TERRE-NEUVE	2 997	3 223	3 907	4 094	4 642	5 035	5 467	5 964	6 236
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	602	682	786	846	1 009	1 055	1 169	1 297	1 317
NOUVELLE-ECOSSE	4 916	5 569	6 092	6 292	7 345	8 473	9 625	10 714	11 631
NOUVEAU-BRUNSWICK	3 962	4 458	5 384	5 019	5 953	6 519	7 501	8 369	8 823
QUEBEC	52 210	58 125	64 936	72 220	81 515	85 916	91 480	100 474	108 625
ONTARIO	84 661	92 408	104 367	114 992	131 831	137 102	151 469	170 771	184 354
MANITOBA	8 304	9 210	10 323	11 193	13 156	14 015	14 961	16 612	17 993
SASKATCHEWAN	8 130	9 260	10 468	12 404	14 342	14 809	15 245	16 509	17 297
ALBERTA	24 423	28 969	35 479	43 145	49 937	52 924	55 523	58 320	61 968
COLOMBIE-BRITANNIQUE	25 649	28 734	33 362	38 242	44 702	45 874	48 186	51 127	54 103
TERRITOIRES	759	861	1 028	1 233	1 215	1 441	1 583	1 847	2 019
CANADA	216 613	241 499	276 132	309 680	355 647	373 163	402 209	442 004	474 366
RATIO									
QUE/ONT	0,617	0,629	0,622	0,628	0,618	0,627	0,604	0,588	0,589
QUE/CAN	0,241	0,241	0,235	0,233	0,229	0,230	0,227	0,227	0,229
ONT/QUE	1,622	1,590	1,607	1,592	1,617	1,596	1,656	1,700	1,697
CAN/QUE	4,149	4,155	4,252	4,288	4,363	4,343	4,397	4,399	4,367
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	11,33	11,72	11,22	12,87	5,40	6,48	9,83	8,11
ONTARIO	----------	9,15	12,94	10,18	14,64	4,00	10,48	12,74	7,95
CANADA	----------	11,49	14,34	12,15	14,84	4,93	7,78	9,89	7,32
INDICE									
QUEBEC	100	111,3	124,4	138,3	156,1	164,6	175,2	192,4	208,1
ONTARIO	100	109,2	123,3	135,8	155,7	161,9	178,9	201,7	217,8
CANADA	100	111,5	114,3	112,1	114,8	104,9	107,8	109,9	107,3

Source: Statistique Canada, Base de données CANSIM.

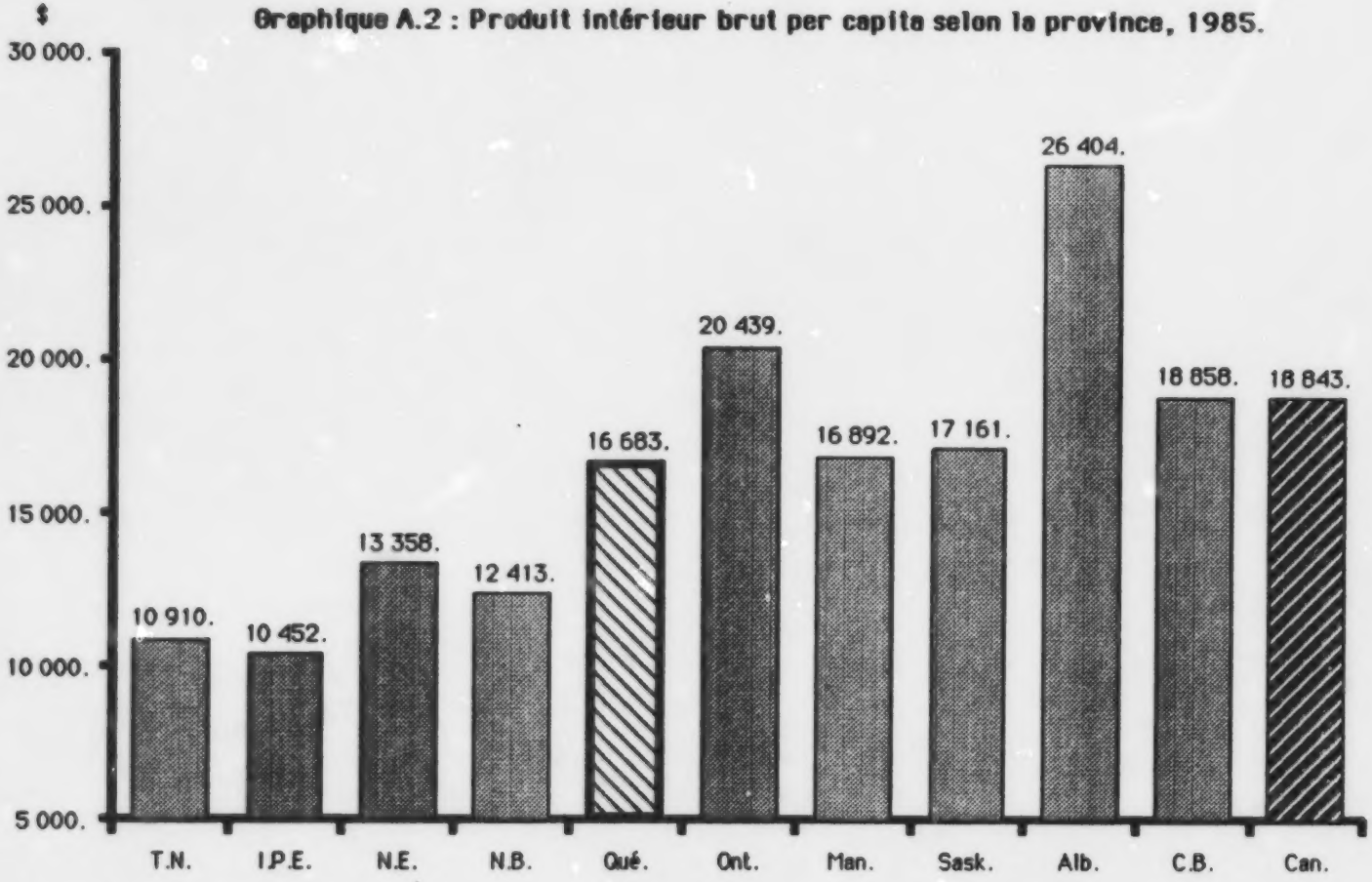
TABLEAU A.2.2.: PRODUIT INTERIEUR BRUT PER CAPITA, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TERRE-NEUVE	5 354	5 740	6 933	7 238	8 177	8 893	9 566	10 417	10 910
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	5 046	5 636	6 443	6 889	8 237	8 619	9 458	10 384	10 452
NOUVELLE-ECOSSE	5 899	6 650	7 237	7 445	8 668	9 975	11 232	12 398	13 358
NOUVEAU-BRUNSWICK	5 792	6 479	7 781	7 217	8 548	9 357	10 665	11 821	12 413
QUEBEC	8 308	9 223	10 244	11 309	12 661	13 296	14 129	15 478	16 683
ONTARIO	10 135	10 949	12 277	13 418	15 285	15 750	17 207	19 168	20 439
MANITOBA	8 083	8 924	10 042	10 921	12 820	13 566	14 311	15 750	16 892
SASKATCHEWAN	8 696	9 815	11 004	12 929	14 812	15 164	15 419	16 517	17 161
ALBERTA	12 769	14 608	17 283	20 156	22 320	22 854	23 719	24 903	26 404
COLOMBIE-BRITANNIQUE	10 262	11 302	12 884	14 344	16 290	16 459	17 132	17 964	18 858
TERRITOIRES	11 731	13 045	15 482	18 430	17 660	20 239	22 171	25 371	26 884
CANADA	9 308	10 269	11 628	12 881	14 611	15 178	16 223	17 691	18 843
RATIO									
QUE/ONT	0,820	0,842	0,834	0,843	0,828	0,844	0,821	0,807	0,816
QUE/CAN	0,893	0,898	0,881	0,878	0,867	0,876	0,871	0,875	0,885
ONT/QUE	1,220	1,187	1,198	1,187	1,207	1,185	1,218	1,238	1,225
CAN/QUE	1,120	1,113	1,135	1,139	1,154	1,142	1,148	1,143	1,130
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	11,00	11,07	10,40	11,96	5,01	6,27	9,54	7,78
ONTARIO	----------	8,03	12,12	9,30	13,91	3,04	9,25	11,40	6,63
CANADA	----------	10,33	13,23	10,77	13,43	3,88	6,89	9,04	6,52
INDICE									
QUEBEC	100	111,0	123,3	136,1	152,4	160,0	170,1	186,3	200,8
ONTARIO	100	108,0	121,1	132,4	150,8	155,4	169,8	189,1	201,7
CANADA	100	110,3	124,9	138,4	157,0	163,1	174,3	190,1	202,5

Source: Tableaux A.1.1 et A.2.1.

Graphique A.2 : Produit intérieur brut per capita selon la province, 1985.



Source: Tableau A.2.2

y a des différences importantes dans la richesse relative des diverses provinces. Le PIB per capita de l'Alberta est 2,5 fois supérieur à celui de l'Ile-du-Prince-Edouard. Le PIB per capita du Québec est à peu près équivalent à celui du Manitoba ou de la Saskatchewan. Ces différences et ces ressemblances se reflèteront dans les dépenses de santé per capita comme nous le verrons plus loin.

SECTION B: LES DÉPENSES DE SANTÉ

La définition des dépenses de santé que nous avons utilisée est semblable à celle utilisée par la division de l'information sur la santé de Santé et Bien-être social Canada[1] sauf que nous avons ajouté les dépenses publiques pour les services d'apprentissage aux habitudes de travail et les centres de travail adapté pour les handicapés physiques et les handicapés mentaux que nous avons considérées comme des dépenses de réadaptation au même titre que les dépenses pour les centres d'accueil de réadaptation qui sont incluses dans la base de Santé et Bien-être social Canada. Cependant, même si la définition des dépenses est semblable, la base de données de Santé et Bien-être social Canada a fait l'objet de certains ajustements afin de rendre les données comparables. L'annexe 2 montre ces ajustements pour le Québec et l'Ontario.

Les dépenses de santé comprennent la somme des dépenses publiques et des dépenses privées pour les services suivants: les soins dans les hôpitaux et les établissements de soins spéciaux, les soins à domicile, les services ambulanciers, les services médicaux, les services

---

1 Pour plus d'information concernant cette base de données, voir la publication "Les dépenses nationales de santé au Canada 1975-1985", Santé et Bien-être social Canada, novembre 1987.

dentaires, les services optométriques, les services des autres professionnels de la santé, les médicaments prescrits et non prescrits, les lunettes, les aides auditives, les appareils médicaux et les prothèses, l'administration, la santé publique, les immobilisations, la recherche médicale et les autres dépenses (santé au travail, les associations bénévoles, etc.). Nous avons ajouté les dépenses publiques pour les services d'apprentissage aux habitudes de travail pour les personnes handicapées.

Les dépenses seront regroupées en quatre grandes catégories de dépenses correspondant aux grandes catégories identifiées par Santé et Bien-être social Canada, soit:

- Les soins en établissements et les services connexes
- Les services professionnels
- Les médicaments et les appareils
- Les autres dépenses de santé

Nous verrons en détail la description des dépenses incluses dans chacune de ces catégories ainsi que l'organisation des ressources mises en place pour répondre aux différents besoins dans le domaine de la santé au Québec et en Ontario dans les sections B.2 à B.5.

B.1 LES DÉPENSES TOTALES DE SANTÉ

Les dépenses totales de santé représentent la somme des dépenses publiques et des dépenses privées. Elles sont présentées aux tableaux B.1.a et B.1.b et la proportion du PIB consacrée aux dépenses totales de santé au tableau B.1.c. Les graphiques B.1.a et B.1.b montrent les dépenses totales de santé per capita et la part du PIB consacrée aux dépenses totales de santé pour l'année 1985.

Au tableau B.1.b, on constate que les dépenses de santé per capita ont crû plus rapidement au Québec par rapport à l'Ontario ou par rapport au Canada entre 1977 et 1981 mais la situation a changé de façon importante en 1982. Pour la période 1977-1985, le taux de croissance des dépenses de santé a été très semblable au Québec et en Ontario, soit de 133% au Québec et de 131% en Ontario. Les périodes de compression des dépenses sont nettement différentes entre les deux provinces, se faisant davantage sentir entre 1977 et 1981 en Ontario et entre 1982 et 1985 au Québec. En 1985, les dépenses totales de santé per capita en Ontario sont supérieures à celles du Québec de 7,5%, soit un montant de 1 636$ par habitant comparativement à 1 521$ au Québec.

Au tableau B.1.c, on constate que la proportion du PIB consacrée à la santé a augmenté également de façon semblable au Québec et en Ontario entre 1977 et 1985. Dans les deux cas, les dépenses de santé ont crû plus rapidement que le PIB. En 1977, le Québec consacrait 7,9% de

Tableau B.1.a: DEPENSES TOTALES DE SANTE PAR PROVINCE, CANADA, 1977 A 1985.

(millions $)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	302,5	343,5	399,5	451,3	527,4	602,5	683,8	713,8	744,8
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	65,6	76,2	91,4	115,5	125,2	137,8	144,5	151,9	163,1
NOUVELLE-ECOSSE	481,5	522,8	587,4	669,9	815,3	952,6	1 051,2	1 168,2	1 258,9
NOUVEAU-BRUNSWICK	353,8	395,8	460,5	552,3	666,7	802,1	874,4	935,6	974,9
QUEBEC	4 100,4	4 597,5	5 113,3	6 009,7	6 958,6	7 781,6	8 548,2	9 265,9	9 902,6
ONTARIO	5 910,6	6 504,5	7 147,0	8 050,3	9 351,2	10 951,3	12 443,6	13 725,5	14 757,5
MANITOBA	706,6	742,1	833,5	990,0	1 173,7	1 336,0	1 476,5	1 611,6	1 730,2
SASKATCHEWAN	603,5	643,7	732,0	852,8	988,6	1 173,7	1 358,6	1 471,2	1 550,5
ALBERTA	1 283,0	1 439,5	1 694,5	2 156,6	2 632,9	3 422,1	3 707,8	3 846,1	4 061,6
COLOMBIE-BRITANNIQUE	1 812,3	2 022,6	2 331,8	2 922,7	3 506,0	3 953,1	4 294,5	4 523,4	4 671,8
TERRITOIRES	60,9	74,1	76,7	86,4	107,2	164,0	180,5	190,0	212,6
CANADA	15 680,7	17 362,3	19 467,6	22 857,5	26 852,8	31 276,8	34 763,6	37 603,2	40 028,5
RATIO									
QUE/ONT	0,694	0,707	0,715	0,747	0,744	0,711	0,687	0,675	0,671
QUE/CAN	0,261	0,265	0,263	0,263	0,259	0,249	0,246	0,246	0,247
ONT/QUE	1,441	1,415	1,398	1,340	1,344	1,407	1,456	1,481	1,490
CAN/QUE	3,824	3,776	3,807	3,803	3,859	4,019	4,067	4,058	4,042
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	12,12	11,22	17,53	15,79	11,83	9,85	8,40	6,87
ONTARIO	----------	10,05	9,88	12,64	16,16	17,11	13,63	10,30	7,52
CANADA	----------	10,72	12,13	17,41	17,48	16,48	11,15	8,17	6,45
INDICE									
QUEBEC	100	112,1	124,7	146,6	169,7	189,8	208,5	226,0	241,5
ONTARIO	100	110,0	120,9	136,2	158,2	185,3	210,5	232,2	249,7
CANADA	100	110,7	124,2	145,8	171,2	199,5	221,7	239,8	255,3

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

TABLEAU B.1.b: DEPENSES TOTALES DE SANTE PER CAPITA, PAR PROVINCE, CANADA, 1977 A 1985.

(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	540,37	611,75	708,96	797,91	929,01	1 064,11	1 196,50	1 246,81	1 303,01
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	549,87	629,75	749,18	940,55	1 022,04	1 125,82	1 169,09	1 216,17	1 294,44
NOUVELLE-ECOSSE	577,75	624,24	697,79	792,69	962,12	1 121,50	1 226,75	1 351,77	1 445,85
NOUVEAU-BRUNSWICK	517,18	575,21	665,56	794,22	957,35	1 151,28	1 243,28	1 321,47	1 371,55
QUEBEC	652,51	729,48	806,65	941,06	1 080,83	1 204,21	1 320,31	1 427,41	1 520,83
ONTARIO	707,59	770,71	840,69	939,39	1 084,23	1 258,05	1 413,56	1 540,62	1 636,12
MANITOBA	687,76	719,09	810,80	965,95	1 143,73	1 293,20	1 412,38	1 528,02	1 624,30
SASKATCHEWAN	645,52	682,25	769,47	888,89	1 020,96	1 201,82	1 374,13	1 471,94	1 538,35
ALBERTA	670,78	725,88	825,46	1 007,47	1 176,82	1 477,78	1 583,92	1 642,30	1 730,62
COLOMBIE-BRITANNIQUE	725,09	795,58	900,52	1 096,29	1 277,60	1 418,31	1 526,82	1 589,33	1 628,43
TERRITOIRES	941,27	1 122,73	1 155,12	1 291,48	1 558,14	2 303,37	2 528,01	2 609,89	2 830,89
CANADA	673,78	738,29	819,78	950,71	1 103,16	1 272,16	1 402,22	1 505,02	1 590,06
RATIO									
QUE/ONT	0,922	0,947	0,960	1,002	0,997	0,957	0,934	0,927	0,930
QUE/CAN	0,968	0,988	0,984	0,990	0,980	0,947	0,942	0,948	0,956
RATIO									
ONT/QUE	1,084	1,057	1,042	0,998	1,003	1,045	1,071	1,079	1,076
CAN/QUE	1,033	1,012	1,016	1,010	1,021	1,056	1,062	1,054	1,046
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	11,80	10,58	16,66	14,85	11,42	9,64	8,11	6,54
ONTARIO	----------	8,92	9,08	11,74	15,42	16,03	12,36	8,99	6,20
CANADA	----------	9,57	11,04	15,97	16,04	15,32	10,22	7,33	5,65
INDICE									
QUEBEC	100,0	111,8	123,6	144,2	165,6	184,5	202,3	218,8	233,1
ONTARIO	100,0	108,9	118,8	132,8	153,2	177,8	199,8	217,7	231,2
CANADA	100,0	109,6	121,7	141,1	163,7	188,8	208,1	223,4	236,0

Source: Tableaux B.1.a. et A.1.1.

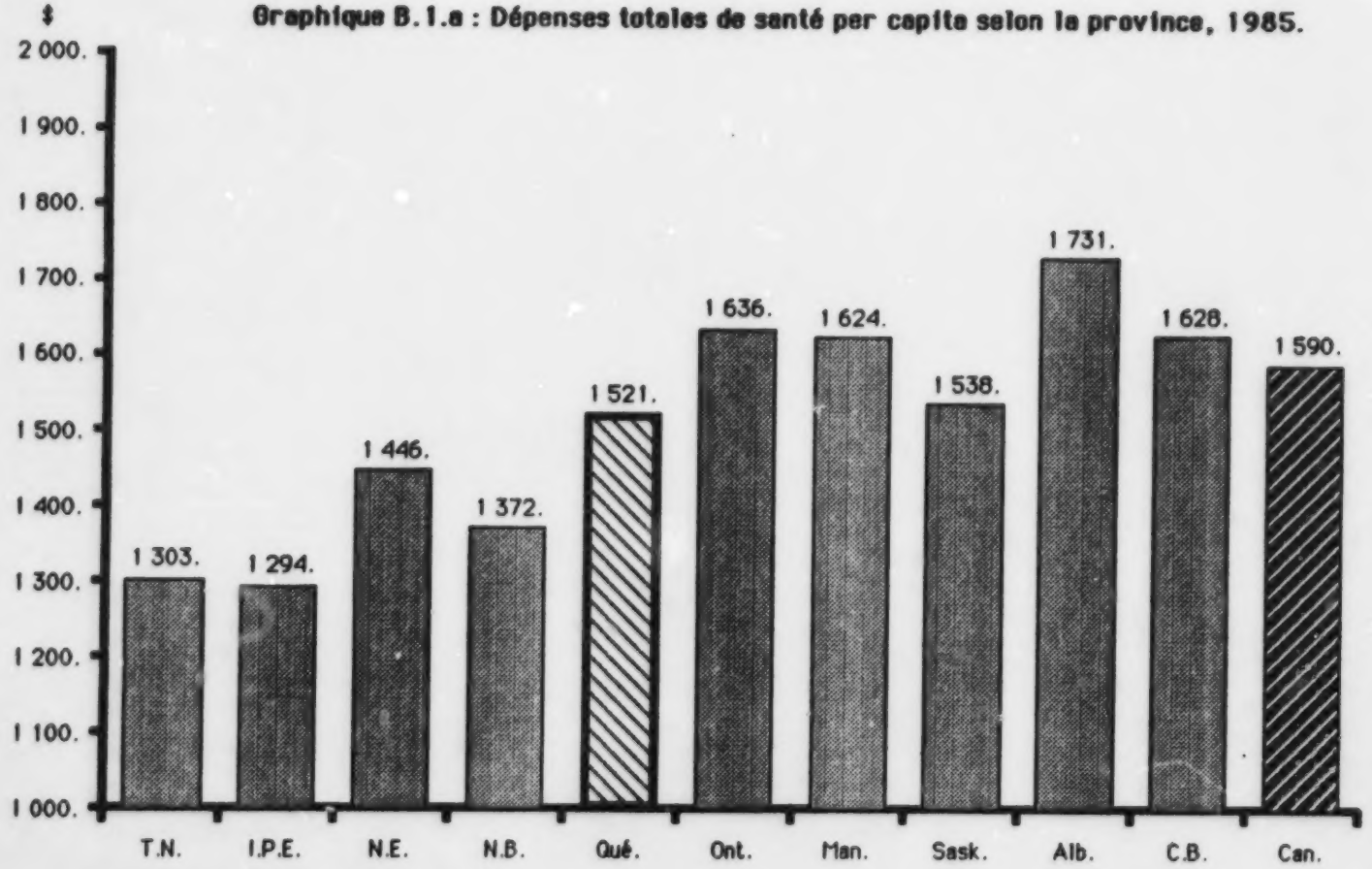
(1) Données préliminaires

TABLEAU B.1.c.: PART DU PRODUIT INTERIEUR BRUT AFFECTEE AUX DEPENSES TOTALES DE SANTE, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TERRE-NEUVE	10,1	10,7	10,2	11,0	11,4	12,0	12,5	12,0	11,9
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	10,9	11,2	11,6	13,7	12,4	13,1	12,4	11,7	12,4
NOUVELLE-ECOSSE	9,8	9,4	9,6	10,6	11,1	11,2	10,9	10,9	10,8
NOUVEAU-BRUNSWICK	8,9	8,9	8,6	11,0	11,2	12,3	11,7	11,2	11,0
QUEBEC	7,9	7,9	7,9	8,3	8,5	9,1	9,3	9,2	9,1
ONTARIO	7,0	7,0	6,8	7,0	7,1	8,0	8,2	8,0	8,0
MANITOBA	8,5	8,1	8,1	8,8	8,9	9,5	9,9	9,7	9,6
SASKATCHEWAN	7,4	7,0	7,0	6,9	6,9	7,9	8,9	8,9	9,0
ALBERTA	5,3	5,0	4,8	5,0	5,3	6,5	6,7	6,6	6,6
COLOMBIE-BRITANNIQUE	7,1	7,0	7,0	7,6	7,8	8,6	8,9	8,8	8,6
TERRITOIRES	8,0	8,6	7,5	7,0	8,8	11,4	11,4	10,3	10,5
CANADA	7,2	7,2	7,1	7,4	7,6	8,4	8,6	8,5	8,4
RATIO									
QUE/ONT	1,125	1,124	1,150	1,189	1,203	1,134	1,137	1,147	1,139
QUE/CAN	1,085	1,100	1,117	1,127	1,131	1,081	1,081	1,084	1,080
ONT/QUE	0,889	0,890	0,870	0,841	0,831	0,882	0,879	0,872	0,878
CAN/QUE	0,922	0,909	0,895	0,887	0,884	0,925	0,925	0,922	0,926
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	0,71	(0,45)	5,68	2,59	6,10	3,17	(1,31)	(1,15)
ONTARIO	----------	0,82	(2,71)	2,23	1,32	12,61	2,85	(2,17)	(0,40)
CANADA	----------	(0,69)	(1,94)	4,69	2,30	11,01	3,12	(1,57)	(0,81)
INDICE									
QUEBEC	100,0	100,7	100,3	106,0	108,7	115,3	119,0	117,4	116,1
ONTARIO	100,0	100,8	98,1	100,3	101,6	114,4	117,7	115,1	114,7
CANADA	100,0	99,3	97,4	102,0	104,3	115,8	119,4	117,5	116,6

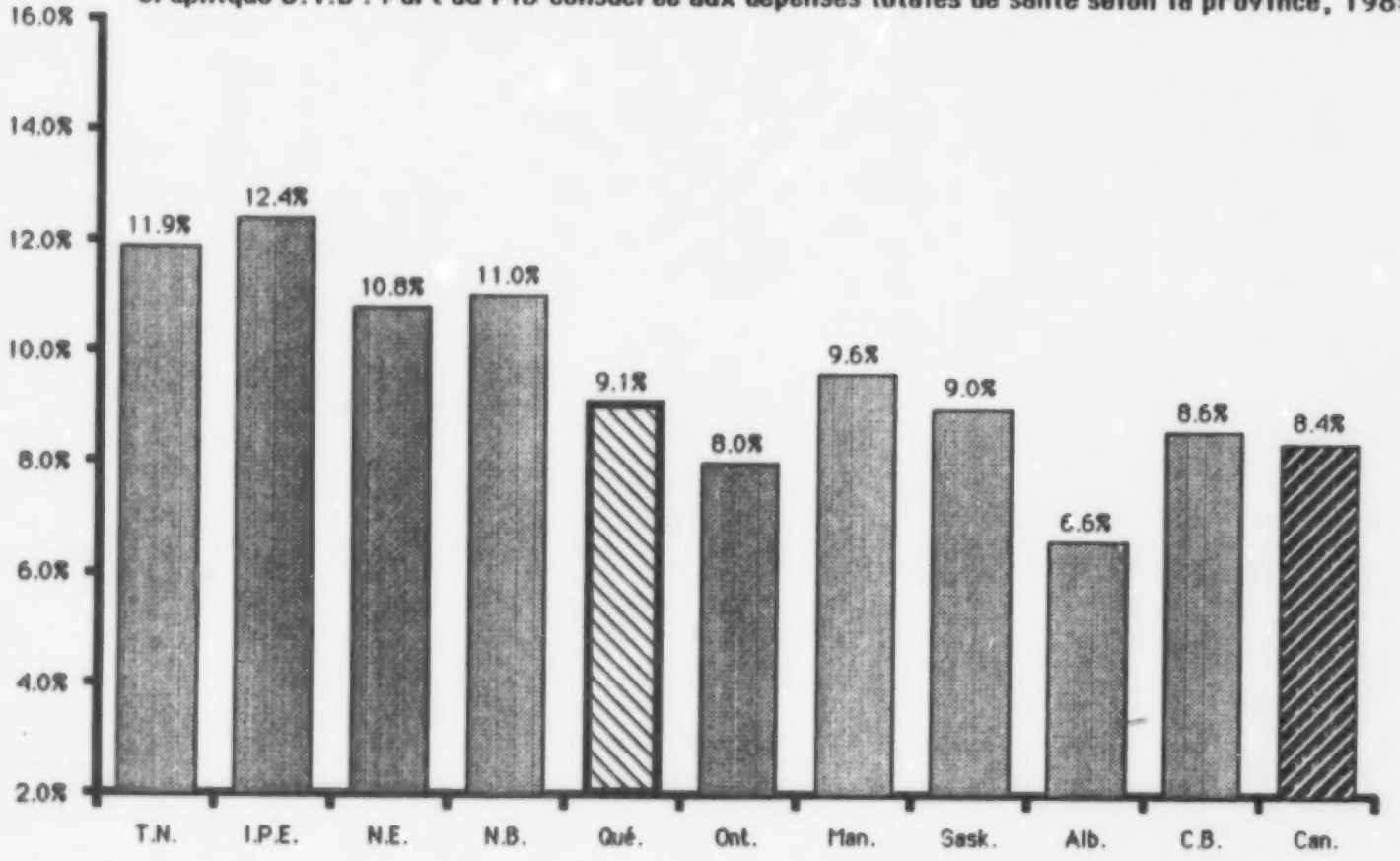
Source: Tableaux B.1.a. et A.2.

Graphique B.1.a : Dépenses totales de santé per capita selon la province, 1985.



Source: Tableau B.1.b

Graphique B.1.b : Part du PIB consacrée aux dépenses totales de santé selon la province, 1985.



Source: Tableau B.1.c

son PIB à la santé alors que l'Ontario en consacrait 7,0%; en 1985, ces proportions respectives sont de 9,1% et 8,0%. Cependant, c'est réellement en 1982 que cet indicateur a fait un bond important. Ainsi, au Québec, la part du PIB consacrée à la santé est passée de 7,9% à 8,5% entre 1977 et 1981, de 8,5% à 9,1% entre 1981 et 1982 et elle s'est stabilisée à environ 9,1% entre 1982 et 1985. En Ontario, cet indicateur est passé de 7,0% à 7,1% entre 1977 et 1981, de 7,1% à 8,0% entre 1981 et 1982 et il s'est stabilisé à environ 8,0% entre 1982 et 1985. C'est la très faible croissance du PIB en 1982 qui est en quelque sorte responsable de ce changement de situation.

Au graphique B.1.a, on constate qu'en 1985, les dépenses de santé per capita sont moins élevées au Québec qu'en Ontario ou dans les provinces de l'Ouest mais sont plus élevées que dans les provinces maritimes. C'est l'Alberta qui présente les dépenses les plus élevées et c'est l'Ile-du-Prince-Edouard qui présente les dépenses les plus faibles.

Il semble y avoir une relation entre le niveau des dépenses de santé et le niveau du PIB car les provinces ont à peu près la même position relative lorsqu'on aligne les deux indicateurs comme le montre le tableau suivant:

PROVINCE	RANG RELATIF EN 1985	
	DÉPENSES PER CAPITA	PIB PER CAPITA
Terre-Neuve	9e	9e
Ile-du-Prince-Edouard	10e	10e
Nouvelle-Ecosse	7e	7e
Nouveau-Brunswick	8e	8e
Québec	6e	6e
Ontario	2e	2e
Manitoba	4e	5e
Saskatchewan	5e	4e
Alberta	1er	1er
Colombie-Britannique	3e	3e

Source: Graphiques A.2 et B.1.a

De plus, le graphique B.1.b montre que plus la province est pauvre, plus la part du PIB consacrée à la santé est élevée. Le système de santé étant relativement standard au Canada, les provinces pauvres doivent donc faire un effort plus grand pour assurer des services de qualité comparable, et même si elles font plus d'effort, leurs dépenses de santé per capita demeurent inférieures à celles des provinces riches.

Afin d'établir cette relation de façon un peu plus mathématique, nous avons fait une analyse de régression entre les dépenses de santé per capita et le PIB per capita pour l'ensemble des provinces en 1985. Nous avons utilisé une régression log-linéaire de la forme:

$$\log DEP = \log a + b \log PIB$$

où DEP = dépenses de santé/capita

PIB = PIB/capita

Les résultats de l'analyse de régression ont montré effectivement une forte relation entre les deux variables puisque nous avons obtenu un coefficient de corrélation R = 97% pour l'équation suivante:

$$\log DEP = \log 57{,}80 + 0{,}337 \log PIB$$

Une fois cette relation établie, il est intéressant de comparer, pour chacune des provinces, le ratio entre le niveau réel des dépenses de santé per capita et le niveau estimé des dépenses déterminé par l'analyse de régression. Cet exercice nous permettra d'identifier quelles sont les provinces dont le comportement diffère sensiblement du comportement moyen, c'est-à-dire celles qui dépensent réellement trop ou pas assez par rapport à leur capacité de payer. Le tableau suivant montre ces résultats:

PROVINCE	DÉPENSES DE SANTÉ PER CAPITA (1985)			
	RÉELLES[1]	ESTIMÉES[2]	RATIO[3]	INTERVALLE DE CONFIANCE[4]
Terre-Neuve	1 303$	1 328$	0,98	1 241 - 1 420$
Ile-du-Prince-Edouard	1 294	1 309	0,99	1 222 - 1 402
Nouvelle-Ecosse	1 446	1 422	1,02	1 334 - 1 515
Nouveau-Brunswick	1 372	1 387	0,99	1 300 - 1 479
Québec	1 521	1 532	0,99	1 439 - 1 631
Ontario	1 636	1 641	1,00	1 538 - 1 751
Manitoba	1 624	1 539	1,06	1 445 - 1 638
Saskatchewan	1 538	1 547	0,99	1 453 - 1 647
Alberta	1 731	1 789	0,97	1 665 - 1 922
Colombie-Britannique	1 628	1 597	1,02	1 498 - 1 702

1 Source: Tableau B.1.b
2 Calculées selon l'équation établie par l'analyse de régression.
3 Ratio des dépenses réelles sur les dépenses estimées.
4 Intervalle de confiance à 95% dans les valeurs estimées.

Compte tenu d'un certain intervalle de confiance dans les valeurs estimées, il n'y a en fait aucune province qui semble réellement dévier du comportement standard et dont les dépenses de santé apparaissent exagérées par rapport au niveau de leur PIB.

On peut donc en conclure qu'au Québec, les dépenses de santé ne sont pas trop élevées par rapport au niveau du PIB et que l'effort du Québec en cette matière est comparable à l'effort moyen des autres provinces.

B.1.1 Les dépenses publiques et privées

Les dépenses publiques comprennent les dépenses du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux, des gouvernements municipaux et des organismes provinciaux de compensation pour les accidents du travail. Les dépenses privées comprennent les dépenses des particuliers, des compagnies, des associations à but non lucratif et des plans d'assurance privée. Ces dépenses sont présentées respectivement aux tableaux B.1.d, B.1.e, B.1.f et B.1.g. Le tableau B.1.h montre l'évolution de la part des dépenses publiques dans les dépenses totales et le tableau B.1.i montre l'évolution de la part du PIB affectée aux dépenses publiques de santé.

Au tableau B.1.e, on constate que la croissance des dépenses publiques est inférieure à la croissance des dépenses totales

TABLEAU B.1.d.: DEPENSES PUBLIQUES TOTALES DE SANTE, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	241,2	265,8	309,7	351,1	412,0	484,4	541,3	562,5	592,8
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	52,8	58,6	65,1	75,7	87,6	102,6	114,3	122,1	125,7
NOUVELLE-ECOSSE	372,1	402,3	445,2	513,8	631,8	739,2	820,2	900,0	947,1
NOUVEAU-BRUNSWICK	285,0	311,8	352,0	417,5	506,0	612,2	664,2	712,8	738,5
QUEBEC	3 409,3	3 774,1	4 190,3	4 843,7	5 576,5	6 274,2	6 862,3	7 425,9	7 848,7
ONTARIO	4 411,7	4 741,5	5 040,4	5 667,7	6 718,8	7 837,2	8 838,4	9 753,6	10 455,6
MANITOBA	557,3	576,5	641,2	763,7	899,2	1 046,0	1 164,7	1 268,6	1 349,5
SASKATCHEWAN	448,3	482,8	550,9	662,9	778,1	942,3	1 097,1	1 180,0	1 252,4
ALBERTA	1 004,1	1 147,8	1 417,4	1 670,4	2 083,7	2 665,1	3 065,0	3 183,3	3 438,1
COLOMBIE-BRITANNIQUE	1 275,4	1 439,3	1 702,1	2 127,0	2 611,1	2 956,2	3 199,2	3 331,8	3 499,7
TERRITOIRES	56,9	69,8	74,2	80,7	97,1	154,1	175,3	187,3	209,3
CANADA	12 114,1	13 270,3	14 788,5	17 174,2	20 401,9	23 813,5	26 542,0	28 627,9	30 457,4
RATIO									
QUE/ONT	0,773	0,796	0,831	0,855	0,830	0,801	0,776	0,761	0,751
QUE/CAN	0,281	0,284	0,283	0,282	0,273	0,263	0,259	0,259	0,258
ONT/QUE	1,294	1,256	1,203	1,170	1,205	1,249	1,288	1,313	1,332
CAN/QUE	3,553	3,516	3,529	3,546	3,659	3,795	3,868	3,855	3,881
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	10,70	11,03	15,59	15,13	12,51	9,37	8,21	5,69
ONTARIO	----------	7,48	6,30	12,45	18,55	16,65	12,77	10,35	7,20
CANADA	----------	9,54	11,44	16,13	18,79	16,72	11,46	7,86	6,39
INDICE									
QUEBEC	100	110,7	122,9	142,1	163,6	184,0	201,3	217,8	230,2
ONTARIO	100	107,5	114,3	128,5	152,3	177,6	200,3	221,1	237,0
CANADA	100	109,5	122,1	141,8	168,4	196,6	219,1	236,3	251,4

Sources:Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

TABLEAU B.1.e.:DEPENSES PUBLIQUES TOTALES DE SANTE, PER CAPITA, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	430,87	473,37	549,60	620,76	725,74	855,53	947,16	982,53	1 037,09
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	442,58	484,30	533,61	616,45	715,10	838,24	924,76	977,58	997,62
NOUVELLE-ECOSSE	446,48	480,36	528,87	607,98	745,57	870,26	957,17	1 041,43	1 087,75
NOUVEAU-BRUNSWICK	416,61	453,13	508,74	600,37	726,59	878,71	944,40	1 006,78	1 038,97
QUEBEC	542,54	598,84	661,05	758,48	866,16	970,94	1 059,91	1 143,96	1 205,40
ONTARIO	528,15	561,82	592,90	661,37	779,02	900,31	1 004,02	1 094,79	1 159,18
MANITOBA	542,44	558,62	623,74	745,15	876,24	1 012,49	1 114,12	1 202,81	1 266,90
SASKATCHEWAN	479,52	511,71	579,10	690,95	803,57	964,88	1 109,64	1 180,59	1 242,58
ALBERTA	524,96	578,79	690,47	780,34	931,35	1 150,88	1 309,33	1 359,28	1 464,95
COLOMBIE-BRITANNIQUE	510,28	566,14	657,33	797,82	951,50	1 060,63	1 137,41	1 170,65	1 219,88
TERRITOIRES	879,44	1 057,58	1 117,47	1 206,28	1 411,34	2 164,33	2 455,18	2 572,80	2 786,95
CANADA	520,53	564,29	622,74	714,33	838,15	968,60	1 070,60	1 145,80	1 209,87
RATIO									
QUE/ONT	1,027	1,066	1,115	1,147	1,112	1,078	1,056	1,045	1,040
QUE/CAN	1,042	1,061	1,062	1,062	1,033	1,002	0,990	0,998	0,996
ONT/QUE	0,973	0,938	0,897	0,872	0,899	0,927	0,947	0,957	0,962
CAN/QUE	0,959	0,942	0,942	0,942	0,968	0,998	1,010	1,002	1,004
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	10,38	10,39	14,74	14,20	12,10	9,16	7,93	5,37
ONTARIO	----------	6,37	5,53	11,55	17,79	15,57	11,52	9,04	5,88
CANADA	----------	8,41	10,36	14,71	17,33	15,56	10,53	7,02	5,59
INDICE									
QUEBEC	100	110,4	121,8	139,8	159,6	179,0	195,4	210,9	222,2
ONTARIO	100	106,4	112,3	125,2	147,5	170,5	190,1	207,3	219,5
CANADA	100	108,4	119,6	137,2	161,0	186,1	205,7	220,1	232,4

Source: Tableaux B.1.d. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

TABLEAU B.1.f.: DEPENSES PRIVEES TOTALES DE SANTE, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	61,3	77,7	89,8	100,2	115,4	118,1	142,5	151,3	152,0
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	12,8	17,6	26,3	39,8	37,6	35,2	30,2	29,8	37,4
NOUVELLE-ECOSSE	109,4	120,5	142,2	156,1	183,5	213,4	231,0	268,2	311,8
NOUVEAU-BRUNSWICK	68,8	84,0	108,5	134,8	160,7	189,9	210,2	222,8	236,4
QUEBEC	691,1	823,4	923,0	1 166,0	1 382,1	1 507,4	1 685,9	1 840,0	2 053,9
ONTARIO	1 498,9	1 763,0	2 106,6	2 382,6	2 632,4	3 114,1	3 605,2	3 971,9	4 301,9
MANITOBA	149,3	165,6	192,3	226,3	274,5	290,0	311,8	343,0	380,7
SASKATCHEWAN	155,2	160,9	181,1	189,9	210,5	231,4	261,5	291,2	298,1
ALBERTA	278,9	291,7	277,1	486,2	549,2	757,0	642,8	662,8	623,5
COLOMBIE-BRITANNIQUE	536,9	583,3	629,7	795,7	894,9	996,9	1 095,3	1 191,6	1 172,1
TERRITOIRES	4,0	4,3	2,5	5,7	10,1	9,9	5,2	2,7	3,3
CANADA	3 566,6	4 092,0	4 679,1	5 683,3	6 450,9	7 463,3	8 221,6	8 975,3	9 571,1
RATIO									
QUE/ONT	0,461	0,467	0,438	0,489	0,525	0,484	0,468	0,463	0,477
QUE/CAN	0,194	0,201	0,197	0,205	0,214	0,202	0,205	0,205	0,215
ONT/QUE	2,169	2,141	2,282	2,043	1,905	2,066	2,138	2,159	2,095
CAN/QUE	5,161	4,970	5,069	4,874	4,667	4,951	4,877	4,878	4,660
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	19,14	12,10	26,33	18,53	9,07	11,84	9,14	11,63
ONTARIO	----------	17,62	19,49	13,10	10,48	18,30	15,77	10,17	8,31
CANADA	----------	14,73	14,35	21,46	13,51	15,69	10,16	9,17	6,64
INDICE									
QUEBEC	100	119,1	133,6	168,7	200,0	218,1	243,9	266,2	297,2
ONTARIO	100	117,6	140,5	159,0	175,6	207,8	240,5	265,0	287,0
CANADA	100	114,7	114,3	121,5	113,5	115,7	110,2	109,2	106,6

Source: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

(1) Données préliminaires

TABLEAU B.1.g.: DEPENSES PRIVEES TOTALES DE SANTE, PER CAPITA, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	109,50	138,38	159,36	177,16	203,28	208,58	249,34	264,28	265,92
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	107,29	145,45	215,57	324,10	306,94	287,58	244,34	238,59	296,83
NOUVELLE-ECOSSE	131,27	143,88	168,92	184,71	216,54	251,24	269,58	310,34	358,10
NOUVEAU-BRUNSWICK	100,57	122,08	156,81	193,85	230,76	272,57	298,88	314,69	332,58
QUEBEC	109,98	130,65	145,61	182,58	214,67	233,27	260,39	283,45	315,44
ONTARIO	179,44	208,90	247,80	278,03	305,22	357,74	409,54	445,83	476,94
MANITOBA	145,32	160,47	187,06	220,80	267,49	280,71	298,26	325,21	357,40
SASKATCHEWAN	166,01	170,54	190,37	197,94	217,39	236,94	264,49	291,35	295,76
ALBERTA	145,81	147,09	134,99	227,13	245,47	326,90	274,60	283,02	265,67
COLOMBIE-BRITANNIQUE	214,81	229,44	243,18	298,46	326,11	357,67	389,41	418,68	408,55
TERRITOIRES	61,82	65,15	37,65	85,20	146,80	139,04	72,83	37,09	43,94
CANADA	153,25	174,00	197,04	236,39	265,01	303,57	331,63	359,23	380,19
RATIO									
QUE/ONT	0,613	0,625	0,588	0,657	0,703	0,652	0,636	0,636	0,661
QUE/CAN	0,718	0,751	0,739	0,772	0,810	0,768	0,785	0,789	0,830
ONT/QUE	1,632	1,599	1,702	1,523	1,422	1,534	1,573	1,573	1,512
CAN/QUE	1,393	1,332	1,353	1,295	1,235	1,301	1,274	1,267	1,205
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	18,80	11,45	25,39	17,57	8,66	11,63	8,85	11,28
ONTARIO	----------	16,41	18,62	12,20	9,78	17,21	14,48	8,86	6,98
CANADA	----------	13,54	13,24	19,97	12,11	14,55	9,24	8,32	5,84
INDICE									
QUEBEC	100	118,8	132,4	166,0	195,2	212,1	236,8	257,7	286,8
ONTARIO	100	116,4	138,1	154,9	170,1	199,4	228,2	248,5	265,8
CANADA	100	113,5	128,6	154,2	172,9	198,1	216,4	234,4	248,1

Source: Tableaux B.1.f. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

TABLEAU B.1.h.:PART DES DEPENSES PUBLIQUES DANS LES DEPENSES TOTALES, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TERRE-NEUVE	79,7	77,4	77,5	77,8	78,1	80,4	79,2	78,8	79,6
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	80,5	76,9	71,2	65,5	70,0	74,5	79,1	80,4	77,1
NOUVELLE-ECOSSE	77,3	77,0	75,8	76,7	77,5	77,6	78,0	77,0	75,2
NOUVEAU-BRUNSWICK	80,6	78,8	76,4	75,6	75,9	76,3	76,0	76,2	75,8
QUEBEC	83,1	82,1	81,9	80,6	80,1	80,6	80,3	80,1	79,3
ONTARIO	74,6	72,9	70,5	70,4	71,8	71,6	71,0	71,1	70,8
MANITOBA	78,9	77,7	76,9	77,1	76,6	78,3	78,9	78,7	78,0
SASKATCHEWAN	74,3	75,0	75,3	77,7	78,7	80,3	80,8	80,2	80,8
ALBERTA	78,3	79,7	83,6	77,5	79,1	77,9	82,7	82,8	84,6
COLOMBIE-BRITANNIQUE	70,4	71,2	73,0	72,8	74,5	74,8	74,5	73,7	74,9
TERRITOIRES	93,4	94,2	96,7	93,4	90,6	94,0	97,1	98,6	98,4
CANADA	77,3	76,4	76,0	75,1	76,0	76,1	76,3	76,1	76,1
RATIO									
QUE/ONT	1,114	1,126	1,162	1,145	1,115	1,127	1,130	1,128	1,119
QUE/CAN	1,076	1,074	1,079	1,073	1,055	1,059	1,051	1,053	1,042
ONT/QUE	0,898	0,888	0,861	0,874	0,897	0,888	0,885	0,887	0,894
CAN/QUE	0,929	0,931	0,927	0,932	0,948	0,944	0,951	0,950	0,960
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	(1,27)	(0,17)	(1,65)	(0,57)	0,61	(0,44)	(0,17)	(1,18)
ONTARIO	----------	(2,34)	(3,25)	(0,17)	2,05	(0,40)	(0,75)	0,05	(0,30)
CANADA	----------	(1,07)	(0,61)	(1,09)	1,12	0,21	0,28	(0,29)	(0,06)
INDICE									
QUEBEC	100	98,7	98,6	96,9	96,4	97,0	96,6	96,4	95,3
ONTARIO	100	97,7	94,5	94,3	96,3	95,9	95,2	95,2	94,9
CANADA	100	98,5	97,5	97,8	97,1	99,3	100,0	99,8	98,9

Source: Tableaux B.1.d. et B.1.a.

TABLEAU B.1.i.: PART DU PRODUIT INTERIEUR BRUT AFFECTEE AUX DEPENSES PUBLIQUES DE SANTE, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TERRE-NEUVE	8,0	8,2	7,9	8,6	8,9	9,6	9,9	9,4	9,5
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	8,8	8,6	8,3	8,9	8,7	9,7	9,8	9,4	9,5
NOUVELLE-ECOSSE	7,6	7,2	7,3	8,2	8,6	8,7	8,5	8,4	8,1
NOUVEAU-BRUNSWICK	7,2	7,0	6,5	8,3	8,5	9,4	8,9	8,5	8,4
QUEBEC	6,5	6,5	6,5	6,7	6,8	7,3	7,5	7,4	7,2
ONTARIO	5,2	5,1	4,8	4,9	5,1	5,7	5,8	5,7	5,7
MANITOBA	6,7	6,3	6,2	6,8	6,8	7,5	7,8	7,6	7,5
SASKATCHEWAN	5,5	5,2	5,3	5,3	5,4	6,4	7,2	7,1	7,2
ALBERTA	4,1	4,0	4,0	3,9	4,2	5,0	5,5	5,5	5,5
COLOMBIE-BRITANNIQUE	5,0	5,0	5,1	5,6	5,8	6,4	6,6	6,5	6,5
TERRITOIRES	7,5	8,1	7,2	6,5	8,0	10,7	11,1	10,1	10,4
CANADA	5,6	5,5	5,4	5,5	5,7	6,4	6,6	6,5	6,4
RATIO									
QUE/ONT	1,253	1,265	1,336	1,361	1,342	1,278	1,286	1,294	1,274
QUE/CAN	1,168	1,182	1,205	1,209	1,193	1,144	1,137	1,141	1,125
ONT/QUE	0,798	0,790	0,748	0,735	0,745	0,783	0,778	0,773	0,785
CAN/QUE	0,856	0,846	0,830	0,827	0,839	0,874	0,880	0,876	0,889
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	(0,57)	(0,62)	3,93	2,00	6,75	2,72	(1,47)	(2,24)
ONTARIO	----------	(1,53)	(5,88)	2,06	3,40	12,16	2,08	(2,12)	(0,70)
CANADA	----------	(1,74)	(2,54)	3,55	3,44	11,24	3,41	(1,85)	(0,87)
INDICE									
QUEBEC	100	99,4	98,8	102,7	104,8	111,8	114,9	113,2	110,7
ONTARIO	100	98,5	92,7	94,6	97,8	109,7	112,0	109,6	108,8
CANADA	100	98,3	95,8	99,2	102,6	114,1	118,0	115,8	114,8

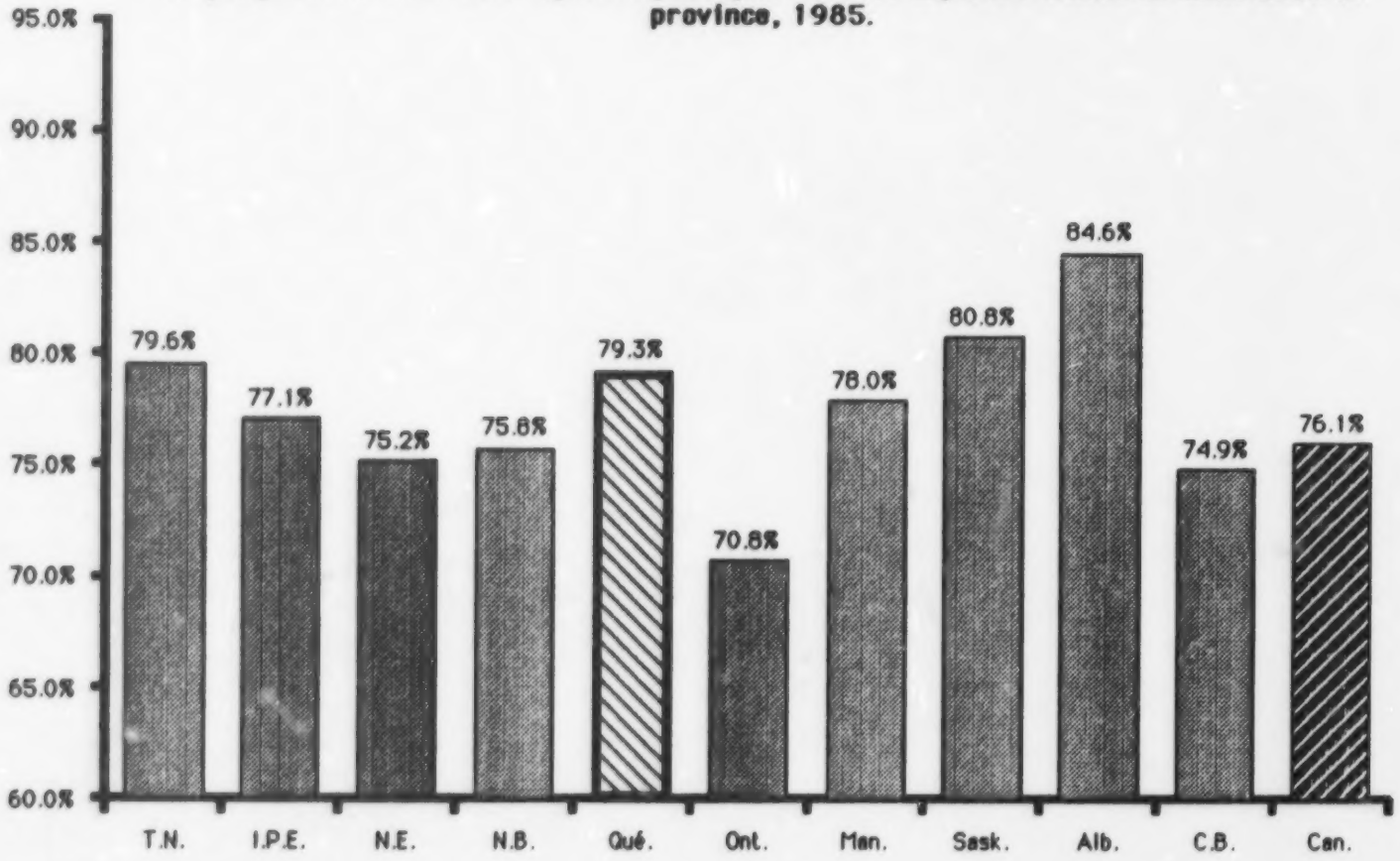
Source: Tableaux B.1.d. et A.2.1.

autant au Québec qu'en Ontario. Entre 1977 et 1985, les dépenses publiques per capita, au Québec, se sont accrues de 122% comparativement à 133% pour les dépenses totales. En Ontario, ces pourcentages respectifs sont de 119% pour les dépenses publiques et de 131% pour les dépenses totales. L'écart entre le Québec et l'Ontario s'est rétréci car en 1985 les dépenses publiques per capita au Québec sont seulement de 4,0% supérieures à celles de l'Ontario alors qu'en 1980 elles étaient supérieures de 14,7%.

Au tableau B.1.g, on constate une situation différente pour les dépenses privées qui ont crû beaucoup plus rapidement que les dépenses publiques. Entre 1977 et 1985, les dépenses privées per capita se sont accrues de 187% au Québec et de 166% en Ontario, ce qui a comme conséquence que la part des dépenses publiques dans les dépenses totales (tableau B.1.h) est en décroissance dans les deux provinces. Cependant, les dépenses privées per capita croissent plus rapidement au Québec qu'en Ontario car en 1985, les dépenses privées per capita de l'Ontario sont supérieures de 51,2% à celles du Québec comparativement à 70,2% en 1979. Le tableau B.1.h montre également que la situation est différente dans certaines provinces, en particulier en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique où les dépenses publiques croissent plus rapidement que les dépenses privées.

Le graphique B.1.c montre la part des dépenses publiques dans les dépenses totales de santé pour l'année 1985. On y constate que l'Ontario a de loin le système le plus privatisé au Canada car

Graphique B.1.c : Part des dépenses publiques dans les dépenses totales de santé selon la province, 1985.



Source: Tableau B.1.h

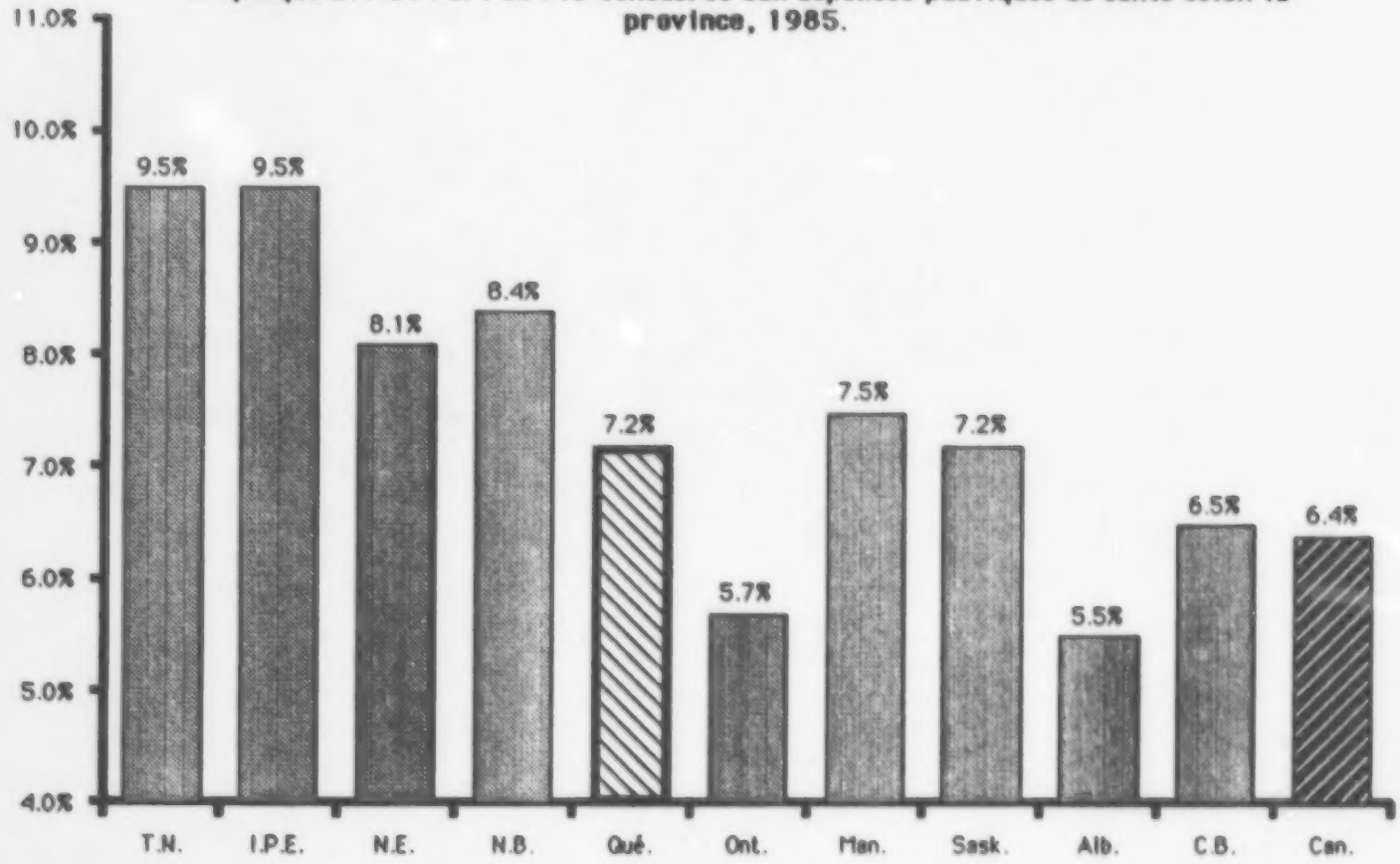
seulement 70,8% des dépenses sont publiques. Le Québec, avec un taux de financement public de 79,3%, se situe dans la même lignée que les provinces des Prairies et certaines provinces maritimes. C'est l'Alberta qui présente le système le moins privatisé au Canada avec un taux de financement public de 84,6%.

Au tableau B.1.i, on constate que la part du PIB consacrée aux dépenses publiques de santé a augmenté de façon semblable au Québec et en Ontario entre 1977 et 1985, ce qui est similaire à ce que l'on a constaté pour les dépenses totales. L'impact de l'année 1982 sur cet indicateur est encore plus notable que ce que l'on a constaté pour les dépenses totales. Ainsi, au Québec, la part des dépenses publiques dans le PIB est passée de 6,5% à 6,8% entre 1977 et 1981, de 6,8% à 7,3% entre 1981 et 1982 et elle a diminué de 7,3% à 7,2% entre 1982 et 1985. En Ontario, cet indicateur est passé de 5,2% à 5,1% entre 1977 et 1981, de 5,1% à 5,7% entre 1981 et 1982 et il s'est stabilisé à 5,7% entre 1982 et 1985.

Le graphique B.1.d montre la part du PIB affectée aux dépenses publiques de santé pour l'année 1985. L'écart entre le Québec et l'Ontario est plus important que dans le cas des dépenses totales à cause d'un degré plus élevé de privatisation en Ontario.

Le tableau B.1.j montre spécifiquement pour le Québec et l'Ontario la ventilation des dépenses publiques selon la source de

Graphique B.1.d : Part du PIB consacrée aux dépenses publiques de santé selon la province, 1985.



Source: Tableau B.1.1

Tableau B.1.j.: COMPARAISON ENTRE LES DEPENSES PUBLIQUES DU QUEBEC ET DE L'ONTARIO SELON LA SOURCE DE FINANCEMENT, 1977 ET 1985.

	Dépenses totales		Dépenses per capita		Dépenses per capita		Ratio	
	Québec	Ontario	Québec	Proportion relative	Ontario	Proportion relative	Qué./Ont.	Ont./Qué.
1977	(millions $)		(dollars)	(%)	(dollars)	(%)		
Gouvernement Fédéral(1)	102,0	129,1	16,23	3,0	15,45	2,9	1,050	0,952
Gouvernement Provincial	3 258,8	4 156,9	518,59	95,6	497,65	94,2	1,042	0,960
Gouvernement Municipal	7,1	67,9	1,13	0,2	8,13	1,5	0,139	7,195
Organisme CSST	41,4	57,8	6,59	1,2	6,92	1,3	0,952	1,050
TOTAL	3 409,3	4 411,7	542,54	100,0	528,15	100,0	1,027	0,973
1985								
Gouvernement Fédéral(1)	221,7	370,7	34,05	2,8	41,10	3,5	0,828	1,207
Gouvernement Provincial	7 538,8	9 758,1	1 157,80	96,1	1 081,85	93,3	1,070	0,934
Gouvernement Municipal	5,1	179,2	0,78	0,1	19,87	1,7	0,039	25,474
Organisme CSST	83,1	147,6	12,76	1,1	16,36	1,4	0,780	1,282
TOTAL	7 848,7	10 455,6	1 205,39	100,0	1 159,18	100,0	1,040	0,962

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données sur le Québec et l'Ontario.

(1)- Il s'agit des dépenses directes. Les transferts du gouvernement fédéral aux provinces pour les programmes à frais partagés sont inclus dans les dépenses provinciales.

financement pour les années 1977 et 1985. Même si les systèmes sont dans l'ensemble très semblables, on constate quelques différences dans les sources publiques de financement.

Ainsi, en 1985, la part des dépenses provinciales dans les dépenses publiques est de 96,0% au Québec contre 93,4% en Ontario. Au Québec, le financement municipal est absent alors qu'il représente presque 2% de l'ensemble des dépenses publiques de santé en Ontario, soit 180 millions$ contre 5 millions$ pour le Québec. Le financement des municipalités touche principalement les centres d'accueil pour personnes âgées et les programmes de prévention et de santé publique.

Les dépenses fédérales directes[1] représentent 2,8% de l'ensemble des dépenses publiques au Québec contre 3,5% en Ontario. Elles sont plus élevées de 21% en Ontario, même si les dépenses de Santé et Bien-être social en matière de santé publique (promotion de la santé, contrôle de la qualité des aliments, des médicaments, de l'environnement, administration, etc.) sont réparties au prorata de la population provinciale. Cet écart s'explique principalement par la présence d'un plus grand nombre de petits hôpitaux fédéraux en Ontario (bases militaires).

Les dépenses de santé de la CSST représentent 1,1% des dépenses publiques au Québec contre 1,4% en Ontario. Elles sont plus élevées de 28% en Ontario à cause de la prise en charge du coût des

---

1 Les transferts du gouvernement fédéral aux provinces pour les programmes à frais partagés ont été inclus dans les dépenses provinciales.

prothèses et des orthèses pour les accidentés du travail, alors que cette dépense s'inscrit dans le cadre de programmes universels pour le Québec financés par le régime d'assurance-maladie.

B.2 LES SOINS EN ÉTABLISSEMENTS ET LES SERVICES CONNEXES

Cette catégorie regroupe le coût de l'ensemble des dépenses d'exploitation des hôpitaux et des établissements fournissant des soins et des services aux clientèles suivantes: les personnes âgées en perte d'autonomie, les handicapés physiques, les handicapés mentaux, les alcooliques, les toxicomanes, les enfants mésadaptés sociaux et les mères célibataires. Les clientèles exclues comprennent les jeunes contrevenants et les détenus, les itinérants et les femmes en difficulté (femmes battues). Sont également exclues les ressources légères comme les familles d'accueil indépendamment du type de clientèle, ainsi que l'hébergement dans des habitations à loyer modique même si ces habitations sont financées en majeure partie par les gouvernements.

Par contre, les soins alternatifs comme les soins à domicile et les services complémentaires comme le transport ambulancier sont inclus dans cette catégorie. De plus, nous avons ajouté les dépenses des établissements de réadaptation qui fournissent des services d'apprentissage aux habitudes de travail comme les ateliers protégés, les centres de travail adapté, etc. Une bonne partie de ces dépenses étaient déjà

incluses dans la base de Santé et Bien-être social Canada pour le Québec, mais non pour l'Ontario.

Par rapport aux données de Santé et Bien-être social Canada, c'est la catégorie de dépenses qui a fait l'objet du plus grand nombre d'ajustements (voir l'annexe 2) surtout au niveau de la sous-catégorisation des dépenses afin de rendre les données plus comparables entre le Québec et l'Ontario.

La presque totalité des dépenses pour les soins en établissements est financée par les gouvernements, donc à caractère public. Les dépenses privées comprennent principalement les contributions des particuliers pour leur hébergement, les paiements des compagnies d'assurance pour des services non assurés (comme par exemple les suppléments pour une chambre privée ou semi-privée), les dons, les revenus d'investissement et de location, les revenus de vente de services, et les profits dans le cas des établissements à but lucratif.

B.2.1 Les dépenses totales pour les soins en établissements et les services connexes

Les dépenses totales pour les soins en établissements et les services connexes sont présentées aux tableaux B.2.a et B.2.b. Pour la période 1977 à 1985, on constate que les dépenses per capita

ont crû à un rythme plus élevé au Québec qu'en Ontario, soit 131% contre 107%, c'est-à-dire un taux d'augmentation 22% supérieur au Québec. La position du Québec par rapport à l'Ontario s'est modifiée car en 1977, les dépenses per capita de l'Ontario étaient supérieures de 1% alors qu'en 1985, ce sont celles du Québec qui sont supérieures de 10,4%. La croissance très élevée des dépenses pour les établissements de soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation au Québec explique en grande partie ce renversement.

Lorsqu'on analyse les taux annuels de croissance de ces dépenses, on constate que ces taux diffèrent d'une province à l'autre, étant beaucoup plus élevés au Québec entre 1977 et 1981 et plus élevés en Ontario entre 1982 et 1984. Comme nous le verrons plus loin, cette différence dans les périodes de croissance est due à l'évolution des coûts dans les hôpitaux de courte durée.

Le graphique B.2.a compare les dépenses per capita pour les soins en établissements et les services connexes entre les provinces pour l'année 1985. C'est au Québec que les dépenses sont les plus élevées, soit de 915$ par habitant, suivi par les provinces des Prairies dont les dépenses se situent entre 850$ et 900$ et l'Ontario dont les dépenses se chiffrent à 829$. Les provinces maritimes et la Colombie-Britannique ont des dépenses inférieures à 800$. Nous verrons plus loin que les avantages sociaux incluant la contribution de l'employeur aux régimes de retraite sont des éléments qui font augmenter de façon importante les dépenses per capita au Québec.

Tableau B.2.a.: DEPENSES DES SOINS EN ETABLISSEMENTS ET SERVICES CONNEXES, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	178,6	206,0	244,6	280,8	324,4	373,3	412,5	425,1	442,6
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	38,6	43,3	48,9	56,1	64,4	76,3	82,5	86,7	89,8
NOUVELLE-ECOSSE	278,6	301,0	334,2	381,6	469,5	546,9	603,0	657,3	687,0
NOUVEAU-BRUNSWICK	216,6	239,2	272,3	326,3	393,6	473,5	513,2	548,1	563,3
QUEBEC	2 487,0	2 783,8	3 121,2	3 683,0	4 350,0	4 969,5	5 322,5	5 637,5	5 958,1
ONTARIO	3 337,6	3 604,4	3 850,9	4 277,2	4 973,2	5 813,7	6 510,3	7 032,0	7 477,5
MANITOBA	415,5	423,6	467,1	544,7	644,2	745,5	825,0	891,0	938,6
SASKATCHEWAN	335,2	361,6	406,0	475,3	550,0	660,3	788,9	834,2	866,2
ALBERTA	691,0	733,2	834,7	975,1	1 234,3	1 598,7	1 791,0	1 914,3	2 075,0
COLOMBIE-BRITANNIQUE	874,3	969,4	1 095,9	1 432,0	1 664,1	1 894,8	2 089,8	2 165,8	2 247,0
TERRITOIRES	36,2	46,2	50,3	54,6	67,8	95,0	93,2	96,5	105,1
CANADA	8 889,2	9 711,7	10 726,1	12 486,7	14 735,5	17 247,5	19 031,9	20 288,5	21 450,2
RATIO									
QUE/ONT	0,745	0,772	0,811	0,861	0,875	0,855	0,818	0,802	0,797
QUE/CAN	0,280	0,287	0,291	0,295	0,295	0,288	0,280	0,278	0,278
ONT/QUE	1,342	1,295	1,234	1,161	1,143	1,170	1,223	1,247	1,255
CAN/QUE	3,574	3,489	3,437	3,390	3,387	3,471	3,576	3,599	3,600
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	11,93	12,12	18,00	18,11	14,24	7,10	5,92	5,69
ONTARIO	---------	7,99	6,84	11,07	16,27	16,90	11,98	8,01	6,34
CANADA	---------	9,25	10,45	16,41	18,01	17,05	10,35	6,60	5,73
INDICE									
QUEBEC	100	111,9	125,5	148,1	174,9	199,8	214,0	226,7	239,6
ONTARIO	100	108,0	115,4	128,2	149,0	174,2	195,1	210,7	224,0
CANADA	100	109,3	120,7	140,5	165,8	194,0	214,1	228,2	241,3

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.2.b.: DEPENSES PER CAPITA, SOINS EN ETABLISSEMENTS ET SERVICES CONNEXES, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

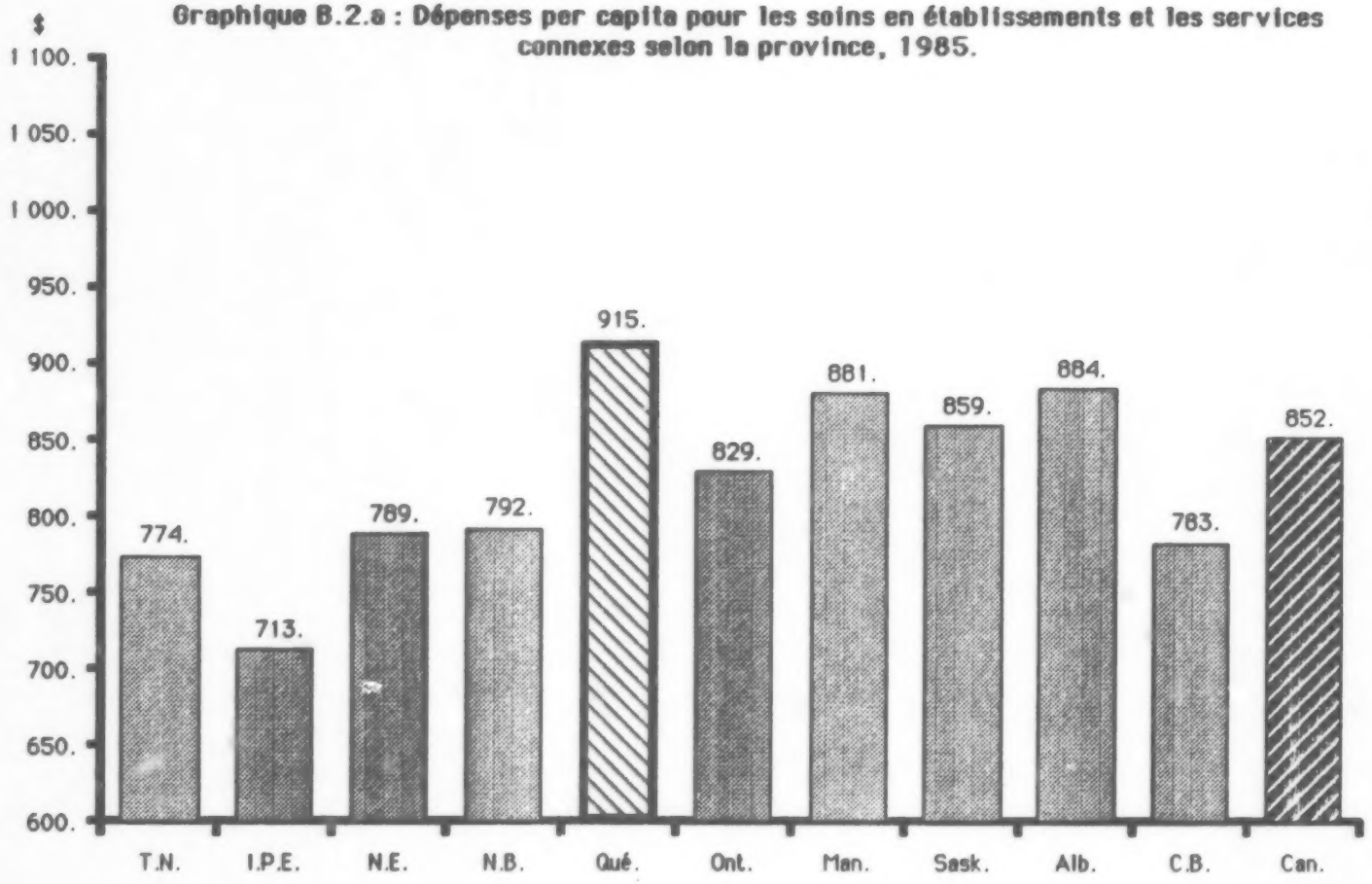
(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	319,04	366,87	434,07	496,46	571,43	659,31	721,78	742,53	774,32
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	323,55	357,85	400,82	456,84	525,71	623,37	667,48	694,16	712,70
NOUVELLE-ECOSSE	334,29	359,40	397,01	451,54	554,05	643,87	703,70	760,59	789,02
NOUVEAU-BRUNSWICK	316,62	347,62	393,55	469,23	565,19	679,63	729,70	774,15	792,49
QUEBEC	395,77	441,70	492,39	576,72	675,65	769,03	822,08	868,46	915,04
ONTARIO	399,56	427,08	452,98	499,11	576,62	667,86	739,55	789,31	829,01
MANITOBA	404,42	410,47	454,38	531,47	627,75	721,61	789,17	844,79	881,15
SASKATCHEWAN	358,54	383,25	426,78	495,41	568,01	676,12	797,92	834,62	859,41
ALBERTA	361,27	369,72	406,62	455,53	551,69	690,37	765,09	817,41	884,15
COLOMBIE-BRITANNIQUE	349,80	381,31	423,23	537,13	606,41	679,82	742,99	760,97	783,23
TERRITOIRES	559,51	700,00	757,53	816,14	985,47	1 334,27	1 305,32	1 325,55	1 399,47
CANADA	381,96	412,97	451,68	519,36	605,36	701,53	767,67	812,02	852,07
RATIO									
QUE/ONT	0,990	1,034	1,087	1,156	1,172	1,151	1,112	1,100	1,104
QUE/CAN	1,036	1,070	1,090	1,110	1,116	1,096	1,071	1,069	1,074
ONT/QUE	1,010	0,967	0,920	0,865	0,853	0,868	0,900	0,909	0,906
CAN/QUE	0,965	0,935	0,917	0,901	0,896	0,912	0,934	0,935	0,931
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	11,61	11,47	17,13	17,15	13,82	6,90	5,64	5,36
ONTARIO	---------	6,89	6,06	10,18	15,53	15,82	10,74	6,73	5,03
CANADA	---------	8,12	9,37	14,98	16,56	15,89	9,43	5,78	4,93
INDICE									
QUEBEC	100	111,6	124,4	145,7	170,7	194,3	207,7	219,4	231,2
ONTARIO	100	106,9	113,4	124,9	144,3	167,1	185,1	197,5	207,5
CANADA	100	108,1	118,3	136,0	158,5	183,7	201,0	212,6	223,1

Source: Tableaux B.2.a. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

Graphique B.2.a : Dépenses per capita pour les soins en établissements et les services connexes selon la province, 1985.



Source: Tableau B.2.b

B.2.2 Les dépenses publiques et privées pour les soins en établissements et les services connexes

Lorsqu'on analyse l'évolution des dépenses pour les soins en établissements et les services connexes selon la source de financement, telle que présentée aux tableaux B.2.c à B.2.f, on constate que les dépenses privées croissent beaucoup plus rapidement que les dépenses publiques autant au Québec qu'en Ontario. Entre 1977 et 1985, la croissance des dépenses privées a été de 96% supérieure à celle des dépenses publiques au Québec et 60% supérieure en Ontario. Cette croissance plus forte au Québec s'explique principalement par l'augmentation des revenus provenant des adultes hébergés en centre d'accueil et en centre hospitalier de soins prolongés (pour les institutions qui dépendent de l'aide financière de l'Etat) qui ont quintuplé durant cette période, passant de 53 millions$ en 1976-1977 à 262 millions$ en 1985-1986.

Malgré cette croissance plus forte des dépenses privées au Québec, les dépenses privées per capita demeurent nettement plus élevées en Ontario, étant supérieures de 19% en 1985. Cet écart est plus important dans les établissements de soins spéciaux (35%) que dans les hôpitaux (7%) et s'explique principalement par une plus grande privatisation du système de soins pour les personnes âgées en perte d'autonomie en Ontario. En mars 1984, 53% des lits de soins spéciaux pour

Tableau B.2.c.: DEPENSES PUBLIQUES TOTALES, SOINS EN ETABLISSEMENTS ET SERVICES CONNEXES, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	166,7	189,1	223,6	252,9	294,0	340,7	378,5	390,7	406,9
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	35,1	39,3	44,2	50,0	57,4	68,8	75,3	79,3	82,0
NOUVELLE-ECOSSE	251,0	269,5	298,0	337,7	416,2	482,3	538,9	590,3	616,2
NOUVEAU-BRUNSWICK	198,7	216,1	237,9	280,4	339,6	406,6	439,6	469,6	482,8
QUEBEC	2 319,6	2 586,1	2 869,5	3 359,7	3 952,1	4 500,0	4 785,0	5 066,9	5 364,8
ONTARIO	2 992,1	3 167,9	3 315,9	3 651,2	4 314,0	5 044,5	5 643,7	6 104,5	6 499,7
MANITOBA	387,4	391,3	429,7	504,4	594,4	688,0	762,1	823,8	868,5
SASKATCHEWAN	283,8	304,6	344,2	412,2	486,0	597,0	720,8	763,3	791,8
ALBERTA	632,3	662,5	748,7	871,5	1 116,0	1 451,5	1 634,8	1 750,1	1 901,6
COLOMBIE-BRITANNIQUE	763,0	834,5	947,7	1 245,4	1 452,1	1 629,4	1 760,8	1 817,3	1 885,4
TERRITOIRES	34,8	44,9	48,9	53,2	65,5	92,3	90,0	92,3	100,8
CANADA	8 064,5	8 705,8	9 508,3	11 018,6	13 087,3	15 301,1	16 829,5	17 948,1	19 000,5
RATIO									
QUE/ONT	0,775	0,816	0,865	0,920	0,916	0,892	0,848	0,830	0,825
QUE/CAN	0,288	0,297	0,302	0,305	0,302	0,294	0,284	0,282	0,282
ONT/QUE	1,290	1,225	1,156	1,087	1,092	1,121	1,179	1,205	1,212
CAN/QUE	3,477	3,366	3,314	3,280	3,311	3,400	3,517	3,542	3,542
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	11,49	10,96	17,08	17,63	13,86	6,33	5,89	5,88
ONTARIO	---------	5,88	4,67	10,11	18,15	16,93	11,88	8,16	6,47
CANADA	---------	7,95	9,22	15,88	18,77	16,92	9,99	6,65	5,86
INDICE									
QUEBEC	100	111,5	123,7	144,8	170,4	194,0	206,3	218,4	231,3
ONTARIO	100	105,9	110,8	122,0	144,2	168,6	188,6	204,0	217,2
CANADA	100	108,0	117,9	136,6	162,3	189,7	208,7	222,6	235,6

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.2.d.: DEPENSES PUBLIQUES PER CAPITA, SOINS EN ETABLISSEMENTS ET SERVICES CONNEXES, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	297,78	336,78	396,81	447,14	517,88	601,73	662,29	682,45	711,86
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	294,22	324,79	362,30	407,17	468,57	562,09	609,22	634,91	650,79
NOUVELLE-ECOSSE	301,18	321,79	354,00	399,60	491,15	567,81	628,89	683,06	707,71
NOUVEAU-BRUNSWICK	290,45	314,05	343,84	403,22	487,65	583,61	625,05	663,28	679,23
QUEBEC	369,13	410,34	452,68	526,10	613,85	696,38	739,06	780,56	823,92
ONTARIO	358,20	375,36	390,05	426,06	500,19	579,49	641,11	685,20	720,60
MANITOBA	377,07	379,17	418,00	492,15	579,22	665,96	729,00	781,08	815,34
SASKATCHEWAN	303,56	322,84	361,82	429,64	501,91	611,30	729,04	763,68	785,59
ALBERTA	330,58	334,07	364,72	407,13	498,82	626,81	698,36	747,30	810,26
COLOMBIE-BRITANNIQUE	305,27	328,25	365,99	467,14	529,15	584,60	626,02	638,52	657,19
TERRITOIRES	537,87	680,30	736,45	795,22	952,03	1 296,35	1 260,50	1 267,86	1 342,21
CANADA	346,52	370,19	400,39	458,30	537,65	622,36	678,83	718,35	754,76
RATIO									
QUE/ONT	1,031	1,093	1,161	1,235	1,227	1,202	1,153	1,139	1,143
QUE/CAN	1,065	1,108	1,131	1,148	1,142	1,119	1,089	1,087	1,092
ONT/QUE	0,970	0,915	0,862	0,810	0,815	0,832	0,867	0,878	0,875
CAN/QUE	0,939	0,902	0,884	0,871	0,876	0,894	0,919	0,920	0,916
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	11,16	10,32	16,22	16,68	13,44	6,13	5,61	5,56
ONTARIO	---------	4,79	3,91	9,23	17,40	15,85	10,63	6,88	5,17
CANADA	---------	6,83	8,16	14,46	17,31	15,76	9,07	5,82	5,07
INDICE									
QUEBEC	100	111,2	122,6	142,5	166,3	188,7	200,2	211,5	223,2
ONTARIO	100	104,8	108,9	118,9	139,6	161,8	179,0	191,3	201,2
CANADA	100	106,8	115,5	132,3	155,2	179,6	195,9	207,3	217,8

Source: Tableaux B.2.c. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

TABLEAU B.2.e.: DEPENSES PRIVEES TOTALES, SOINS EN ETABLISSEMENTS ET SERVICES CONNEXES, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	11,9	16,9	21,0	27,9	30,4	32,6	34,0	34,4	35,7
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	3,5	4,0	4,7	6,1	7,0	7,5	7,2	7,4	7,8
NOUVELLE-ECOSSE	27,6	31,5	36,2	43,9	53,3	64,6	64,1	67,0	70,0
NOUVEAU-BRUNSWICK	17,9	23,1	34,4	45,9	54,0	66,9	73,6	78,5	80,5
QUEBEC	167,4	197,7	251,7	323,3	397,9	469,5	537,5	570,6	593,3
ONTARIO	345,5	436,5	535,0	626,0	659,2	769,2	866,6	927,5	977,0
MANITOBA	28,1	32,3	37,4	40,3	49,8	57,5	62,9	67,2	70,1
SASKATCHEWAN	51,4	57,0	61,8	63,1	64,0	63,3	68,1	70,9	74,4
ALBERTA	58,7	70,7	86,0	103,6	118,3	147,2	156,2	164,2	173,4
COLOMBIE-BRITANNIQUE	111,3	134,9	148,2	186,6	212,0	265,4	329,0	348,5	361,6
TERRITOIRES	1,4	1,3	1,4	1,4	2,3	2,7	3,2	4,2	4,3
CANADA	824,7	1 005,9	1 217,8	1 468,1	1 648,2	1 946,4	2 202,4	2 340,4	2 449,7
RATIO									
QUE/ONT	0,485	0,453	0,470	0,516	0,604	0,610	0,620	0,615	0,607
QUE/CAN	0,203	0,197	0,207	0,220	0,241	0,241	0,244	0,244	0,242
ONT/QUE	2,064	2,208	2,126	1,936	1,657	1,638	1,612	1,625	1,648
CAN/QUE	4,927	5,088	4,838	4,541	4,142	4,146	4,097	4,102	4,129
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	18,10	27,31	28,45	23,07	17,99	14,48	6,16	3,98
ONTARIO	---------	26,34	22,57	17,01	5,30	16,69	12,66	7,03	5,42
CANADA	---------	21,97	21,07	20,55	12,27	18,09	13,15	6,27	4,67
INDICE									
QUEBEC	100	118,1	150,4	193,1	237,7	280,5	321,1	340,9	354,4
ONTARIO	100	126,3	154,8	181,2	190,8	222,6	250,8	268,5	283,0
CANADA	100	122,0	147,7	178,0	199,9	236,0	267,1	283,8	297,0

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.2.f.: DEPENSES PRIVEES PER CAPITA, SOINS EN ETABLISSEMENTS ET SERVICES CONNEXES, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	21,26	30,10	37,27	49,33	53,55	57,58	59,49	60,09	62,46
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	29,34	33,06	38,52	49,67	57,14	61,27	58,25	59,25	61,90
NOUVELLE-ECOSSE	33,12	37,61	43,00	51,95	62,90	76,05	74,80	77,53	81,31
NOUVEAU-BRUNSWICK	26,17	33,57	49,72	66,01	77,54	96,02	104,65	110,88	113,25
QUEBEC	26,64	31,37	39,71	50,63	61,80	72,66	83,02	87,90	91,12
ONTARIO	41,36	51,72	62,93	73,05	76,43	88,36	98,44	104,11	108,41
MANITOBA	27,35	31,30	36,38	39,32	48,53	55,66	60,17	63,71	65,81
SASKATCHEWAN	54,98	60,41	64,96	65,77	66,10	64,82	68,88	70,94	73,82
ALBERTA	30,69	35,65	41,89	48,40	52,88	63,57	66,73	70,11	73,88
COLOMBIE-BRITANNIQUE	44,53	53,06	57,23	69,99	77,25	95,22	116,97	122,45	126,04
TERRITOIRES	21,64	19,70	21,08	20,93	33,43	37,92	44,82	57,69	57,26
CANADA	35,44	42,77	51,28	61,06	67,71	79,17	88,84	93,67	97,31
RATIO									
QUE/ONT	0,644	0,607	0,631	0,693	0,809	0,822	0,843	0,844	0,841
QUE/CAN	0,752	0,733	0,774	0,829	0,913	0,918	0,935	0,938	0,936
ONT/QUE	1,553	1,649	1,585	1,443	1,237	1,216	1,186	1,184	1,190
CAN/QUE	1,330	1,364	1,291	1,206	1,096	1,090	1,070	1,066	1,068
% DE VARIATION									
QUEBEC	----------	17,76	26,58	27,50	22,08	17,56	14,26	5,88	3,66
ONTARIO	----------	25,04	21,68	16,08	4,63	15,61	11,41	5,75	4,13
CANADA	----------	20,71	19,89	19,07	10,89	16,92	12,21	5,44	3,88
INDICE									
QUEBEC	100	117,8	149,1	190,0	232,0	272,7	311,6	330,0	342,0
ONTARIO	100	125,0	152,1	176,6	184,8	213,6	238,0	251,7	262,1
CANADA	100	120,7	144,7	172,3	191,1	223,4	250,7	264,3	274,6

Source: Tableaux B.2.e. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

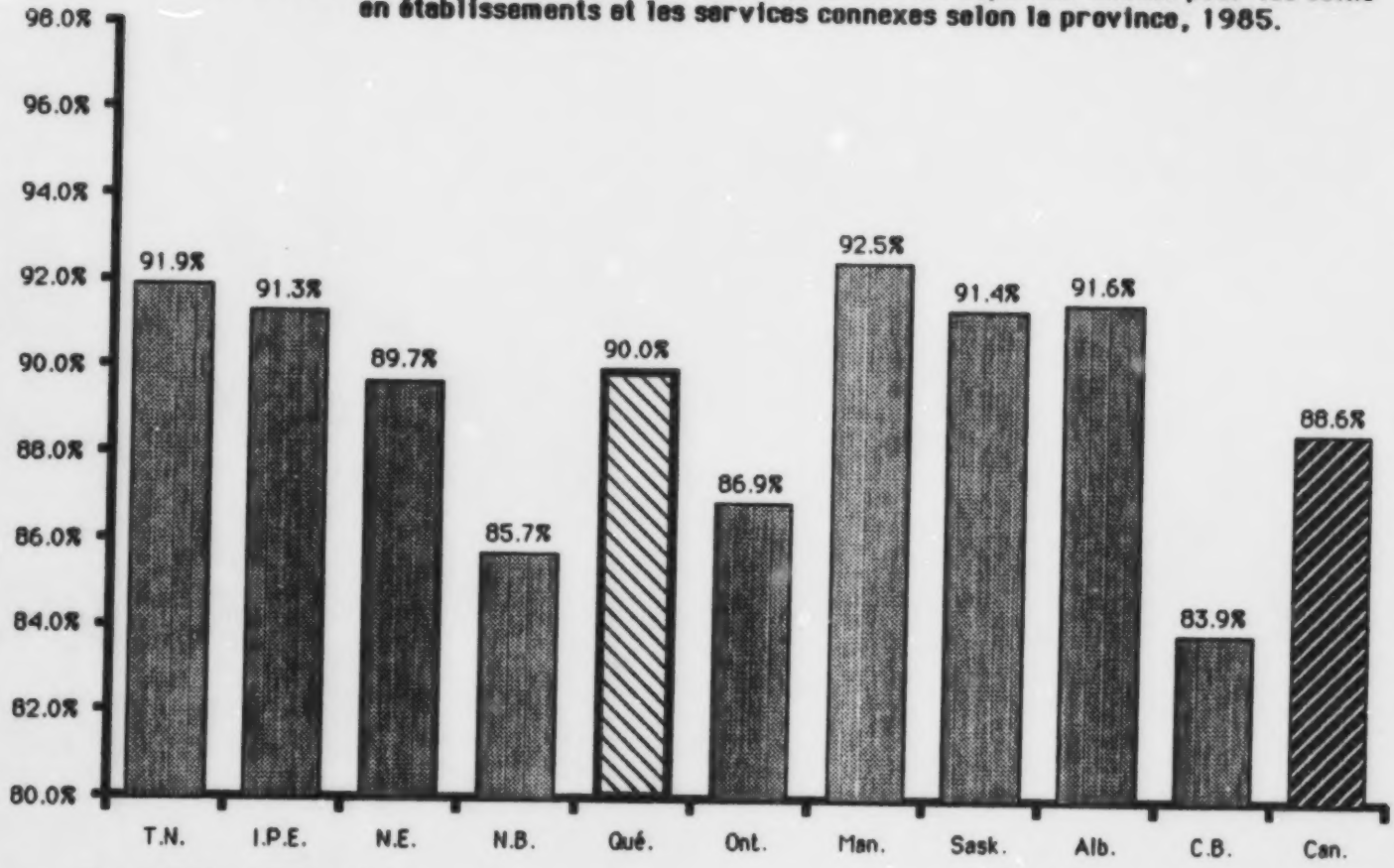
les personnes âgées en Ontario étaient dans des établissements appartenant à des corporations privées à but lucratif alors que cette proportion était seulement de 25% au Québec.

Même si les dépenses privées croissent plus rapidement, ce sont les gouvernements qui demeurent les principaux responsables du financement des soins en établissements avec un taux de financement se situant entre 84% et 93% selon la province, comme l'indique le graphique B.2.b. Au Québec, ce taux de financement est de 90% alors qu'en Ontario, il est de 86,9%. C'est la Colombie-Britannique qui présente le système le plus privatisé alors que le Manitoba présente le système le moins privatisé.

B.2.3 La ventilation des dépenses pour les soins en établissements et les services connexes en sous-catégories

Lorsqu'on essaie de désagréger les dépenses pour les soins en établissements et les services connexes en sous-catégories, aux fins de comparaison interprovinciale, il est important de s'assurer que les sous-catégories représentent bien les mêmes univers de dépenses, ce qui n'est pas le cas avec la base de données de Santé et Bien-être social Canada (SBSC).

Graphique B.2.b : Part des dépenses publiques dans les dépenses totales pour les soins en établissements et les services connexes selon la province, 1985.



Source: Tableaux B.2.b et B.2.d

Selon SBSC, les données sont désagrégées en quatre sous-catégories de dépenses: les hôpitaux, les autres établissements, les soins à domicile et les ambulances. La classification d'un établissement dans l'une ou l'autre des sous-catégories dépend de l'étiquette que la province colle à l'établissement. Or, le tableau B.2.g montre qu'il existe des différences importantes entre le Québec et l'Ontario dans le nombre de lits des hôpitaux par rapport au nombre de lits dans les autres établissements, même si les deux provinces ont sensiblement le même nombre de lits par habitant lorsqu'on considère l'ensemble des établissements.

Ainsi, on constate que le Québec et l'Ontario ont au total le même nombre de lits par 1 000 habitants, soit 15,69 lits au Québec contre 15,38 lits en Ontario. Cependant, au Québec, 55% de ces lits sont situés dans des hôpitaux alors que cette proportion est seulement de 40% en Ontario. Les écarts sont particulièrement importants dans le cas des personnes âgées en perte d'autonomie et des déficients mentaux, même si le nombre de lits par habitant pour ces deux catégories est presque identique.

Dans le premier cas, 40% des lits pour les personnes âgées en perte d'autonomie sont, au Québec, dans des hôpitaux alors que cette proportion n'est que de 19% en Ontario. Ce sont principalement les "nursing homes", les "municipal homes" et les "charitable homes" qui s'occupent de ces personnes en Ontario, alors qu'au Québec, les

Tableau 8.2.g : Répartition des lits au permis des établissements selon la catégorie de l'établissement et le type de clientèle, Québec et Ontario, mars 1984.

Type de clientèle	QUEBEC Hôpitaux(1)	%	Autres etabl.	%	TOTAL	Par 1000 hab.	ONTARIO Hôpitaux(1)	%	Autres etabl.	%	TOTAL	Par 1000 hab.	QUEBEC/ ONTARIO
Malades de courte durée (2)	27 933	100%	0	0%	27 933	4.30	37 263	100%	0	0%	37 263	4.18	1.03
Personnes âgées en perte d'autonomie (3)	21 867	40%	33 027	60%	54 894	8.46	14 386	19%	61 176	81%	75 562	8.48	1.00(6)
Handicapés et déficients mentaux (4)	6 175	47%	6 916	53%	13 091	2.02	3 709	21%	13 750	79%	17 459	1.96	1.03
Handicapés physiques	73	5%	1 538	95%	1 611	0.25	0	0%	979	100%	979	0.11	2.27
Mésadaptés sociaux (5)	0	0%	3 880	100%	3 880	0.70	0	0%	3 517	100%	3 517	0.39	1.79
Alcooliques-toxicomanes	92	21%	342	79%	434	0.07	47	2%	2 164	98%	2 211	0.25	0.28
TOTAL	56 140	55%	45 703	45%	101 843	15.69	55 405	40%	81 586	60%	136 991	15.38	1.02

Source: Compilations du service des études opérationnelles effectuées à partir des rubans de Statistique Canada sur les hôpitaux et les établissements de soins spéciaux.

(1)- Comprend les hôpitaux psychiatriques du Québec (15 hôpitaux pour 10 523 lits) et les hôpitaux psychiatriques de l'Ontario (10 hôpitaux pour 4893 lits).
(2)- Comprend les lits de courte durée occupés par des malades de longue durée. Selon certaines informations, les proportions seraient semblables au Québec et en Ontario.
(3)- Comprend les malades hébergés dans des lits de soins prolongés qui sont en grande partie des personnes âgées ainsi que les personnes agées de 65 ans et plus qui sont hébergées dans des hôpitaux psychiatriques.
(4)- Agés de moins de 65 ans.
(5)- Comprend les centres d'accueil pour mères célibataires mais exclut les lits des centres d'accueil pour mésadaptés sociaux occupés par des jeunes contrevenants (environ 723 lits au Québec).
(6)- Si on établit le ratio à partir de la population des personnes âgées de 65 ans et plus au lieu de la population totale, le Québec compte alors 10% plus de lits par habitant.

centres d'accueil d'hébergement et les hôpitaux de soins prolongés se partagent presque également cette clientèle. Il faut signaler qu'il y a au Québec plusieurs installations de type centre d'accueil qui sont rattachées à un hôpital alors que cette situation est presque inexistante en Ontario.

Dans le second cas, 47% des lits d'hébergement et de réadaptation pour les déficients mentaux sont dans des hôpitaux au Québec alors que cette proportion est seulement de 21% en Ontario. Au Québec, une partie importante de cette clientèle est hébergée dans des grands hôpitaux à vocation psychiatrique, comme le centre hospitalier Robert Giffard ou l'hôpital Louis H. Lafontaine, alors qu'en Ontario, ce sont principalement les établissements de type "Schedule 1" administrés par le ministère des Services sociaux et communautaires et les établissements de type "Schedule 11" administrés par les communautés locales qui s'occupent de cette clientèle, même si le ministère de la Santé administre directement 10 hôpitaux psychiatriques.

Il est donc important à notre avis de ne pas comparer, de façon agrégée, les hôpitaux du Québec avec ceux de l'Ontario car on ne compare pas le même type et le même volume de clientèle. Il est préférable de désagréger les dépenses des établissements selon les types de clientèles ou de problématique (soins de courte durée, personne âgées en perte d'autonomie, déficients mentaux, handicapés physiques,

etc.). Dans un premier temps, nous ne sommes pas en mesure de désagréger les dépenses selon toutes les clientèles. Cependant, nous pouvons ventiler les dépenses en trois sous-catégories qui représentent selon nous des problématiques différentes, soit:

- les établissements de soins de courte durée;
- les établissements de soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation;
- les soins à domicile.

Nous avons établi les dépenses pour les établissements de soins de courte durée à partir des données de Statistique Canada pour les hôpitaux généraux, enseignants et spécialisés auxquelles nous avons ajouté les dépenses pour le RREGOP dans le cas du Québec. Il s'agit d'un univers très comparable entre le Québec et l'Ontario en ce qui a trait au nombre de lits dressés et au nombre de journées d'hospitalisation par habitant ainsi que la proportion des lits réellement affectée aux soins de longue durée. Les soins à domicile ont été établis à partir des données de Santé et Bien-être social Canada et à partir de la base de données du service des études opérationnelles par domaine d'activités. Le résidu entre les dépenses totales et les dépenses pour les sous-catégories mentionnées plus haut a servi à établir les dépenses pour les établissements de soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation.

Les données pour le Québec et l'Ontario par sous-catégories sont présentées aux tableaux B.2.h et B.2.i pour la période 1977 à 1985.

B.2.3.1 Les établissements de soins de courte durée

Dans le cas des établissements de soins de courte durée, on constate que la croissance des dépenses per capita a été très semblable au Québec et en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 117% au Québec et de 116% en Ontario. Cependant, les périodes de compression des dépenses sont différentes dans les deux provinces, s'étalant entre 1977 et 1981 en Ontario et entre 1982 et 1985 au Québec. Ainsi, les dépenses per capita du Québec qui étaient de 9,9% supérieures en 1977 sont passées à 25,1% supérieures en 1980 puis sont redescendues à 10,9% supérieures en 1985.

L'un des principaux facteurs expliquant la faible croissance des dépenses en Ontario entre 1977 et 1981 est la réduction des ressources affectées aux soins de courte durée. En effet, le nombre de lits dressés pour des soins de courte durée a diminué de 6% entre mars 1977 et mars 1981, entraînant un effet à la baisse sur l'accroissement du personnel et des heures rémunérées. Le nombre total d'heures rémunérées dans les hôpitaux de courte durée n'a augmenté que de 2,3% entre 1976-1977 et 1980-1981 alors qu'il a augmenté de 8,7% entre 1980-1981 et 1984-1985.

Tableau 8.2.h.: DEPENSES TOTALES POUR LES SOINS EN ETABLISSEMENTS ET LES SERVICES CONNEXES, PAR SOUS-CATEGORIE, QUEBEC ET ONTARIO, 1977 A 1985.

(millions $)

QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
Soins de courte durée	1 620,0	1 810,4	2 042,2	2 382,4	2 776,1	3 023,7	3 227,0	3 417,7	3 647,7
Soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation	849,2	950,7	1 049,3	1 262,4	1 526,1	1 886,9	2 030,6	2 151,5	2 231,4
Soins à domicile	17,8	22,7	29,7	38,2	47,8	58,9	64,9	68,3	79,0
ONTARIO									
Soins de courte durée	1 958,6	2 135,6	2 293,6	2 555,1	2 985,3	3 476,7	3 878,4	4 208,8	4 558,3
Soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation	1 356,5	1 441,3	1 520,6	1 675,0	1 922,6	2 252,2	2 530,0	2 715,5	2 782,6
Soins à domicile	22,5	27,5	36,7	47,1	65,3	84,8	101,9	107,7	136,6

RATIO QUE./ONT.	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Soins de courte durée	0,827	0,848	0,890	0,932	0,930	0,870	0,832	0,812	0,800
Soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation	0,626	0,660	0,690	0,754	0,794	0,838	0,803	0,792	0,802
Soins à domicile	0,791	0,825	0,809	0,811	0,732	0,695	0,637	0,634	0,578
RATIO ONT./QUE.									
Soins de courte durée	1,209	1,180	1,123	1,072	1,075	1,150	1,202	1,231	1,250
Soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation	1,597	1,516	1,449	1,327	1,260	1,194	1,246	1,262	1,247
Soins à domicile	1,264	1,211	1,236	1,233	1,366	1,440	1,570	1,577	1,729
INDICE QUEBEC									
Soins de courte durée	100	111,8	126,1	147,1	171,4	186,6	199,2	211,0	225,2
Soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation	100	112,0	123,6	148,7	179,7	222,2	239,1	253,4	262,8
Soins à domicile	100	127,5	166,9	214,6	268,5	330,9	364,6	383,7	443,8
INDICE ONTARIO									
Soins de courte durée	100	109,0	117,1	130,5	152,4	177,5	198,0	214,9	232,7
Soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation	100	106,3	112,1	123,5	141,7	166,0	186,5	200,2	205,1
Soins à domicile	100	122,2	163,1	209,3	290,2	376,9	452,9	478,7	607,1

Source: Les dépenses nationales de santé, Canada et les provinces, Santé et Bien-être social Canada, 1975-1985.
Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.
Rubans de Statistique Canada sur les hôpitaux.

(1) Données préliminaires

Tableau: B.2.i.: DEPENSES PER CAPITA POUR LES SOINS EN ETABLISSEMENTS ET LES SERVICES CONNEXES, PAR SOUS-CATEGORIE, QUEBEC ET ONTARIO, 1977 A 1985.

(dollars)

QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
Soins de courte durée	257,80	287,26	322,17	373,06	431,19	467,92	498,42	526,50	560,21
Soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation	135,14	150,85	165,53	197,68	237,04	292,00	313,64	331,44	342,70
Soins à domicile	2,83	3,60	4,69	5,98	7,42	9,11	10,02	10,52	12,13
ONTARIO									
Soins de courte durée	234,48	253,05	269,79	298,16	346,13	399,39	440,58	472,42	505,37
Soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation	162,39	170,78	178,87	195,46	222,92	258,72	287,40	304,80	308,50
Soins à domicile	2,69	3,26	4,32	5,50	7,57	9,74	11,58	12,09	15,14
RATIO QUE./ONT.	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Soins de courte durée	1,099	1,135	1,194	1,251	1,246	1,172	1,131	1,114	1,109
Soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation	0,832	0,883	0,925	1,011	1,063	1,129	1,091	1,087	1,111
Soins à domicile	1,052	1,105	1,085	1,088	0,981	0,936	0,866	0,870	0,801
RATIO ONT./QUE.									
Soins de courte durée	0,910	0,881	0,837	0,799	0,803	0,854	0,884	0,897	0,902
Soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation	1,202	1,132	1,081	0,989	0,940	0,886	0,916	0,920	0,900
Soins à domicile	0,951	0,905	0,921	0,919	1,020	1,069	1,155	1,149	1,248
INDICE QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Soins de courte durée	100	111,4	125,0	144,7	167,3	181,5	193,3	204,2	217,3
Soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation	100	111,6	122,5	146,3	175,4	216,1	232,1	245,3	253,6
Soins à domicile	100	127,2	165,4	211,2	262,1	321,8	353,9	371,4	428,3
INDICE ONTARIO									
Soins de courte durée	100	107,9	115,1	127,2	147,6	170,3	187,9	201,5	215,5
Soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation	100	105,2	110,1	120,4	137,3	159,3	177,0	187,7	190,0
Soins à domicile	100	121,0	160,3	204,0	281,1	361,7	429,7	448,8	562,2

Source: Tableaux B.2.h. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

Au Québec, la période de compression 1982-1985 est explicable en grande partie par la coupure salariale de janvier 1983 et par les plans de redressement budgétaire des hôpitaux qui se sont traduits par une diminution du nombre d'heures rémunérées. Le nombre total d'heures rémunérées dans les hôpitaux de courte durée a diminué de 5% en 1982-1983 par rapport à 1980-1981 et de 1,3% en 1984-1985 par rapport à 1980-1981.

En 1985, le Québec dépense 560$ par habitant pour les établissements de soins de courte durée comparativement à 505$ pour l'Ontario, soit un écart de 55$ par habitant. Lorsqu'on analyse plus en détail les cause de cet écart, il s'agit d'un écart plutôt financier que relié aux dépenses des établissements car près de 80% de cet écart est dû à la comptabilisation des avantages sociaux dont 42% uniquement à la contribution des employeurs aux régimes de retraite comme le montre le tableau suivant:

VENTILATION DE L'ÉCART PER CAPITA ENTRE LE QUÉBEC ET L'ONTARIO POUR LES ÉTABLISSEMENTS DE SOINS DE COURTE DURÉE, 1984-1985[1]

TYPE DE DÉPENSES	QUÉBEC	ONTARIO	ECART	%
Rémunération brute des employés	317,08$	307,66$	9,42$	17%
Rémunération des internes et résidents	7,53$	4,92$	2,61$	5%
Fournitures, médicaments, autres dépenses	135,17$	134,38$	0,79$	1%
Contribution de l'employeur aux régimes de retraite	33,03$	9,76$	23,27$	42%
Contribution de l'employeur aux régimes publics d'assurance-santé	10,50$	4,59$	5,91$	11%
Contribution de l'employeur aux autres avantages sociaux	32,62$	19,36$	13,26$	24%
TOTAL	535,93$	480,67$	55,26$	100%

1 SOURCE: Service des études opérationnelles, rubans de Statistique Canada sur les hôpitaux.

Ainsi, selon le tableau précédent, le principal facteur explicatif de l'écart est la contribution de l'employeur aux régimes de retraite. Au Québec, le gouvernement comptabilise dans ses dépenses budgétaires un montant de 33$ par habitant pour le plan de pension (RREGOP) des employés des hôpitaux. La presque totalité de ce montant n'est pas déboursé; il s'agit plutôt d'une comptabilisation actuarielle de contributions et d'intérêts qui seront versés dans l'avenir. En Ontario, ce sont les hôpitaux qui sont responsables du financement du régime de retraite de leurs employés et leurs contributions représentent environ 10$ par habitant. L'écart est donc dû plus à un mode différent de capitalisation qu'à un régime de retraite plus généreux au Québec.

Un autre facteur important est le financement des régimes publics d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation. Au Québec, ce sont les employeurs qui financent en partie ces régimes avec une contribution égale à 3,22% de la feuille de paie alors qu'en Ontario, ce sont des primes payées par des particuliers. Dans la plupart des cas, les hôpitaux ontariens paient une partie ou la totalité de ces primes pour leurs employés mais le fardeau à supporter en cette matière n'est pas comparable à celui des hôpitaux québécois.

Egalement, au niveau des autres avantages sociaux comme les congés de maternité, les primes et les prestations d'assurance-

salaire, le remboursement du solde de congés de maladie, etc., les avantages ne sont pas comparables car l'écart s'élève à plus de 13$ par habitant.

Finalement, il faut souligner que l'écart en matière de rémunération brute (qui est 3% plus élevée au Québec) n'est pas dû à un taux horaire de rémunération plus élevé, mais plutôt à un nombre supérieur d'heures rémunérées. En 1984-1985, le taux horaire moyen de rémunération était de 12,47$ au Québec contre 13,08$ en Ontario, soit 5% plus élevé en Ontario, mais le nombre d'heures rémunérées était de 8% supérieur au Québec. Le fait que les cliniques externes soient beaucoup plus utilisées au Québec qu'en Ontario est la cause principale d'un plus grand nombre d'heures rémunérées au Québec.

Pour terminer cette section, il convient de mentionner que même si la performance des hôpitaux de soins de courte durée au Québec est comparable à celle de l'Ontario en termes de dépenses, il y a des écarts importants dans le volume de la clientèle qui reçoit des soins hospitaliers. La performance des hôpitaux ontariens à ce chapitre est de loin supérieure à celle du Québec.

Ainsi, selon les données sur les hôpitaux de soins de courte durée pour l'année 1984-1985[1], le Québec et l'Ontario ont le même nombre per capita de lits dressés pour les soins de courte durée (4,01 lits par 1 000 habitants). Cependant, le taux d'occupation des

---

1 Rubans de Statistique Canada sur les hôpitaux.

lits est supérieur en Ontario, soit 84,8% contre 82,5% au Québec. De plus le nombre per capita de malades hospitalisés au cours de l'année est 28% supérieur en Ontario, soit 147 malades par 1 000 habitants contre 115 au Québec. Finalement, la durée moyenne de séjour est 23% plus longue au Québec, soit 12,5 jours contre 10,2 jours en Ontario et cela semble se confirmer pour tous les types de diagnostic.

Il faut noter toutefois que la performance des hôpitaux concernant le volume de clientèle est totalement dépendante du profil de pratique des médecins, car c'est le médecin traitant qui détermine l'entrée et la sortie du patient de l'hôpital. On verra, à la section sur les services médicaux, qu'il y a des différences importantes dans le profil de pratique des médecins et dans la demande de services médicaux entre le Québec et l'Ontario. Ces différences expliquent en partie la moins bonne performance des hôpitaux québécois en termes de volume de clientèle.

B.2.3.2 Les établissements de soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation

Dans le cas des établissements de soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation, on constate, au tableau B.2.i, que la croissance des dépenses per capita a été très différente de celle des

établissements de soins de courte durée. Ainsi, les dépenses per capita se sont accrues de 154% au Québec et de seulement 90% en Ontario, entre 1977 et 1985, soit une augmentation presque deux fois (1,7) plus élevée au Québec. En conséquence, les dépenses per capita qui étaient 20,2% supérieures en Ontario en 1977 sont 11,1% supérieures au Québec en 1985. Entre 1982 et 1985, le rythme de croissance s'est stabilisé au Québec puisque les dépenses per capita étaient 12,9% supérieures à celles de l'Ontario en 1982.

A ce stade-ci de l'analyse, il nous apparaît que les principaux facteurs de la forte croissance des dépenses au Québec sont l'expansion du réseau public de centres d'accueil pour les personnes âgées et le développement de nouveaux services pour les personnes handicapées comme les services d'apprentissage aux habitudes de travail et les centres de travail adapté. Du côté de l'Ontario, la faible croissance des dépenses est explicable principalement par la désinstitutionnalisation des déficients mentaux (entre 1975 et 1982, plus de 3800 déficients mentaux qui résidaient dans les institutions de l'Etat ont été retournés à la communauté) et par le fait que l'hébergement des personnes âgées relève en grande partie d'institutions privées à but lucratif dont les coûts et la qualité des services ne sont pas comparables à ceux des institutions publiques.

En 1985, le Québec dépense 343$ par habitant pour les établissements de soins de longue durée, d'hébergement et de réadaptation comparativement à 309$ pour l'Ontario, soit un écart de 34$ par

habitant. Nous ne sommes pas en mesure d'expliquer en détail les causes de cet écart, mais on peut présumer que la contribution des employeurs aux régimes de retraite, qui constitue un montant de 15$ par habitant au Québec, est probablement l'une des causes principales de cet écart, comme dans le cas des soins de courte durée.

B.2.3.3 Les soins à domicile

Finalement, dans le cas des soins à domicile, on constate au tableau B.2.i, que même si la croissance des dépenses a été très élevée dans les deux provinces, les dépenses per capita se sont accrues plus rapidement en Ontario qu'au Québec. Ainsi, les dépenses per capita qui étaient 5,2% plus élevées au Québec en 1977 sont 24,8% plus élevées en Ontario en 1985. Cette forte croissance des dépenses ontariennes va de pair avec une plus grande désinstitutionnalisation de certaines clientèles, en particulier les déficients mentaux.

B.3 LES SERVICES PROFESSIONNELS

Cette seconde catégorie de dépenses comprend le coût des services dispensés par les médecins, les dentistes, les optométristes, les chiropraticiens, les podiatres, les ostéopathes, les physiothérapeutes et les infirmières privées. Par rapport aux données de Santé et Bien-être social Canada, cette catégorie a fait l'objet d'ajustements mineurs c'est-à-dire que nous avons soustrait pour le Québec les dépenses pour la rémunération des internes et des résidents qui ont été transférées dans la catégorie "soins en établissements" afin de rendre les données comparables avec l'Ontario. Il faut souligner que les dépenses pour les services professionnels sont légèrement sous-estimées dû au fait que nous n'avons pu comptabiliser le coût des prothèses dentaires et des services des denturologistes (sauf pour la clientèle de l'aide sociale), n'ayant pas de données précises sur ce type de dépenses.

Dans le cas du Québec, les dépenses publiques comprennent le coût des programmes universels de services médicaux, de services optométriques et de chirurgie buccale administrés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec de même que le programme de soins dentaires s'adressant aux enfants âgés de moins de 16 ans. Sont également inclus dans les dépenses publiques, les programmes de soins dentaires et de prothèses dentaires s'adressant spécifiquement aux bénéficiaires de l'aide sociale et la rémunération aux médecins dans le cadre des programmes

pour les accidentés du travail (Commission de la santé et de la sécurité au travail). Les dépenses privées comprennent les services médicaux non assurés, les services dentaires aux adultes et en partie aux enfants, et les services des autres professionnels (chiropraticiens, podiatres, etc.).

Dans le cas de l'Ontario, en plus du coût des programmes universels de services médicaux, de services optométriques et de chirurgie buccale administrés par l'Ontario Health Insurance Plan (OHIP), les dépenses publiques comprennent la plupart des services de chiropraxie, de podiatrie, d'ostéopathie et de physiothérapie qui constituent des services assurés administrés également par l'OHIP. Les services dentaires et les prothèses dentaires dispensés aux bénéficiaires de l'aide sociale ainsi que les services médicaux dispensés aux accidentés du travail sont également compris dans les dépenses publiques. Les dépenses privées comprennent les services médicaux non assurés, la "surfacturation" pour les services médicaux assurés, les services dentaires aux adultes et aux enfants, la partie non assurée des services de chiropraxie, de podiatrie, d'ostéopathie et de physiothérapie et finalement les services d'infirmières privées.

B.3.1 Les dépenses totales pour les services professionnels

Les tableaux B.3.a et B.3.b présentent l'évolution des dépenses totales et des dépenses per capita pour les services professionnels pour les années 1977 à 1985.

On constate que la progression des dépenses per capita a été beaucoup plus forte en Ontario qu'au Québec entre 1977 et 1985, soit un taux de croissance de 163% en Ontario contre 108% au Québec, c'est-à-dire une croissance 50% plus élevée. Les écarts dans les taux annuels de croissance sont très importants pour les années 1981 et 1982 et les années 1984 et 1985. L'année 1982 est particulière car le taux de croissance en Ontario a été 2,5 fois plus élevé qu'au Québec. Comme nous le verrons plus loin, c'est la croissance du coût des services médicaux et, dans une moindre mesure, du coût des services des autres professionnels (chiropraticiens, podiatres, etc.) qui expliquent une croissance plus élevée en Ontario.

En 1977, les dépenses per capita pour les services professionnels en Ontario étaient supérieures de 22,4% à celles du Québec. En 1985, elles sont supérieures de 54,5%. Elles sont plus élevées en Ontario dans tous les types de services professionnels sauf dans les services optométriques.

Tableau B.3.a.: DEPENSES POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCES	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	40,2	43,9	51,0	59,0	66,9	77,9	87,6	98,0	102,6
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	12,4	13,6	14,7	16,2	19,3	21,9	24,5	25,8	27,6
NOUVELLE-ECOSSE	95,8	103,8	115,1	129,7	147,0	181,4	203,6	222,8	246,5
NOUVEAU-BRUNSWICK	55,2	62,6	70,4	83,4	99,7	124,6	143,4	150,8	160,9
QUEBEC	819,1	905,3	1 011,9	1 162,9	1 267,1	1 353,7	1 537,9	1 655,7	1 766,4
ONTARIO	1 332,8	1 509,4	1 701,4	1 937,6	2 239,2	2 628,2	3 022,4	3 417,1	3 779,9
MANITOBA	129,4	146,9	167,0	186,4	219,1	252,7	278,3	297,7	313,7
SASKATCHEWAN	105,7	119,6	136,2	159,2	189,1	219,7	245,3	264,1	278,3
ALBERTA	287,7	329,6	380,6	454,3	534,1	652,3	742,0	790,0	837,4
COLOMBIE-BRITANNIQUE	503,5	575,5	662,4	763,8	921,7	1 109,7	1 238,0	1 319,7	1 355,4
TERRITOIRES	7,3	7,8	9,7	10,3	12,6	17,2	18,7	19,9	21,0
CANADA	3 389,1	3 818,0	4 320,4	4 962,8	5 715,8	6 639,3	7 541,7	8 261,6	8 889,7
RATIO									
QUE/ONT	0,615	0,600	0,595	0,600	0,566	0,515	0,509	0,485	0,467
QUE/CAN	0,242	0,237	0,234	0,234	0,222	0,204	0,204	0,200	0,199
ONT/QUE	1,627	1,667	1,681	1,666	1,767	1,941	1,965	2,064	2,140
CAN/QUE	4,138	4,217	4,270	4,268	4,511	4,905	4,904	4,990	5,033
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	10,52	11,78	14,92	8,96	6,83	13,61	7,66	6,69
ONTARIO	---------	13,25	12,72	13,88	15,57	17,37	15,00	13,06	10,62
CANADA	---------	12,66	13,16	14,87	15,17	16,16	13,59	9,55	7,60
INDICE									
QUEBEC	100	110,5	123,5	142,0	154,7	165,3	187,8	202,1	215,7
ONTARIO	100	113,3	127,7	145,4	168,0	197,2	226,8	256,4	283,6
CANADA	100	112,7	127,5	146,4	168,7	195,9	222,5	243,8	262,3

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.3.b.: DEPENSES PER CAPITA POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	71,81	78,18	90,51	104,31	117,84	137,58	153,28	171,18	179,50
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	103,94	112,40	120,49	131,92	157,55	178,92	198,22	206,57	219,05
NOUVELLE-ECOSSE	114,95	123,94	136,73	153,47	173,47	213,56	237,60	257,81	283,11
NOUVEAU-BRUNSWICK	80,69	90,98	101,75	119,93	143,16	178,84	203,90	212,99	226,36
QUEBEC	130,35	143,64	159,63	182,10	196,81	209,49	237,54	255,06	271,28
ONTARIO	159,56	178,85	200,13	226,10	259,63	301,92	343,34	383,55	419,07
MANITOBA	125,95	142,34	162,45	181,87	213,51	244,60	266,21	282,26	294,50
SASKATCHEWAN	113,06	126,76	143,17	165,94	195,29	224,96	248,10	264,23	276,12
ALBERTA	150,42	166,20	185,41	212,23	238,73	281,69	316,97	337,33	356,81
COLOMBIE-BRITANNIQUE	201,45	226,37	255,81	286,50	335,87	398,14	440,15	463,69	472,45
TERRITOIRES	112,83	118,18	146,08	153,96	183,14	241,57	261,90	273,35	279,63
CANADA	145,62	162,35	181,93	206,42	234,82	270,05	304,20	330,66	353,13
RATIO									
QUE/ONT	0,817	0,803	0,798	0,805	0,758	0,694	0,692	0,665	0,647
QUE/CAN	0,895	0,885	0,877	0,882	0,838	0,776	0,781	0,771	0,768
ONT/QUE	1,224	1,245	1,254	1,242	1,319	1,441	1,445	1,504	1,545
CAN/QUE	1,117	1,130	1,140	1,134	1,193	1,289	1,281	1,296	1,302
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	10,20	11,13	14,07	8,08	6,44	13,39	7,38	6,36
ONTARIO	---------	12,09	11,90	12,97	14,83	16,29	13,72	11,71	9,26
CANADA	---------	11,49	12,06	13,46	13,76	15,01	12,65	8,70	6,79
INDICE									
QUEBEC	100	110,2	122,5	139,7	151,0	160,7	182,2	195,7	208,1
ONTARIO	100	112,1	125,4	141,7	162,7	189,2	215,2	240,4	262,6
CANADA	100	111,5	124,9	141,7	161,2	185,4	208,9	227,1	242,5

Source: Tableaux B.3.a. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

Le graphique B.3.a illustre la position des provinces en 1985 quant au montant per capita dépensé pour les services professionnels. C'est en Colombie-Britannique que les dépenses per capita sont les plus élevées (472$) suivi par l'Ontario (419$). Le Québec a des dépenses très inférieures à la moyenne nationale, soit 271$ contre 353$. Sa position se compare à celle de la Saskatchewan, du Manitoba et de la Nouvelle-Ecosse.

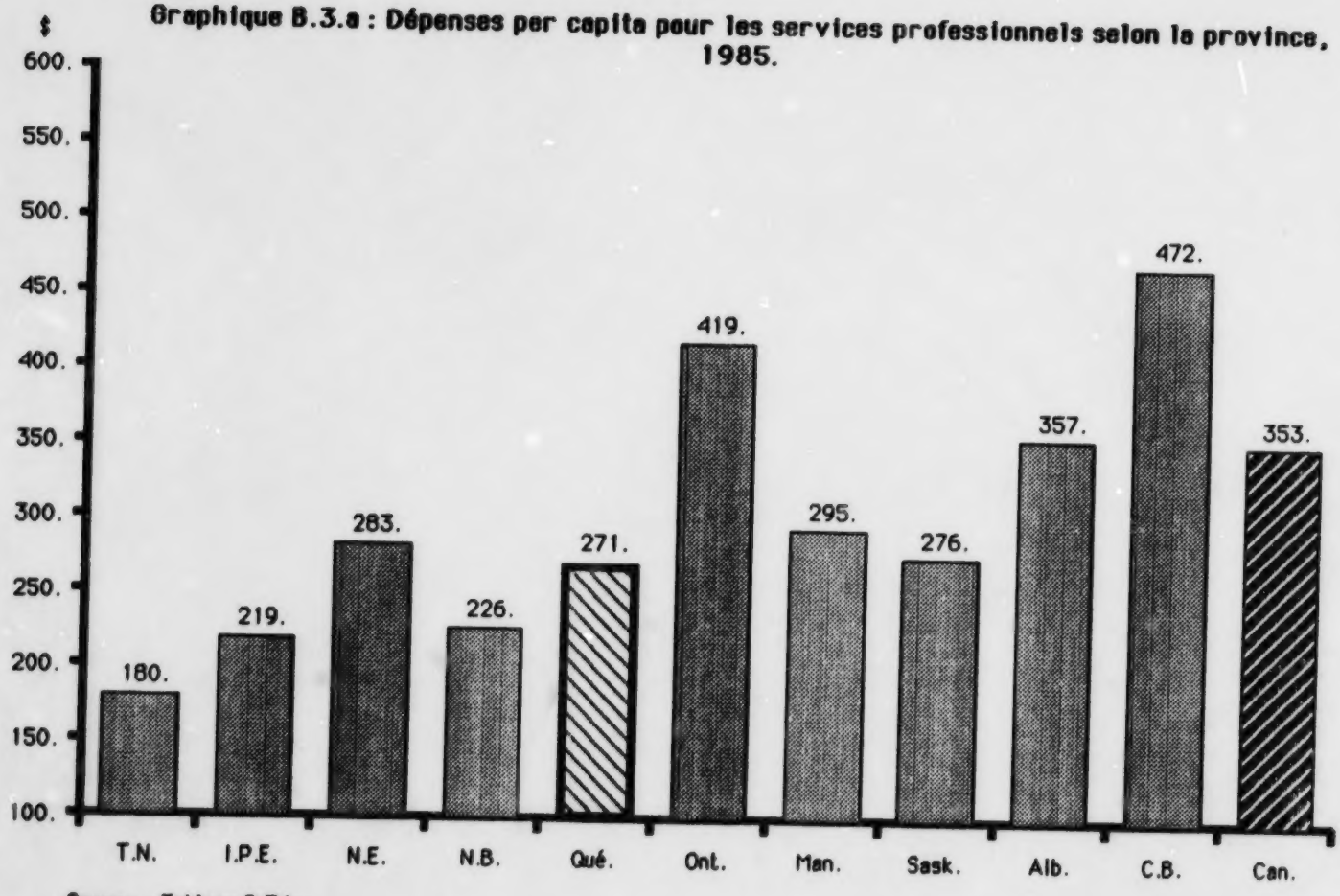
B.3.2 Les dépenses publiques et privées pour les services professionnels

Les tableaux B.3.c à B.3.f présentent l'évolution des dépenses publiques et des dépenses privées pour les services professionnels pour la période 1977-1985.

On constate que le taux de croissance de ces deux types de dépenses est plus élevé en Ontario, particulièrement dans les dépenses publiques. Ainsi, les dépenses publiques per capita ont augmenté de 103% au Québec contre 168% en Ontario, soit un taux de croissance 63% plus élevé, alors que les dépenses privées per capita ont augmenté de 129% au Québec contre 152% en Ontario, soit un taux de croissance 18% plus élevé.

Cependant, ce qui différencie les deux provinces, c'est qu'au Québec, les dépenses privées ont crû plus rapidement que les

Graphique B.3.a : Dépenses per capita pour les services professionnels selon la province, 1985.



Source : Tableau B.3.b

Tableau B.3.c.: DEPENSES PUBLIQUES TOTALES POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCES	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	35,3	37,6	41,8	49,8	58,0	68,9	77,4	84,8	88,4
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	8,9	10,1	10,9	12,3	14,3	16,9	18,6	19,5	20,0
NOUVELLE-ECOSSE	71,3	78,1	86,7	98,5	114,2	137,7	155,0	171,6	182,2
NOUVEAU-BRUNSWICK	39,1	43,1	49,5	59,2	73,9	94,0	109,0	116,4	121,3
QUEBEC	659,1	729,7	827,2	957,2	1 044,3	1 062,1	1 201,9	1 308,9	1 387,5
ONTARIO	893,0	1 016,2	1 098,7	1 269,2	1 491,4	1 751,9	2 049,5	2 334,7	2 585,3
MANITOBA	91,4	105,9	120,0	133,5	158,8	187,1	205,4	217,4	226,0
SASKATCHEWAN	80,8	89,0	98,7	116,4	138,8	168,3	187,7	202,5	213,5
ALBERTA	203,5	231,4	267,4	318,1	394,9	497,4	563,8	602,5	643,0
COLOMBIE-BRITANNIQUE	351,6	392,7	449,7	533,2	705,3	824,5	892,7	923,0	962,6
TERRITOIRES	5,3	6,0	7,8	9,5	12,5	17,4	19,1	20,1	21,5
CANADA	2 439,3	2 739,8	3 058,4	3 556,9	4 206,4	4 826,2	5 480,1	6 001,4	6 451,3
RATIO									
QUE/ONT	0,738	0,718	0,753	0,754	0,700	0,606	0,586	0,561	0,537
QUE/CAN	0,270	0,266	0,270	0,269	0,248	0,220	0,219	0,218	0,215
ONT/QUE	1,355	1,393	1,328	1,326	1,428	1,649	1,705	1,784	1,863
CAN/QUE	3,701	3,755	3,697	3,716	4,028	4,544	4,560	4,585	4,650
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	10,71	13,36	15,72	9,10	1,70	13,16	8,90	6,01
ONTARIO	---------	13,80	8,12	15,52	17,51	17,47	16,99	13,92	10,73
CANADA	---------	12,32	11,63	16,30	18,26	14,73	13,55	9,51	7,50
INDICE									
QUEBEC	100	110,7	125,5	145,2	158,4	161,1	182,4	198,6	210,5
ONTARIO	100	113,8	123,0	142,1	167,0	196,2	229,5	261,4	289,5
CANADA	100	112,3	125,4	145,8	172,4	197,9	224,7	246,0	264,5

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.3.d.: DEPENSES PUBLIQUES PER CAPITA POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(dollars)

PROVINCES	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	63,06	66,96	74,18	88,05	102,17	121,69	135,43	148,12	154,65
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	74,60	83,47	89,34	100,16	116,73	138,07	150,49	156,12	158,73
NOUVELLE-ECOSSE	85,55	93,25	102,99	116,55	134,77	162,11	180,88	198,57	209,26
NOUVEAU-BRUNSWICK	57,16	62,64	71,54	85,13	106,12	134,92	154,98	164,41	170,65
QUEBEC	104,89	115,78	130,50	149,89	162,20	164,36	185,64	201,64	213,09
ONTARIO	106,91	120,41	129,24	148,10	172,92	201,25	232,82	262,06	286,62
MANITOBA	88,96	102,62	116,73	130,26	154,75	181,11	196,48	206,12	212,17
SASKATCHEWAN	86,43	94,33	103,75	121,33	143,34	172,33	189,85	202,60	211,83
ALBERTA	106,39	116,69	130,26	148,60	176,51	214,79	240,85	257,27	273,98
COLOMBIE-BRITANNIQUE	140,67	154,47	173,67	200,00	257,01	295,82	317,38	324,30	335,53
TERRITOIRES	81,92	90,91	117,47	142,00	181,69	244,38	267,51	276,10	286,28
CANADA	104,81	116,50	128,79	147,94	172,81	196,30	221,04	240,20	256,27
RATIO									
QUE/ONT	0,981	0,962	1,010	1,012	0,938	0,817	0,797	0,769	0,743
QUE/CAN	1,001	0,994	1,013	1,013	0,939	0,837	0,840	0,839	0,832
ONT/QUE	1,019	1,040	0,990	0,988	1,066	1,224	1,254	1,300	1,345
CAN/QUE	0,999	1,006	0,987	0,987	1,065	1,194	1,191	1,191	1,203
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	10,39	12,71	14,86	8,22	1,33	12,95	8,62	5,68
ONTARIO	---------	12,63	7,33	14,60	16,76	16,38	15,68	12,56	9,37
CANADA	---------	11,15	10,55	14,87	16,81	13,60	12,60	8,67	6,69
INDICE									
QUEBEC	100	110,4	124,4	142,9	154,6	156,7	177,0	192,2	203,2
ONTARIO	100	112,6	120,9	138,5	161,8	188,3	217,8	245,1	268,1
CANADA	100	111,2	122,9	141,1	164,9	187,3	210,9	229,2	244,5

Source: Tableaux B.3.c. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

Tableau B.3.e.: DEPENSES PRIVEES TOTALES POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCES	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	4,9	6,3	9,2	9,2	8,9	9,0	10,2	13,2	14,2
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	3,5	3,5	3,8	3,9	5,0	5,0	5,9	6,3	7,6
NOUVELLE-ECOSSE	24,5	25,7	28,4	31,2	32,8	43,7	48,6	51,2	64,3
NOUVEAU-BRUNSWICK	16,1	19,5	20,9	24,2	25,8	30,6	34,4	34,4	39,6
QUEBEC	160,0	175,6	184,7	205,7	222,8	291,6	336,0	346,8	378,9
ONTARIO	439,8	493,2	602,7	668,4	747,8	876,3	972,9	1 082,4	1 194,6
MANITOBA	38,0	41,0	47,0	52,9	60,3	65,6	72,9	80,3	87,7
SASKATCHEWAN	24,9	30,6	37,5	42,8	50,3	51,4	57,6	61,6	64,8
ALBERTA	84,2	98,2	113,2	136,2	139,2	154,9	178,2	187,5	194,4
COLOMBIE-BRITANNIQUE	151,9	182,8	212,7	230,6	216,4	285,2	345,3	396,7	392,8
TERRITOIRES	2,0	1,8	1,9	0,8	0,1	(0,2)	(0,4)	(0,2)	(0,5)
CANADA	949,8	1 078,2	1 262,0	1 405,9	1 509,4	1 813,1	2 061,6	2 260,2	2 438,4
RATIO									
QUE/ONT	0,364	0,356	0,306	0,308	0,298	0,333	0,345	0,320	0,317
QUE/CAN	0,168	0,163	0,146	0,146	0,148	0,161	0,163	0,153	0,155
ONT/QUE	2,749	2,809	3,263	3,249	3,356	3,005	2,896	3,121	3,153
CAN/QUE	5,936	6,140	6,833	6,835	6,775	6,218	6,136	6,517	6,435
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	9,75	5,18	11,37	8,31	30,88	15,23	3,21	9,26
ONTARIO	---------	12,14	22,20	10,90	11,88	17,18	11,02	11,26	10,37
CANADA	---------	13,52	17,05	11,40	7,36	20,12	13,71	9,63	7,88
INDICE									
QUEBEC	100	109,8	115,4	128,6	139,3	182,3	210,0	216,8	236,8
ONTARIO	100	112,1	137,0	152,0	170,0	199,2	221,2	246,1	271,6
CANADA	100	113,5	132,9	148,0	158,9	190,9	217,1	238,0	256,7

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.3.f.: DEPENSES PRIVEES PER CAPITA POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(dollars)

PROVINCES	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	8,75	11,22	16,33	16,27	15,68	15,90	17,85	23,06	24,84
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	29,34	28,93	31,15	31,76	40,82	40,85	47,73	50,44	60,32
NOUVELLE-ECOSSE	29,40	30,69	33,74	36,92	38,71	51,45	56,72	59,25	73,85
NOUVEAU-BRUNSWICK	23,53	28,34	30,21	34,80	37,05	43,92	48,91	48,59	55,71
QUEBEC	25,46	27,86	29,14	32,21	34,61	45,13	51,90	53,42	58,19
ONTARIO	52,65	58,44	70,90	78,00	86,70	100,67	110,52	121,49	132,44
MANITOBA	36,99	39,73	45,72	51,61	58,76	63,50	69,73	76,14	82,33
SASKATCHEWAN	26,63	32,43	39,42	44,61	51,95	52,63	58,26	61,63	64,29
ALBERTA	44,02	49,52	55,14	63,63	62,22	66,89	76,12	80,06	82,83
COLOMBIE-BRITANNIQUE	60,77	71,90	82,14	86,50	78,86	102,32	122,76	139,38	136,92
TERRITOIRES	30,91	27,27	28,61	11,96	1,45	(2,81)	(5,60)	(2,75)	(6,66)
CANADA	40,81	45,85	53,14	58,48	62,01	73,75	83,16	90,46	96,86
RATIO									
QUE/ONT	0,484	0,477	0,411	0,413	0,399	0,448	0,470	0,440	0,439
QUE/CAN	0,624	0,608	0,548	0,551	0,558	0,612	0,624	0,591	0,601
ONT/QUE	2,068	2,097	2,433	2,421	2,505	2,231	2,130	2,274	2,276
CAN/QUE	1,603	1,646	1,824	1,815	1,792	1,634	1,602	1,693	1,665
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	9,43	4,58	10,55	7,44	30,40	15,01	2,94	8,92
ONTARIO	---------	10,99	21,32	10,02	11,17	16,10	9,79	9,93	9,01
CANADA	---------	12,34	15,91	10,03	6,04	18,93	12,76	8,79	7,07
INDICE									
QUEBEC	100	109,4	114,4	126,5	135,9	177,2	203,8	209,8	228,5
ONTARIO	100	111,0	134,7	148,1	164,7	191,2	209,9	230,8	251,5
CANADA	100	112,3	130,2	143,3	151,9	180,7	203,8	221,7	237,3

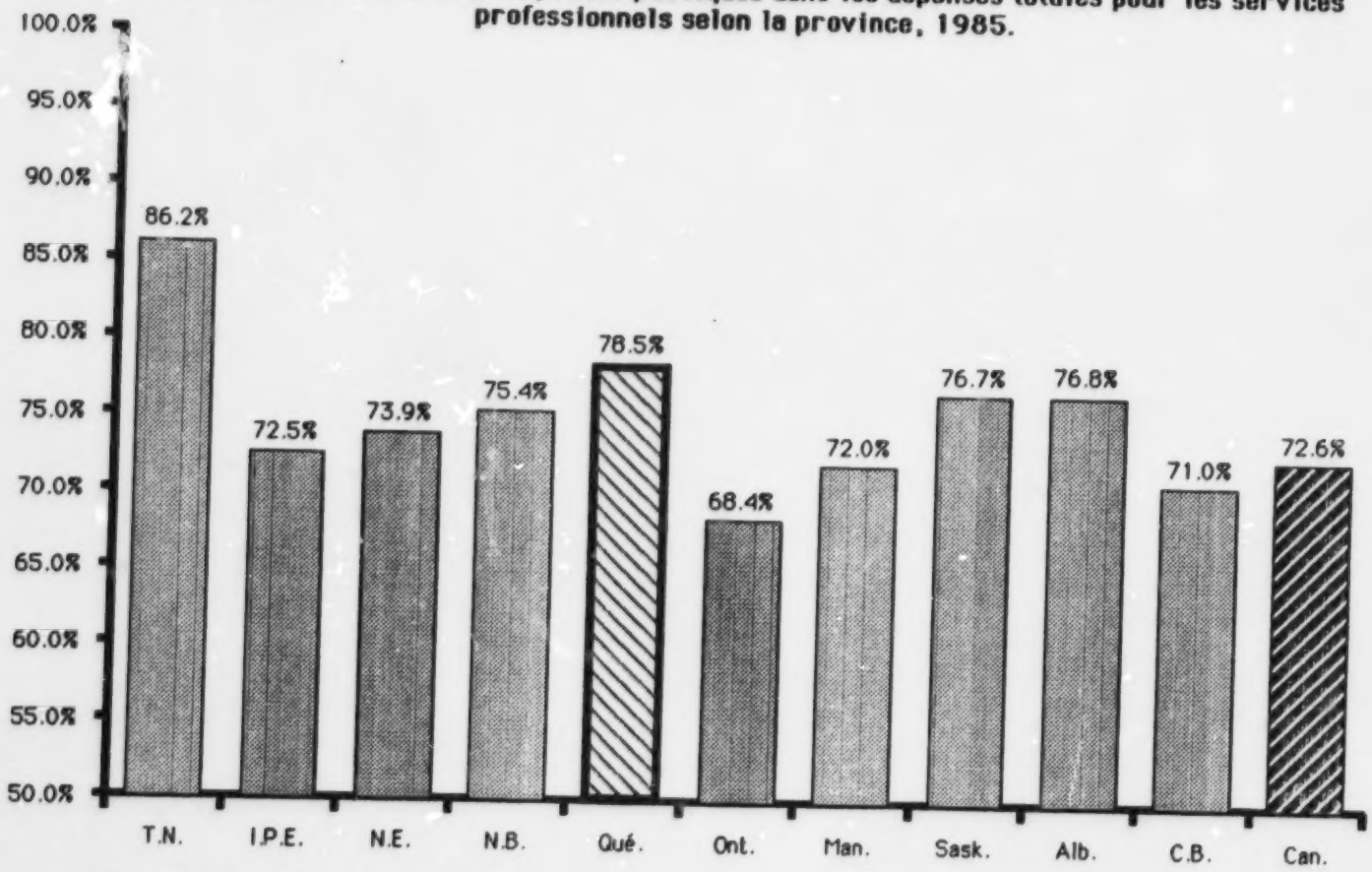
Source: Tableaux B.3.e. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

dépenses publiques alors qu'on constate une situation inverse en Ontario. Au Québec, la croissance relativement faible des dépenses publiques est due en bonne partie au ralentissement du coût des services médicaux à partir de 1981, mais également aux compressions réalisées dans le programme de soins dentaires pour les enfants en 1982-1983. En effet, les dépenses publiques pour ce programme ont chuté de 36% entre 1981-1982 et 1982-1983. Il y a alors eu un déplacement des dépenses publiques vers les dépenses privées et cette situation peut être constatée aux tableaux B.3.d et B.3.f. En 1982, au Québec, les dépenses publiques per capita n'ont augmenté que de 1% alors que les dépenses privées per capita ont augmenté de 30%. En Ontario, on constate une situation différente car le coût des services médicaux (en majorité publics) a augmenté plus rapidement que le coût des services dentaires (en majorité privés).

En 1985, les dépenses publiques per capita de l'Ontario sont 34,5% supérieures à celles du Québec alors que les dépenses privées per capita sont 127,6% supérieures. Cet écart très élevé au niveau des dépenses privées est dû à l'absence d'un programme public (sauf pour les assistés sociaux) de services dentaires en Ontario. D'ailleurs, comme le montre le graphique B.3.b, c'est en Ontario que la part des dépenses publiques dans les dépenses totales est la moins élevée (68,4%) alors qu'au Québec, cette proportion est la plus élevée (78,5%) après la province de Terre-Neuve. Cependant, on peut constater, au tableau B.3.g, que l'écart se rétrécit entre le Québec et l'Ontario au niveau de la part des dépenses publiques dans les dépenses totales.

Graphique B.3.b : Part des dépenses publiques dans les dépenses totales pour les services professionnels selon la province, 1985.



Source : Tableau B.3.g

Tableau B.3.g.: PART DES DEPENSES PUBLIQUES DANS LES DEPENSES POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977 A 1985.

PROVINCES	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TERRE-NEUVE	87,8	85,6	82,0	84,4	86,7	88,4	88,4	86,5	86,2
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	71,8	74,3	74,1	75,9	74,1	77,2	75,9	75,6	72,5
NOUVELLE-ECOSSE	74,4	75,2	75,3	75,9	77,7	75,9	76,1	77,0	73,9
NOUVEAU-BRUNSWICK	70,8	68,8	70,3	71,0	74,1	75,4	76,0	77,2	75,4
QUEBEC	80,5	80,6	81,7	82,3	82,4	78,5	78,2	79,1	78,5
ONTARIO	67,0	67,3	64,6	65,5	66,6	66,7	67,8	68,3	68,4
MANITOBA	70,6	72,1	71,9	71,6	72,5	74,0	73,8	73,0	72,0
SASKATCHEWAN	76,4	74,4	72,5	73,1	73,4	76,6	76,5	76,7	76,7
ALBERTA	70,7	70,2	70,3	70,0	73,9	76,3	76,0	76,3	76,8
COLOMBIE-BRITANNIQUE	69,8	68,2	67,9	69,8	76,5	74,3	72,1	69,9	71,0
TERRITOIRES	72,6	76,9	80,4	92,2	99,2	101,2	102,1	101,0	102,4
CANADA	72,0	71,8	70,8	71,7	73,6	72,7	72,7	72,6	72,6
RATIO									
QUE/ONT	1,201	1,197	1,266	1,257	1,237	1,177	1,153	1,157	1,148
QUE/CAN	1,118	1,123	1,155	1,148	1,120	1,079	1,076	1,088	1,082
ONT/QUE	0,833	0,835	0,790	0,796	0,808	0,850	0,868	0,864	0,871
CAN/QUE	0,894	0,890	0,866	0,871	0,893	0,926	0,930	0,919	0,924
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	0,17	1,42	0,69	0,13	(4,80)	(0,39)	1,15	(0,64)
ONTARIO	---------	0,48	(4,08)	1,44	1,68	0,08	1,73	0,76	0,11
CANADA	---------	(0,30)	(1,35)	1,25	2,68	(1,22)	(0,04)	(0,03)	(0,10)
INDICE									
QUEBEC	100	100,2	101,6	102,3	102,4	97,5	97,1	98,2	97,6
ONTARIO	100	100,5	96,4	97,8	99,4	99,5	101,2	102,0	102,1
CANADA	100	99,7	98,4	99,6	102,2	101,0	101,0	100,9	100,8

Source: Tableaux B.3.a. et B.3.c.

B.3.3 La ventilation des dépenses pour les services professionnels en sous-catégories

Nous allons désagréger les dépenses pour les services professionnels en quatre sous-catégories, soit les services médicaux, les services dentaires, les services optométriques et les services des autres professionnels (chiropraticiens, podiatres, ostéopathes, physiothérapeutes, infirmières privées). Cette sous-catégorisation correspond parfaitement à celle utilisée par Santé et Bien-être social Canada dans sa base de données. Les données pour le Québec et l'Ontario par sous-catégories sont présentées aux tableaux B.3.h et B.3.i pour la période 1977-1985.

B.3.3.1 Les services médicaux

Cette sous-catégorie comprend le coût des services rendus par les médecins omnipraticiens et spécialistes mais excluant les services rendus par les médecins internes et résidents. La presque totalité de ces dépenses sont des dépenses publiques dans les deux provinces, soit 96% au Québec et 93% en Ontario, la différence dans la part des dépenses privées étant due à la surfacturation pratiquée par les médecins ontariens durant cette période.

Tableau B.3.h.: DEPENSES TOTALES POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS, PAR SOUS-CATEGORIE, QUEBEC ET ONTARIO, 1977-1985.

(millions $)

QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
Médecins	630,8	690,5	756,7	860,6	929,7	983,2	1 126,4	1 209,3	1 282,7
Dentistes	148,3	169,9	206,1	247,4	275,2	299,8	329,8	357,2	388,0
Optométristes	14,9	17,2	19,1	22,0	24,6	25,2	29,2	33,1	35,8
Autres professionnels	25,1	27,6	29,9	32,8	37,5	45,4	52,5	56,1	59,9
ONTARIO									
Médecins	912,3	1 033,8	1 150,8	1 299,0	1 503,0	1 772,0	2 064,4	2 350,4	2 617,0
Dentistes	349,5	394,8	454,0	523,3	599,6	692,9	767,1	849,2	928,5
Optométristes	14,7	17,1	18,2	20,7	24,2	29,1	35,0	40,6	45,1
Autres professionnels	56,3	63,7	78,3	94,6	112,4	134,1	155,9	176,9	189,4

RATIO QUE./ONT.	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Médecins	0,691	0,668	0,658	0,663	0,619	0,555	0,546	0,515	0,490
Dentistes	0,424	0,430	0,454	0,473	0,459	0,433	0,430	0,421	0,418
Optométristes	1,014	1,006	1,049	1,063	1,017	0,866	0,834	0,815	0,794
Autres professionnels	0,446	0,433	0,382	0,347	0,334	0,339	0,337	0,317	0,316
RATIO ONT./QUE.									
Médecins	1,446	1,497	1,521	1,509	1,617	1,802	1,833	1,944	2,040
Dentistes	2,357	2,324	2,203	2,115	2,179	2,311	2,326	2,377	2,393
Optométristes	0,987	0,994	0,953	0,941	0,984	1,155	1,199	1,227	1,260
Autres professionnels	2,243	2,308	2,619	2,884	2,997	2,954	2,970	3,153	3,162

INDICE QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Médecins	100	109,5	120,0	136,4	147,4	155,9	178,6	191,7	203,3
Dentistes	100	114,6	139,0	166,8	185,6	202,2	222,4	240,9	261,6
Optométristes	100	115,4	128,2	147,7	165,1	169,1	196,0	222,1	240,3
Autres professionnels	100	110,0	119,1	130,7	149,4	180,9	209,2	223,5	238,6
INDICE ONTARIO									
Médecins	100	113,3	126,1	142,4	164,7	194,2	226,3	257,6	286,9
Dentistes	100	113,0	129,9	149,7	171,6	198,3	219,5	243,0	265,7
Optométristes	100	116,3	123,8	140,8	164,6	198,0	238,1	276,2	306,8
Autres professionnels	100	113,1	139,1	168,0	199,6	238,2	276,9	314,2	336,4

Source: Les dépenses nationales de santé, Canada et les provinces, Santé et Bien-être social Canada, 1975-1985.
Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.3.i.: DEPENSES PER CAPITA POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS, PAR SOUS-CATEGORIE, QUEBEC ET ONTARIO, 1977-1985.

(dollars)

QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
Médecins	100,38	109,56	119,37	134,76	144,40	152,15	173,98	186,29	197,00
Dentistes	23,60	26,96	32,51	38,74	42,74	46,39	50,94	55,03	59,59
Optométristes	2,37	2,73	3,01	3,44	3,82	3,90	4,51	5,10	5,50
Autres professionnels	3,99	4,38	4,72	5,14	5,82	7,03	8,11	8,64	9,20
ONTARIO									
Médecins	109,22	122,49	135,37	151,58	174,27	203,56	234,51	263,82	290,14
Dentistes	41,84	46,78	53,40	61,06	69,52	79,60	87,14	95,32	102,94
Optométristes	1,76	2,03	2,14	2,42	2,81	3,34	3,98	4,56	5,00
Autres professionnels	6,74	7,55	9,21	11,04	13,03	15,40	17,71	19,86	21,00

RATIO QUE./ONT.	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Médecins	0,919	0,894	0,882	0,889	0,829	0,747	0,742	0,706	0,679
Dentistes	0,564	0,576	0,609	0,634	0,615	0,583	0,585	0,577	0,579
Optométristes	1,347	1,347	1,407	1,426	1,362	1,167	1,134	1,119	1,100
Autres professionnels	0,593	0,580	0,512	0,465	0,447	0,456	0,458	0,435	0,438
RATIO ONT./QUE.									
Médecins	1,088	1,118	1,134	1,125	1,207	1,338	1,348	1,416	1,473
Dentistes	1,773	1,735	1,643	1,576	1,626	1,715	1,711	1,732	1,728
Optométristes	0,742	0,742	0,711	0,701	0,734	0,857	0,882	0,894	0,909
Autres professionnels	1,687	1,724	1,953	2,149	2,237	2,193	2,184	2,298	2,283

INDICE QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Médecins	100	109,1	118,9	134,2	143,9	151,6	173,3	185,6	196,2
Dentistes	100	114,2	137,8	164,2	181,1	196,6	215,8	233,2	252,5
Optométristes	100	115,1	127,1	145,3	161,1	164,5	190,2	215,1	231,9
Autres professionnels	100	109,6	118,1	128,6	145,8	175,9	203,0	216,4	230,3
INDICE ONTARIO									
Médecins	100	112,2	123,9	138,8	159,6	186,4	214,7	241,6	265,7
Dentistes	100	111,8	127,6	145,9	166,2	190,2	208,3	227,8	246,0
Optométristes	100	115,1	121,7	137,3	159,4	190,0	225,9	259,0	284,1
Autres professionnels	100	112,0	136,7	163,8	193,4	228,6	262,8	294,6	311,5

Source: Tableaux B.3.h. et A.1.1.

Au tableau B.3.h, on constate que les dépenses per capita pour les services médicaux ont crû beaucoup plus rapidement en Ontario qu'au Québec entre 1977 et 1985, soit de 166% en Ontario contre 96% au Québec, un taux de croissance 72% plus élevé. L'écart entre le Québec et l'Ontario s'est considérablement accru car les dépenses per capita qui étaient 8,8% supérieures en Ontario en 1977 sont 47,3% supérieures en 1985.

Le principal facteur de cette différence dans les taux de croissance est l'évolution des tarifs payés pour la rémunération à l'acte dans le cadre des régimes publics d'assurance-maladie. Ainsi, selon une étude de Santé et Bien-être social Canada[1], les échelles de tarifs se sont accrues de 110% en Ontario contre 47% au Québec entre 1977 et 1985. L'autre facteur important est l'évolution du nombre de médecins. Cependant, le nombre de médecins par habitant a augmenté plus rapidement au Québec entre 1977 et 1985, soit de 23%, alors qu'il a augmenté de 15% en Ontario; ce facteur vient donc atténuer l'écart dans l'évolution des tarifs.

La croissance des tarifs et l'augmentation du nombre de médecins n'expliquent pas totalement la croissance des dépenses. Il reste un autre facteur qui est le changement dans le profil de pratique des médecins. Ce facteur serait responsable d'environ le 1/7 de

---

1 Augmentation des échelles tarifaires, 1971-1986, Le Canada selon les provinces et les territoires, Division de l'information sur la santé, Santé et Bien-être social Canada, sept. 1986.

l'augmentation des dépenses autant au Québec qu'en Ontario. L'évolution du profil de pratique semble cependant différer d'une province à l'autre. En Ontario, c'est le nombre de services par médecin qui a tendance à s'accroître alors qu'au Québec, c'est plutôt la proportion d'actes mieux rémunérés qui est en augmentation.

Selon les données de Santé et Bien-être social Canada[1], entre 1977 et 1985, le coût moyen par service a augmenté plus rapidement au Québec que la structure tarifaire, soit de 57% comparativement à 47%, alors que le nombre de services par médecin n'a presque pas bougé durant cette période, soit 1% d'augmentation. Ainsi, à titre d'exemple au Québec, selon les statistiques de la RAMQ, la proportion des examens complets et des examens complets majeurs dans l'ensemble des examens réalisés en cabinet est passée de 45% à 52% entre 1977 et 1985.

En Ontario, selon les mêmes données[1], on constate une situation inverse. Le coût moyen par service a augmenté moins rapidement que la structure tarifaire, soit de 93% comparativement à 110%, mais le nombre de services par médecin s'est accrû de façon importante, soit de 19% entre 1977 et 1985.

---

1 Nombre de services par médecin selon la classe de paiement et la spécialité par province et année fiscale, 1977-1978 à 1985-1986, sorties informatiques non publiées, division de l'information sur la santé, Santé et Bien-être social Canada.

Comme on l'a mentionné précédemment, en 1985, les dépenses per capita de l'Ontario pour les services médicaux sont 47,3% supérieures à celles du Québec. Lorsqu'on essaie d'expliquer cet écart, on constate qu'il est dû presque en totalité aux différences dans la structure de rémunération des médecins et dans le volume de services par médecin car le nombre de médecins par habitant est relativement semblable dans les deux provinces.

Ainsi, au niveau de la structure de rémunération des médecins, on doit d'abord signaler que les médecins ontariens pratiquaient la surfacturation en 1985. En conséquence les dépenses privées per capita pour les services médicaux en Ontario étaient 153% supérieures à celles du Québec. Cette pratique a été abolie en 1987.

Du côté des dépenses publiques, il faut mentionner que le Québec compte beaucoup plus de médecins à salaire et à vacation que l'Ontario car les paiements provenant des régimes publics pour les salaires et la vacation représentent 11% des dépenses au Québec contre seulement 1% en Ontario. Les dépenses reliées à la pratique médicale des médecins salariés ne sont pas comparables à celles des médecins rémunérés à l'acte. Egalement, l'utilisation des cliniques externes des hôpitaux étant beaucoup plus développée au Québec comparativement à l'Ontario où la pratique se fait davantage en clinique privée, les dépenses d'administration des médecins québécois sont moins élevées que celles de leurs collègues ontariens et ce facteur influence le niveau de rémunération.

L'autre élément de différenciation est la consommation de services médicaux. Plusieurs indices nous portent à croire que le nombre de services par médecin est plus élevé en Ontario ou, si l'on préfère, que la consommation est plus forte.

En premier lieu, selon les données des régimes d'assurance-maladie, la proportion de la population qui voit un médecin au moins une fois dans l'année est plus élevée en Ontario, soit environ 83% (estimé de l'OHIP) contre 78% au Québec. En second lieu, comme on l'a vu auparavant, les données hospitalières pour l'année 1984-1985 nous révèlent que le nombre per capita de malades hospitalisés dans les hôpitaux de courte durée au cours d'une année est 28% supérieur en Ontario malgré le fait que le nombre de lits per capita est très similaire. Le taux d'occupation des lits est plus élevé en Ontario et la durée moyenne de séjour est moins longue. En troisième lieu, la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus par rapport à la population totale est 10% plus élevée en Ontario. Ce fait influence à la hausse le volume des services car les personnes âgées sont de grands consommateurs de services médicaux. Finalement, les médecins du Québec travailleraient en moyenne moins d'heures par semaine que leurs collègues ontariens.

La plupart de ces éléments peuvent être corroborés par une étude[1] réalisée en 1984 par l'université York et portant sur un

---

1 Medical Perspectives on Canadian Medicare, M.G. Taylor, H.M. Stevenson et A.P. Williams, Institute for Behavioural Research, York University, 1984.

sondage auprès d'un échantillon de médecins de cinq provinces canadiennes en 1982, dont le Québec et l'Ontario.

Ce sondage révèle que les médecins omnipraticiens du Québec voient en moyenne 115 patients par semaine comparativement à 149 en Ontario, soit 30% de plus en Ontario. Egalement, leur nombre moyen d'heures travaillées est de 45,9 au Québec contre 49,3 en Ontario, soit 7% plus élevé en Ontario. Du côté des médecins spécialistes, le nombre moyen de patients par semaine est 15% plus élevé en Ontario, soit 83 contre 72, et le nombre moyen d'heures travaillées est 8% plus élevé en Ontario, soit 52 heures contre 48,2 heures au Québec.

B.3.3.2 Les services dentaires

Cette sous-catégorie comprend le coût des services rendus par les dentistes mais exclut le coût des services rendus par les denturologistes (principalement le coût des prothèses dentaires) sauf pour les bénéficiaires de l'aide sociale. Compte-tenu de ce facteur, il est possible que les dépenses du Québec soient un peu sous-estimées par rapport à celles de l'Ontario, car le nombre de denturologistes et l'utilisation de leurs services sont probablement plus élevés au Québec, mais nous n'avons pas les données nécessaires pour corriger ce biais.

Il existe une différence très importante entre le Québec et l'Ontario dans le degré de privatisation de ces dépenses. Au Québec, en 1985, la part des dépenses publiques dans les dépenses totales est de 31% alors qu'elle est seulement de 4% en Ontario. Les principales différences ont trait aux enfants et aux bénéficiaires de l'aide sociale. Le Québec dépense plus de 11$ par habitant dans un programme public et relativement complet de soins dentaires pour les enfants âgés de moins de 16 ans alors que dans le cas de l'Ontario, la totalité de ces dépenses sont des dépenses privées. Dans la même veine, les dépenses publiques per capita pour les bénéficiaires de l'aide sociale sont de 5,50$ au Québec contre 1,60$ en Ontario, soit un montant 3,4 fois plus élevé. Cependant, les dépenses totales per capita sont beaucoup plus élevées en Ontario et nous verrons plus loin les causes de cette situation.

En termes d'évolution, on constate, au tableau B.3.h, que les dépenses per capita pour les services dentaires ont crû à un rythme très semblable au Québec et en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 153% au Québec contre 146% en Ontario. Cependant, la croissance a été plus forte au Québec avant 1981 suite au développement du programme public de soins dentaires pour les enfants et moins forte après 1981 suite aux compressions réalisées dans ce même programme en 1982 et par la suite.

En 1985, les dépenses per capita de l'Ontario sont 72,8% supérieures à celles du Québec. Le principal facteur explicatif de cet écart est une plus forte consommation en Ontario car selon Santé et Bien-être social Canada[1], le nombre de dentistes per capita est 35% plus élevé qu'au Québec. La plus grande couverture des soins dentaires par les assurances privées est l'un des facteurs qui expliquent cette plus grande consommation en Ontario.

B.3.3.3 Les services optométriques

Cette sous-catégorie comprend le coût des services rendus par les optométristes et couverts dans le cadre des programmes publics d'assurance-santé. Il s'agit donc de dépenses à 100% publiques qui comprennent essentiellement le coût des examens de la vue. Les autres revenus des optométristes qui sont reliés à la vente de lunettes ou de verres de contact et qui sont en majorité des dépenses privées, sont inclus dans la catégorie "médicaments et appareils".

En termes d'évolution, on constate, au tableau B.3.h, que les dépenses per capita pour les services optométriques ont crû à un rythme beaucoup plus élevé en Ontario entre 1977 et 1985 (178% contre 132% au Québec), soit une croissance 35% plus élevée. Cette

---

1 Répertoire de la main d'oeuvre sanitaire au Canada 1985, division de l'information sur la santé, Santé et Bien-être social Canada

augmentation plus forte en Ontario est due en grande partie à l'évolution des tarifs car le nombre d'optométristes par habitant a augmenté de façon relativement semblable dans les deux provinces, même si le Québec compte historiquement plus d'optométristes que l'Ontario. Ainsi, à titre d'exemple, le tarif pour un examen complet a augmenté de 55% en Ontario entre 1980 et 1985 comparativement à 21% au Québec.

En 1985, les dépenses per capita du Québec sont 9,8% supérieures à celles de l'Ontario alors qu'en 1977, elles étaient supérieures de 34,7%. Malgré un écart relativement faible dans les dépenses per capita, le nombre d'optométristes par habitant est plus élevé au Québec de 48% et le taux de participation de la population est 19% plus élevé qu'en Ontario.

B.3.3.4 Les services des autres professionnels

Cette dernière sous-catégorie comprend le coût des services dispensés par les autres professionnels de la santé comme les chiropraticiens, les podiatres, les ostéopathes, les physiothérapeutes et les infirmières privées.

Il existe une différence très importante entre le Québec et l'Ontario dans le degré de privatisation de ces dépenses. Au Québec, en 1985, la presque totalité de ces dépenses sont privées, soit

98%, alors qu'en Ontario, la part des dépenses publiques dans les dépenses totales est de 48%. La principale différence est que la plupart des services de chiropraxie, de podiatrie, d'ostéopathie et de physiothérapie sont des services assurés dans le cadre du régime public d'assurance-maladie en Ontario. Il faut préciser qu'au Québec, une bonne partie des services de physiothérapie sont inclus dans le budget des établissements ou dispensés par les médecins spécialisés en physiatrie.

En termes d'évolution, on constate, au tableau B.3.h, que les dépenses per capita pour les services des autres professionnels ont crû à un rythme beaucoup plus élevé en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 213% contre 130% au Québec, pour une croissance 64% plus élevée. Sans avoir de données précises sur cette sous-catégorie de dépenses, on peut présumer que cette augmentation plus forte en Ontario est le résultat d'une plus grande consommation due à la couverture de ces services par le régime public.

En 1985, les dépenses per capita de l'Ontario sont 128% supérieures à celles du Québec. Tous les types de services semblent plus développés en Ontario, surtout les services d'infirmières privées ("Victorian Order of Nurses", etc.) qui sont presque inexistants au Québec.

B.4 LES MÉDICAMENTS ET LES APPAREILS

Cette troisième catégorie de dépenses comprend le coût des médicaments prescrits, des médicaments non prescrits, des lunettes et des autres appareils (aides auditives, prothèses, orthèses, etc.). Par rapport aux données de Santé et Bien-être social Canada, cette catégorie de dépenses a fait l'objet d'un ajustement mineur, c'est-à-dire que nous avons ajouté pour le Québec les dépenses de besoins spéciaux de l'Office des personnes handicapées du Québec. La majeure partie de ces besoins spéciaux sont des appareils pour personnes handicapées.

Dans le cas du Québec, les dépenses publiques comprennent le coût des programmes de médicaments et de services pharmaceutiques pour les personnes âgées de 65 ans et plus et les bénéficiaires de l'aide sociale, le coût des programmes de prothèses, d'appareils orthopédiques, d'aides visuelles, d'aides auditives, de prothèses mammaires, de prothèses oculaires et d'appareils pour les stomisés permanents administrés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec, le programme de besoins spéciaux de l'Office des personnes handicapées du Québec ainsi que les prothèses et les autres appareils remboursés par la Commission de la santé et de la sécurité au travail. Les dépenses privées comprennent le coût des médicaments prescrits pour les moins de 65 ans, des médicaments non prescrits, des lunettes et des prothèses pour les clientèles non couvertes par les programmes publics. Dans le cas de l'Ontario, la définition des dépenses publiques et privées est très

semblable à celle du Québec sauf pour les programmes de prothèses et d'appareils administrés par le ministère de la Santé dont la couverture est relativement restreinte.

B.4.1 Les dépenses totales pour les médicaments et les appareils

Les tableaux B.4.a et B.4.b présentent l'évolution des dépenses totales et des dépenses per capita pour les médicaments et les appareils pour les années 1977 à 1985. On constate que la progression des dépenses per capita a été très semblable au Québec et en Ontario, soit un taux de croissance de 190% en Ontario contre 193% au Québec. Cependant, comme on le verra plus loin, il y a des différences importantes au niveau des sous-catégories, la croissance étant plus élevée au Québec dans les appareils et plus élevée en Ontario dans les médicaments prescrits.

En 1985, les dépenses per capita de l'Ontario sont 32% supérieures à celles du Québec. C'est la plus grande consommation de médicaments de prescription qui explique cette différence. Le graphique B.4.a illustre la position des provinces quant au montant per capita dépensé pour les médicaments et les appareils. Le Québec fait figure de cavalier seul avec les dépenses les moins élevées de toutes les provinces.

Tableau B.4.a.: DEPENSES POUR LES MEDICAMENTS ET APPAREILS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	39,7	46,3	53,3	60,5	71,6	78,0	85,0	91,2	101,6
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	6,3	7,9	10,0	12,0	14,7	17,3	20,0	22,6	27,7
NOUVELLE-ECOSSE	55,8	69,7	85,8	97,2	109,9	129,0	149,4	181,2	207,5
NOUVEAU-BRUNSWICK	37,6	43,0	53,4	65,9	85,1	102,8	112,2	120,9	135,0
QUEBEC	355,7	400,5	470,4	534,0	669,3	728,5	831,4	964,8	1 078,4
ONTARIO	628,1	728,7	832,1	957,5	1 135,1	1 317,4	1 533,7	1 756,5	1 966,0
MANITOBA	64,7	74,0	89,2	107,7	126,2	145,6	171,0	194,5	209,5
SASKATCHEWAN	71,4	79,6	90,0	102,2	123,2	150,3	168,3	177,8	196,2
ALBERTA	123,9	141,6	173,7	207,1	244,0	291,6	348,2	395,5	432,3
COLOMBIE-BRITANNIQUE	185,9	209,1	255,3	306,2	366,5	414,2	471,2	546,7	586,7
TERRITOIRES	3,9	4,3	4,7	5,1	6,0	6,4	8,0	9,0	9,5
CANADA	1 573,0	1 804,7	2 117,9	2 455,4	2 951,6	3 381,1	3 898,4	4 460,7	4 950,4
RATIO									
QUE/ONT	0,566	0,550	0,565	0,558	0,590	0,553	0,542	0,549	0,549
QUE/CAN	0,226	0,222	0,222	0,217	0,227	0,215	0,213	0,216	0,218
ONT/QUE	1,766	1,819	1,769	1,793	1,696	1,808	1,845	1,821	1,823
CAN/QUE	4,422	4,506	4,502	4,598	4,410	4,641	4,689	4,623	4,591
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	12,59	17,45	13,52	25,34	8,85	14,12	16,05	11,77
ONTARIO	---------	16,02	14,19	15,07	18,55	16,06	16,42	14,53	11,93
CANADA	---------	14,73	17,35	15,94	20,21	14,55	15,30	14,42	10,98
INDICE									
QUEBEC	100	112,6	132,2	150,1	188,2	204,8	233,7	271,2	303,2
ONTARIO	100	116,0	132,5	152,4	180,7	209,7	244,2	279,7	313,0
CANADA	100	114,7	117,4	115,9	120,2	114,6	115,3	114,4	111,0

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.4.b.: DEPENSES PER CAPITA POUR LES MEDICAMENTS ET APPAREILS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

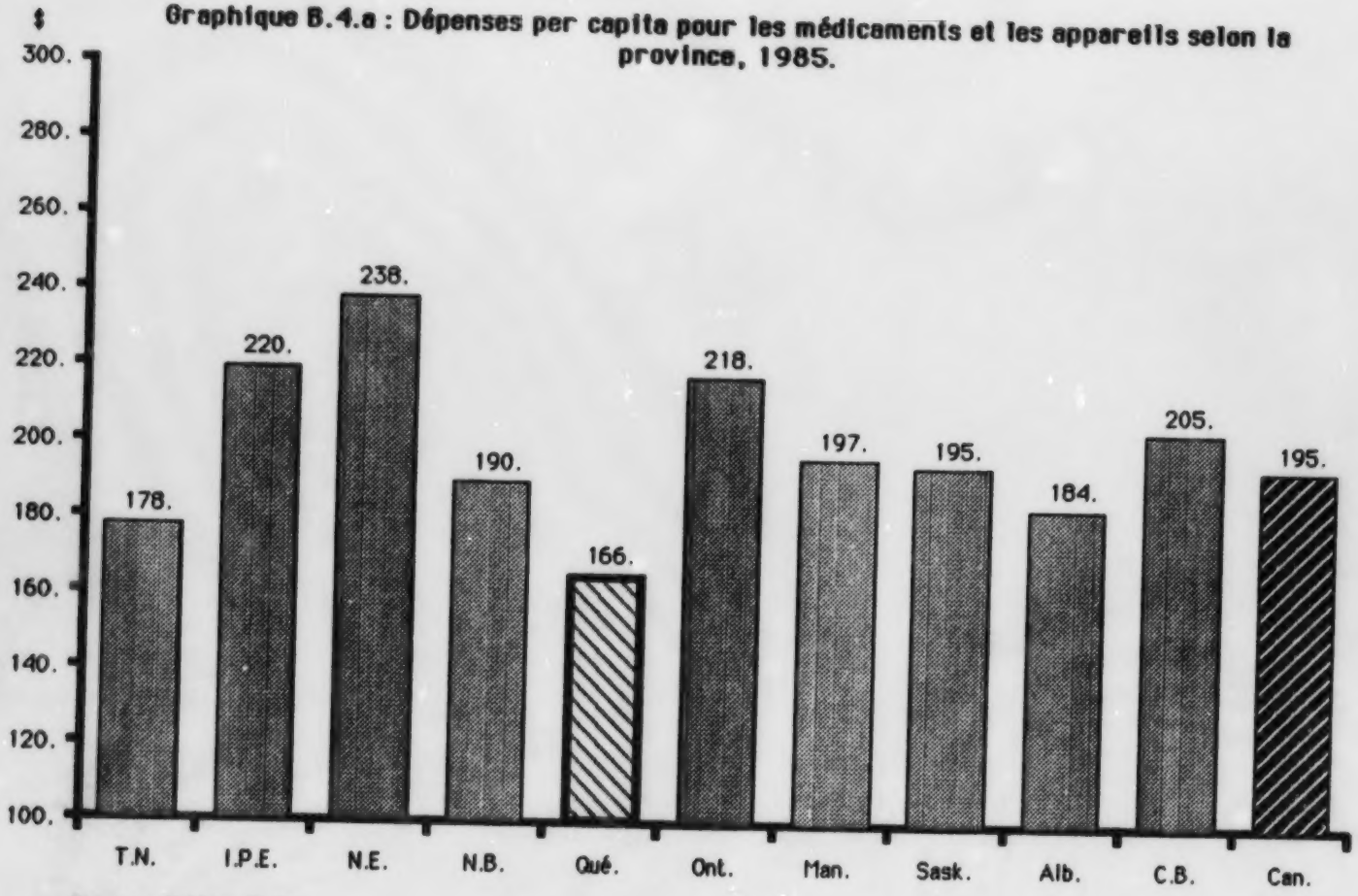
(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	70,92	82,46	94,59	106,97	126,12	137,76	148,73	159,30	177,75
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	52,81	65,29	81,97	97,72	120,00	141,34	161,81	180,94	219,84
NOUVELLE-ECOSSE	66,95	83,22	101,92	115,02	129,69	151,87	174,35	209,67	238,31
NOUVEAU-BRUNSWICK	54,96	62,49	77,18	94,77	122,20	147,55	159,53	170,76	189,93
QUEBEC	56,60	63,55	74,21	83,62	103,96	112,74	128,41	148,63	165,62
ONTARIO	75,19	86,34	97,88	111,73	131,61	151,34	174,22	197,16	217,96
MANITOBA	62,97	71,71	86,77	105,08	122,98	140,94	163,57	184,41	196,68
SASKATCHEWAN	76,37	84,37	94,61	106,52	127,23	153,90	170,22	177,89	194,66
ALBERTA	64,78	71,40	84,62	96,75	109,06	125,92	148,75	168,88	184,20
COLOMBIE-BRITANNIQUE	74,38	82,25	98,59	114,85	133,55	148,61	167,53	192,09	204,50
TERRITOIRES	60,28	65,15	70,78	76,23	87,21	89,89	112,04	123,63	126,50
CANADA	67,53	76,69	89,03	101,97	121,10	137,08	156,43	177,18	194,71
RATIO									
QUE/ONT	0,753	0,736	0,758	0,748	0,790	0,745	0,737	0,754	0,760
QUE/CAN	0,838	0,829	0,834	0,820	0,858	0,822	0,821	0,839	0,851
ONT/QUE	1,328	1,359	1,319	1,336	1,266	1,342	1,357	1,327	1,316
CAN/QUE	1,193	1,207	1,200	1,219	1,165	1,216	1,218	1,192	1,176
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	12,27	16,78	12,68	24,32	8,44	13,91	15,74	11,43
ONTARIO	---------	14,83	13,36	14,15	17,79	14,99	15,12	13,16	10,55
CANADA	---------	13,56	16,09	14,53	18,76	13,20	14,12	13,26	9,89
INDICE									
QUEBEC	100	112,3	131,1	147,7	183,7	199,2	226,9	262,6	292,6
ONTARIO	100	114,8	130,2	148,6	175,0	201,3	231,7	262,2	289,9
CANADA	100	113,6	131,8	151,0	179,3	203,0	231,6	262,4	288,3

Source: Tableaux B.4.a. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

Graphique B.4.a : Dépenses per capita pour les médicaments et les appareils selon la province, 1985.



Source : Tableau B.4.b

B.4.2 Les dépenses publiques et privées pour les médicaments et les appareils

Les tableaux B.4.c à B.4.f présentent l'évolution des dépenses publiques et des dépenses privées pour les médicaments et les appareils pour la période 1977-1985.

On constate, dans les deux provinces, que les dépenses publiques ont augmenté deux fois plus rapidement que les dépenses privées. Au Québec, les dépenses publiques ont augmenté de 313% alors que les dépenses privées ont augmenté de 161%; en Ontario, ces pourcentages respectifs sont de 345% et de 181%. La forte croissance des dépenses publiques dans les deux provinces s'explique principalement par la croissance du coût du programme de médicaments pour les personnes âgées, et dans une moindre mesure, par l'augmentation des dépenses de médicaments pour les bénéficiaires de l'aide sociale.

En 1985, les dépenses publiques per capita de l'Ontario sont 12% supérieures à celles du Québec alors que les dépenses privées per capita sont 40% supérieures. C'est la forte consommation de médicaments de prescription autant pour les clientèles relevant des programmes publics que pour les autres clientèles qui fait que les dépenses ontariennes sont supérieures à celles du Québec.

Tableau B.4.c.: DEPENSES PUBLIQUES TOTALES POUR LES MEDICAMENTS ET APPAREILS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	5,2	5,7	7,6	10,2	13,5	16,3	19,0	22,1	24,4
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	1,2	1,3	1,3	1,8	2,2	2,6	3,1	3,7	3,9
NOUVELLE-ECOSSE	12,6	14,6	18,2	22,3	29,2	38,3	46,0	53,8	57,1
NOUVEAU-BRUNSWICK	10,5	12,3	15,4	18,7	24,6	30,6	35,7	42,9	49,3
QUEBEC	73,2	98,6	120,7	148,8	179,0	190,4	218,8	259,3	313,3
ONTARIO	101,3	121,9	147,8	183,7	240,6	308,5	368,4	436,3	486,6
MANITOBA	17,0	18,7	20,7	26,4	33,7	47,7	63,0	73,8	76,0
SASKATCHEWAN	28,1	30,4	34,2	42,2	51,6	64,7	78,8	90,3	99,3
ALBERTA	26,1	28,9	39,4	54,1	71,6	91,0	113,2	122,4	135,7
COLOMBIE-BRITANNIQUE	39,9	44,6	53,4	65,1	82,7	106,8	126,9	143,6	154,9
TERRITOIRES	4,7	4,4	4,8	3,0	0,8	4,5	6,6	7,1	7,6
CANADA	319,8	381,4	463,5	576,3	729,5	901,4	1 079,5	1 255,3	1 408,1
RATIO									
QUE/ONT	0,723	0,809	0,817	0,810	0,744	0,617	0,594	0,594	0,644
QUE/CAN	0,229	0,259	0,260	0,258	0,245	0,211	0,203	0,207	0,222
ONT/QUE	1,384	1,236	1,225	1,235	1,344	1,620	1,684	1,683	1,553
CAN/QUE	4,369	3,868	3,840	3,873	4,075	4,734	4,934	4,841	4,494
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	34,70	22,41	23,28	20,30	6,37	14,92	18,51	20,83
ONTARIO	---------	20,34	21,25	24,29	30,97	28,22	19,42	18,43	11,53
CANADA	---------	19,26	21,53	24,34	26,58	23,56	19,76	16,29	12,17
INDICE									
QUEBEC	100	134,7	164,9	203,3	244,5	260,1	298,9	354,2	428,0
ONTARIO	100	120,3	145,9	181,3	237,5	304,5	363,7	430,7	480,4
CANADA	100	119,3	144,9	180,2	228,1	281,9	337,6	392,5	440,3

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.4.d.: DEPENSES PUBLIQUES PER CAPITA POUR LES MEDICAMENTS ET APPAREILS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	9,29	10,15	13,49	18,03	23,78	28,79	33,25	38,60	42,69
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	10,06	10,74	10,66	14,66	17,96	21,24	25,08	29,62	30,95
NOUVELLE-ECOSSE	15,12	17,43	21,62	26,39	34,46	45,09	53,68	62,25	65,58
NOUVEAU-BRUNSWICK	15,35	17,88	22,26	26,89	35,32	43,92	50,76	60,59	69,36
QUEBEC	11,65	15,64	19,04	23,30	27,80	29,46	33,79	39,95	48,12
ONTARIO	12,13	14,44	17,39	21,44	27,90	35,44	41,85	48,97	53,95
MANITOBA	16,55	18,12	20,14	25,76	32,84	46,17	60,26	69,97	71,35
SASKATCHEWAN	30,06	32,22	35,95	43,99	53,29	66,25	79,70	90,35	98,52
ALBERTA	13,65	14,57	19,19	25,27	32,00	39,30	48,36	52,27	57,82
COLOMBIE-BRITANNIQUE	15,96	17,54	20,62	24,42	30,14	38,32	45,12	50,46	53,99
TERRITOIRES	72,64	66,67	72,29	44,84	11,63	63,20	92,44	97,53	101,20
CANADA	13,74	16,22	19,52	23,97	29,97	36,66	43,54	50,24	55,93
RATIO									
QUE/ONT	0,961	1,083	1,095	1,087	0,997	0,831	0,808	0,816	0,892
QUE/CAN	0,848	0,965	0,976	0,972	0,928	0,804	0,776	0,795	0,860
ONT/QUE	1,041	0,923	0,913	0,920	1,003	1,203	1,238	1,226	1,121
CAN/QUE	1,180	1,037	1,025	1,029	1,078	1,244	1,288	1,258	1,162
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	34,31	21,71	22,37	19,32	5,98	14,70	18,20	20,46
ONTARIO	---------	19,10	20,37	23,30	30,14	27,04	18,09	17,02	10,16
CANADA	---------	18,02	20,35	22,81	25,03	22,34	18,76	15,39	11,33
INDICE									
QUEBEC	100	134,3	163,5	200,0	238,7	252,9	290,1	342,9	413,1
ONTARIO	100	119,1	143,4	176,8	230,0	292,2	345,1	403,8	444,8
CANADA	100	118,0	142,0	174,4	218,1	266,8	316,9	365,6	407,1

Source: Tableaux B.4.c. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

Tableau B.4.e.: DEPENSES PRIVEES TOTALES POUR LES MEDICAMENTS ET APPAREILS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	34,5	40,6	45,7	50,3	58,1	61,7	66,0	69,1	77,2
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	5,1	6,6	8,7	10,2	12,5	14,7	16,9	18,9	23,8
NOUVELLE-ECOSSE	43,2	55,1	67,6	74,9	80,7	90,7	103,4	127,4	150,4
NOUVEAU-BRUNSWICK	27,1	30,7	38,0	47,2	60,5	72,2	76,5	78,0	85,7
QUEBEC	282,5	301,9	349,7	385,2	490,3	538,1	612,6	705,5	765,1
ONTARIO	526,8	606,8	684,3	773,8	894,5	1 008,9	1 165,3	1 320,2	1 479,4
MANITOBA	47,7	55,3	68,5	81,3	92,5	97,9	108,0	120,7	133,5
SASKATCHEWAN	43,3	49,2	55,8	60,0	71,6	85,6	89,5	87,5	96,9
ALBERTA	97,8	112,7	134,3	153,0	172,4	200,6	235,0	273,1	296,6
COLOMBIE-BRITANNIQUE	146,0	164,5	201,9	241,1	283,8	307,4	344,3	403,1	431,8
TERRITOIRES	(0,8)	(0,1)	(0,1)	2,1	5,2	1,9	1,4	1,9	1,9
CANADA	1 253,2	1 423,3	1 654,4	1 879,1	2 222,1	2 479,7	2 818,9	3 205,4	3 542,3
RATIO									
QUE/ONT	0,536	0,498	0,511	0,498	0,548	0,533	0,526	0,534	0,517
QUE/CAN	0,225	0,212	0,211	0,205	0,221	0,217	0,217	0,220	0,216
ONT/QUE	1,865	2,010	1,957	2,009	1,824	1,875	1,902	1,871	1,934
CAN/QUE	4,436	4,714	4,731	4,878	4,532	4,608	4,602	4,543	4,630
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	6,87	15,83	10,15	27,28	9,75	13,85	15,16	8,45
ONTARIO	---------	15,19	12,77	13,08	15,60	12,79	15,50	13,29	12,06
CANADA	---------	13,57	16,24	13,58	18,25	11,59	13,68	13,71	10,51
INDICE									
QUEBEC	100	106,9	123,8	136,4	173,6	190,5	216,8	249,7	270,8
ONTARIO	100	115,2	129,9	146,9	169,8	191,5	221,2	250,6	280,8
CANADA	100	113,6	132,0	149,9	177,3	197,9	224,9	255,8	282,7

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.4.f.: DEPENSES PRIVEES PER CAPITA POUR LES MEDICAMENTS ET APPAREILS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977 A 1985.

(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	61,63	72,31	81,10	88,93	102,34	108,97	115,49	120,70	135,06
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	42,75	54,55	71,31	83,06	102,04	120,10	136,73	151,32	188,89
NOUVELLE-ECOSSE	51,84	65,79	80,30	88,63	95,23	106,78	120,67	147,42	172,73
NOUVEAU-BRUNSWICK	39,61	44,62	54,92	67,87	86,88	103,63	108,77	110,17	120,57
QUEBEC	44,96	47,90	55,17	60,32	76,15	83,27	94,62	108,68	117,50
ONTARIO	63,07	71,90	80,49	90,29	103,71	115,90	132,38	148,19	164,02
MANITOBA	46,43	53,59	66,63	79,32	90,14	94,76	103,31	114,44	125,33
SASKATCHEWAN	46,32	52,15	58,66	62,54	73,94	87,65	90,52	87,54	96,14
ALBERTA	51,13	56,83	65,42	71,48	77,06	86,63	100,39	116,61	126,38
COLOMBIE-BRITANNIQUE	58,41	64,71	77,97	90,44	103,42	110,29	122,41	141,63	150,51
TERRITOIRES	(12,36)	(1,52)	(1,51)	31,39	75,58	26,69	19,61	26,10	25,30
CANADA	53,85	60,52	69,67	78,16	91,29	100,86	113,70	128,29	140,71
RATIO									
QUE/ONT	0,713	0,666	0,685	0,668	0,734	0,718	0,715	0,733	0,716
QUE/CAN	0,835	0,791	0,792	0,772	0,834	0,826	0,832	0,847	0,835
ONT/QUE	1,403	1,501	1,459	1,497	1,362	1,392	1,399	1,363	1,396
CAN/QUE	1,198	1,263	1,263	1,296	1,199	1,211	1,202	1,180	1,198
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	6,56	15,17	9,34	26,25	9,34	13,63	14,86	8,12
ONTARIO	---------	14,01	11,95	12,18	14,86	11,75	14,22	11,94	10,68
CANADA	---------	12,39	15,11	12,19	16,80	10,49	12,73	12,83	9,68
INDICE									
QUEBEC	100	106,6	122,7	134,2	169,4	185,2	210,5	241,8	261,4
ONTARIO	100	114,0	127,6	143,2	164,5	183,8	209,9	235,0	260,1
CANADA	100	112,4	129,4	145,1	169,5	187,3	211,2	238,2	261,3

Source: Tableaux B.4.e. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

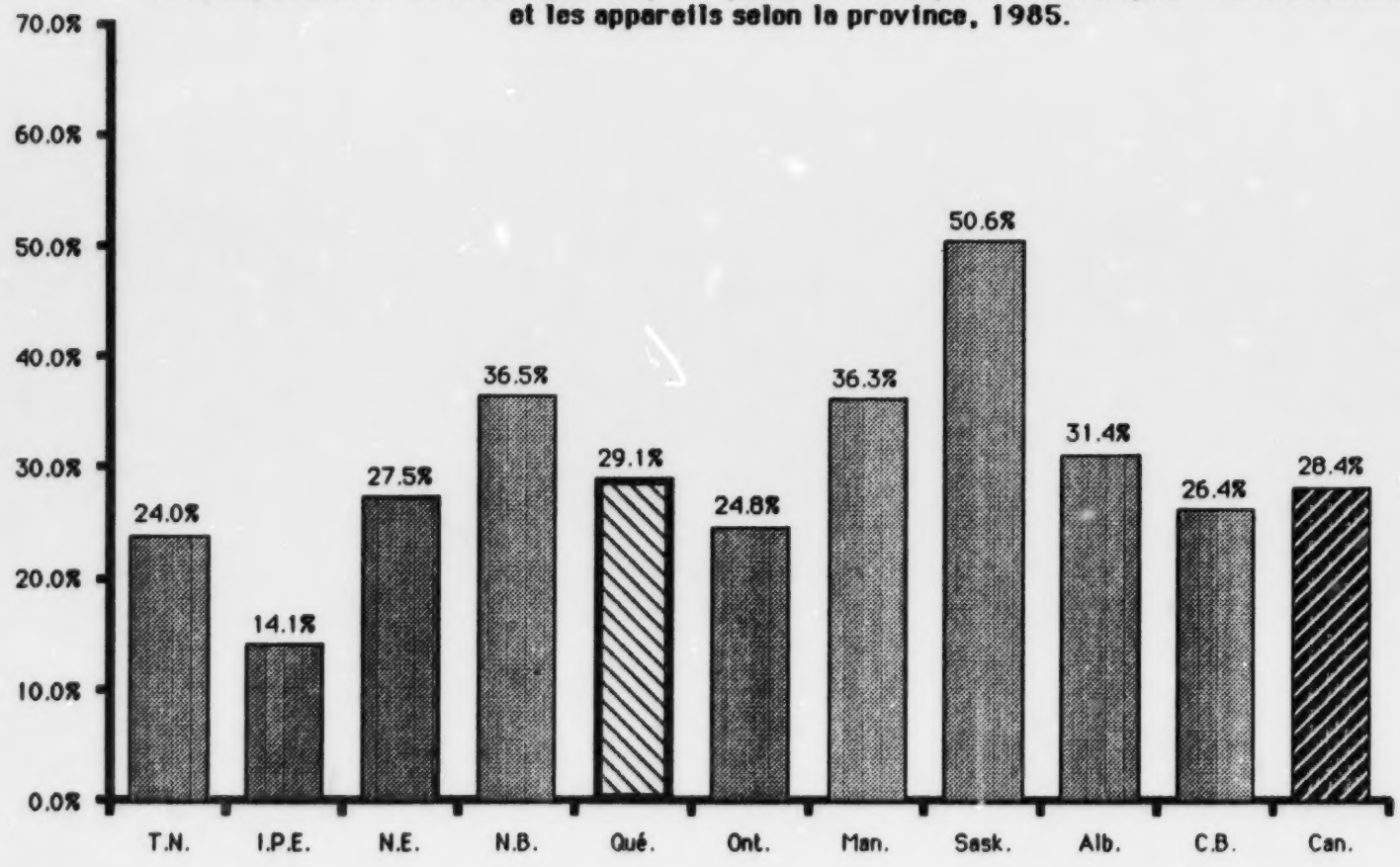
Le graphique B.4.b illustre le taux de financement public pour les médicaments et les appareils dans les dix provinces canadiennes en 1985. On constate que ce taux est peu élevé sauf en Saskatchewan où il atteint plus de 50%. Il est relativement semblable au Québec et en Ontario, se situant à 29,1% au Québec et à 24,8% en Ontario.

Cependant, le tableau B.4.g montre qu'il y a eu une forte croissance dans le taux de financement public entre 1977 et 1985. Au Québec, il est passé de 20,6% à 29,1% alors qu'en Ontario, il est passé de 16,1% à 24,8%.

B.4.3 La ventilation des dépenses pour les médicaments et les appareils en sous-catégories

Nous allons désagréger les dépenses pour les médicaments et les appareils en quatre sous-catégories, soit les médicaments prescrits, les médicaments non prescrits, les lunettes et les appareils. Cette sous-catégorisation ne correspond pas tout à fait à celle de Santé et Bien-être social Canada qui distinguait les aides auditives des autres appareils. Mais comme il s'agit d'une sous-catégorie dont les dépenses sont peu importantes, nous l'avons regroupée avec les autres prothèses et orthèses dans une sous-catégorie que nous avons appelée "appareils". Les données pour le Québec et l'Ontario par sous-catégories sont présentées aux tableaux B.4.h et B.4.i pour la période 1977 à 1985.

Graphique B.4.b : Part des dépenses publiques dans les dépenses totales pour les médicaments et les appareils selon la province, 1985.



Source : Tableau B.4.g

Tableau B.4.g.: PART DES DEPENSES PUBLIQUES DANS LES DEPENSES TOTALES POUR LES MEDICAMENTS ET APPAREILS, PAR PROVINCE, CANADA, 1977 A 1985.

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TERRE-NEUVE	13,1	12,3	14,3	16,9	18,9	20,9	22,4	24,2	24,0
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	19,0	16,5	13,0	15,0	15,0	15,0	15,5	16,4	14,1
NOUVELLE-ECOSSE	22,6	20,9	21,2	22,9	26,6	29,7	30,8	29,7	27,5
NOUVEAU-BRUNSWICK	27,9	28,6	28,8	28,4	28,9	29,8	31,8	35,5	36,5
QUEBEC	20,6	24,6	25,7	27,9	26,7	26,1	26,3	26,9	29,1
ONTARIO	16,1	16,7	17,8	19,2	21,2	23,4	24,0	24,8	24,8
MANITOBA	26,3	25,3	23,2	24,5	26,7	32,8	36,8	37,9	36,3
SASKATCHEWAN	39,4	38,2	38,0	41,3	41,9	43,0	46,8	50,8	50,6
ALBERTA	21,1	20,4	22,7	26,1	29,3	31,2	32,5	30,9	31,4
COLOMBIE-BRITANNIQUE	21,5	21,3	20,9	21,3	22,6	25,8	26,9	26,3	26,4
TERRITOIRES	120,5	102,3	102,1	58,8	13,3	70,3	82,5	78,9	80,0
CANADA	20,35	21,15	21,92	23,51	24,75	26,75	27,84	28,36	28,73
RATIO									
QUE/ONT	1,276	1,472	1,445	1,452	1,262	1,116	1,096	1,082	1,174
QUE/CAN	1,011	1,164	1,170	1,185	1,081	0,977	0,945	0,948	1,011
ONT/QUE	0,784	0,679	0,692	0,689	0,793	0,896	0,913	0,924	0,852
CAN/QUE	0,989	0,859	0,854	0,844	0,925	1,023	1,058	1,055	0,989
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	19,63	4,22	8,60	(4,02)	(2,28)	0,69	2,12	8,10
ONTARIO	---------	3,72	6,18	8,01	10,48	10,48	2,58	3,41	(0,36)
CANADA	---------	3,93	3,67	7,23	5,28	8,08	4,07	1,87	1,31
INDICE									
QUEBEC	100	119,6	124,7	135,4	130,0	127,0	127,9	130,6	141,2
ONTARIO	100	103,7	110,1	119,0	131,4	145,2	148,9	154,0	153,5
CANADA	100	103,9	107,7	115,5	121,6	131,4	136,8	139,4	141,2

Source: Tableaux B.4.a. et B.4.c.

Tableau B.4.h.: DEPENSES TOTALES POUR LES MEDICAMENTS ET APPAREILS, PAR SOUS-CATEGORIE, QUEBEC ET ONTARIO, 1977-1985.

(millions $)

QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
Médicaments prescrits	147,6	152,1	164,8	174,6	261,2	283,6	306,2	334,1	378,3
Médicaments non-prescrits	138,7	168,0	212,9	254,5	281,5	301,8	355,6	437,2	477,0
Lunettes	55,4	62,9	68,7	77,9	94,5	105,5	123,5	136,1	152,4
Appareils	14,0	17,4	24,0	26,9	32,2	37,7	46,0	57,4	70,7
ONTARIO									
Médicaments prescrits	314,8	358,9	384,9	433,1	533,7	647,4	738,4	809,4	932,6
Médicaments non-prescrits	206,6	250,4	317,3	379,3	419,4	449,6	529,9	651,5	710,8
Lunettes	85,9	97,1	103,2	115,5	149,3	182,4	217,5	238,4	256,7
Appareils	20,8	22,3	26,7	29,5	32,7	38,1	48,0	57,3	65,9
RATIO QUE./ONT.	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Médicaments prescrits	0,469	0,424	0,428	0,403	0,489	0,438	0,415	0,413	0,406
Médicaments non-prescrits	0,671	0,671	0,671	0,671	0,671	0,671	0,671	0,671	0,671
Lunettes	0,645	0,648	0,666	0,674	0,633	0,578	0,568	0,571	0,594
Appareils	0,673	0,780	0,899	0,912	0,985	0,990	0,958	1,002	1,073
RATIO ONT./QUE.									
Médicaments prescrits	2,133	2,360	2,336	2,481	2,043	2,283	2,411	2,423	2,465
Médicaments non-prescrits	1,490	1,490	1,490	1,490	1,490	1,490	1,490	1,490	1,490
Lunettes	1,551	1,544	1,502	1,483	1,580	1,729	1,761	1,752	1,684
Appareils	1,486	1,282	1,113	1,097	1,016	1,011	1,043	0,998	0,932
INDICE QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Médicaments prescrits	100	103,0	111,7	118,3	177,0	192,1	207,5	226,4	256,3
Médicaments non-prescrits	100	121,1	153,5	183,5	203,0	217,6	256,4	315,2	343,9
Lunettes	100	113,5	124,0	140,6	170,6	190,4	222,9	245,7	275,1
Appareils	100	124,3	171,4	192,1	230,0	269,3	328,6	410,0	505,0
INDICE ONTARIO									
Médicaments prescrits	100	114,0	122,3	137,6	169,5	205,7	234,6	257,1	296,3
Médicaments non-prescrits	100	121,2	153,6	183,6	203,0	217,6	256,5	315,3	344,0
Lunettes	100	113,0	120,1	134,5	173,8	212,3	253,2	277,5	298,8
Appareils	100	107,2	128,4	141,8	157,2	183,2	230,8	275,5	316,8

Source: Les dépenses nationales de santé, Canada et les provinces, Santé et Bien-être social Canada, 1975-1985.
Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.4.i.: DEPENSES PER CAPITA POUR LES MEDICAMENTS ET APPAREILS, PAR SOUS-CATEGORIE, QUEBEC ET ONTARIO, 1977-1985.

(dollars)

QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
Médicaments prescrits	23,49	24,13	26,00	27,34	40,57	43,89	47,29	51,47	58,10
Médicaments non-prescrits	22,07	26,66	33,59	39,85	43,72	46,70	54,92	67,35	73,26
Lunettes	8,82	9,98	10,84	12,20	14,68	16,33	19,08	20,97	23,41
Appareils	2,23	2,76	3,79	4,21	5,00	5,83	7,10	8,84	10,86
ONTARIO									
Médicaments prescrits	37,69	42,53	45,28	50,54	61,88	74,37	83,88	90,85	103,39
Médicaments non-prescrits	24,73	29,67	37,32	44,26	48,63	51,65	60,20	73,13	78,80
Lunettes	10,28	11,51	12,14	13,48	17,31	20,95	24,71	26,76	28,46
Appareils	2,49	2,64	3,14	3,44	3,79	4,38	5,45	6,43	7,31

RATIO QUE./ONT.	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Médicaments prescrits	0,623	0,568	0,574	0,541	0,656	0,590	0,564	0,567	0,562
Médicaments non-prescrits	0,892	0,898	0,900	0,900	0,899	0,904	0,912	0,921	0,930
Lunettes	0,857	0,867	0,893	0,905	0,848	0,779	0,772	0,784	0,822
Appareils	0,895	1,045	1,206	1,224	1,319	1,333	1,303	1,375	1,486
RATIO ONT./QUE.									
Médicaments prescrits	1,604	1,762	1,741	1,848	1,525	1,695	1,774	1,765	1,780
Médicaments non-prescrits	1,121	1,113	1,111	1,111	1,112	1,106	1,096	1,086	1,076
Lunettes	1,166	1,153	1,120	1,105	1,179	1,283	1,295	1,276	1,216
Appareils	1,118	0,957	0,830	0,817	0,758	0,750	0,767	0,727	0,673

INDICE QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Médicaments prescrits	100	102,7	110,7	116,4	172,7	186,8	201,4	219,1	247,4
Médicaments non-prescrits	100	120,8	152,2	180,6	198,1	211,6	248,8	305,1	331,9
Lunettes	100	113,2	122,9	138,4	166,5	185,2	216,4	237,8	265,5
Appareils	100	123,9	169,9	189,1	224,5	261,9	318,9	396,9	487,4
INDICE ONTARIO									
Médicaments prescrits	100	112,8	120,1	134,1	164,2	197,3	222,6	241,1	274,4
Médicaments non-prescrits	100	120,0	150,9	179,0	196,6	208,8	243,4	295,7	318,6
Lunettes	100	111,9	118,0	131,1	168,3	203,8	240,3	260,2	276,7
Appareils	100	106,1	126,1	138,2	152,3	175,8	219,0	258,3	293,4

Source: Tableaux B.4.h. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

B.4.3.1 Les médicaments prescrits

Les médicaments prescrits désignent les médicaments vendus sur ordonnance médicale à l'exclusion des ordonnances remplies dans les hôpitaux et dans les centres d'accueil (au Québec seulement). En Ontario, le coût des médicaments prescrits pour les personnes hébergées dans les "nursing homes" et dans les "homes for the aged" est assumé par le programme public de médicaments ("Ontario Drug Benefit Plan"), mais au Québec, il est compris dans le budget des centres d'accueil. Il y a donc un léger biais dans la comparaison et nous n'avons pu le corriger, n'ayant pas dans le cas de l'Ontario, la partie des coûts imputables aux personnes résidant en centre d'accueil. De plus, nous avons inclus dans cette sous-catégorie certains médicaments vendus sans ordonnance mais couverts par l'Ontario Drug Benefit Plan.

Une proportion importante des dépenses pour les médicaments prescrits sont des dépenses publiques dans les deux provinces, soit 65% au Québec et 41% en Ontario. Le fort taux de financement public au Québec est dû principalement au niveau très faible des dépenses privées.

En termes d'évolution, on constate, au tableau B.4.i, que les dépenses per capita ont crû plus rapidement en Ontario qu'au Québec entre 1977 et 1985, soit de 174% en Ontario contre 147% au Québec. L'écart entre le Québec et l'Ontario s'est accru car les dépenses per capita qui étaient 60% supérieures en Ontario en 1977 sont 78% supérieures en 1985.

Cependant, il existe une différence importante entre les dépenses publiques et les dépenses privées. Ainsi, en 1985, les dépenses publiques per capita de l'Ontario sont supérieures à celles du Québec de 13% alors que les dépenses privées per capita sont supérieures de 200%.

Au niveau des personnes âgées de 65 ans et plus qui constituent la principale clientèle couverte par les programmes publics, les dépenses per capita sont 38% supérieures en Ontario. Le principal facteur explicatif est le nombre de bénéficiaires qui est 21% plus élevé sur une base per capita. Ce nombre élevé de bénéficiaires en Ontario s'explique par la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus qui est 10% plus élevée de même que par une plus grande couverture du programme. En effet, le programme ontarien couvre les résidents des centres d'accueil ("nursing homes", "homes for the aged") ainsi que les bénéficiaires des programmes de soins à domicile; au Québec, au niveau des centres d'accueil, les médicaments font partie du budget de l'établissement et la partie "médicaments" dans les programmes de soins à domicile est presque inexistante. En plus du nombre de bénéficiaires, l'autre facteur important est le coût moyen par bénéficiaire qui est 14% plus élevé en Ontario. Il est toutefois difficile de dire si cet écart est dû à une différence dans les prix ou dans la consommation. Selon certaines informations provenant du Conseil consultatif en pharmacologie, même si le nombre de prescriptions par bénéficiaire est identique au Québec et en Ontario, la durée de la

prescription serait plus longue en Ontario de telle sorte que la consommation par bénéficiaire serait environ 10% plus élevée. L'effet de prix serait alors négligeable.

Au niveau du programme public pour les assistés sociaux, les dépenses per capita sont 60% plus élevées au Québec. Le principal facteur explicatif est le nombre de bénéficiaires qui est 40% plus élevé au Québec sur une base per capita. L'autre facteur est le coût moyen par bénéficiaire qui est 14% plus élevé au Québec. Comme le nombre de prescriptions par bénéficiaire est également 14% plus élevé au Québec, il est logique de penser que la consommation réelle par bénéficiaire soit plus élevée même si l'on tient compte d'une certaine pondération pour la durée de la prescription. En conséquence, les bénéficiaires de l'aide sociale seraient l'une des rares clientèles qui consomment plus de médicaments prescrits que leurs équivalents ontariens.

Finalement, l'écart énorme au niveau des dépenses privées per capita qui sont 200% supérieures en Ontario s'explique principalement par une plus grande consommation en Ontario. La plus grande couverture des régimes privés d'assurance dans ce domaine ainsi que le profil de pratique du médecin ontarien semblent être deux facteurs qui encouragent cette forte consommation.

B.4.3.2 Les médicaments non prescrits

Cette sous-catégorie désigne les médicaments vendus sans ordonnance médicale. La totalité de ces dépenses constitue des dépenses privées autant au Québec qu'en Ontario.

En termes d'évolution, on constate, au tableau B.4.i, que les dépenses per capita se sont accrues de façon relativement semblable au Québec et en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 232% au Québec et de 212% en Ontario. Il faut souligner que ces taux de croissance sont très supérieurs à ceux des médicaments prescrits. La consommation des médicaments non prescrits est donc en hausse dans les deux provinces.

En 1985, les dépenses per capita de l'Ontario sont seulement de 8% supérieures à celles du Québec. Le faible écart entre les deux provinces s'explique probablement par le fait qu'il s'agit de dépenses totalement à la charge des individus et non couvertes par des régimes publics ou privés d'assurance. La consommation et les prix payés sont donc semblables d'une province à l'autre.

B.4.3.3 Les lunettes

Cette sous-catégorie comprend tous les coûts reliés à la vente de lunettes et de verres de contact. Ces coûts correspondent aux

revenus bruts des opticiens d'ordonnance et des optométristes, sauf pour la partie des services optométriques couverts par les régimes publics d'assurance-maladie. Il s'agit de dépenses privées presque à 100% puisque la couverture des lunettes par les programmes publics ne s'étend qu'aux bénéficiaires de l'aide sociale. La partie publique des dépenses est environ de 3% au Québec et de 1% en Ontario.

En termes d'évolution, on constate, au tableau B.4.i, que les dépenses per capita se sont accrues de façon relativement semblable au Québec et en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 165% au Québec et de 177% en Ontario. Comme il s'agit de dépenses privées, il est probable que les prix évoluent de façon semblable d'une province à l'autre.

En 1985, les dépenses per capita de l'Ontario sont quand même 22% supérieures à celles du Québec. Cet écart peut paraître paradoxal car on avait vu que la consommation de services optométriques et le nombre d'optométristes étaient plus élevés au Québec. Cependant, lorsqu'on combine le nombre d'opticiens et le nombre d'optométristes, le portrait change complètement. Ainsi, le nombre d'opticiens per capita est 89% plus élevé en Ontario alors que le nombre d'optométristes per capita est 48% plus élevé au Québec. Lorsqu'on regroupe les deux catégories, le nombre combiné d'optométristes et d'opticiens devient 11% plus élevé en Ontario.

En conséquence, si le nombre combiné d'optométristes et d'opticiens est plus élevé en Ontario, il apparaît normal que les dépenses pour les lunettes soient plus élevées et il est probable que la consommation soit plus élevée. Il est possible qu'il y ait plus d'employeurs qui paient les lunettes pour leurs employés et que cela encourage la consommation. Nous n'avons pas toutes les données pour expliquer cette plus forte consommation en Ontario.

B.4.3.4 Les appareils

Cette sous-catégorie comprend le coût de tous les types de prothèses et d'appareils pour les personnes handicapées incluant les appareils orthopédiques, les aides visuelles, les aides auditives, les prothèses mammaires, les prothèses oculaires, les appareils pour les stomisés permaments, les fauteuils roulants, les bandages herniaires, etc.

En termes d'évolution, on constate, au tableau B.4.i, que les dépenses per capita pour cette sous-catégorie se sont accrues de façon beaucoup plus élevée au Québec qu'en Ontario entre 1977 et 1985, soit de 389% au Québec et de 194% en Ontario.

Cette forte croissance au Québec serait due à l'extension des programmes universels administrés par la RAMQ de même que

l'évolution très rapide des coûts du programme de besoins spéciaux administré par l'Office des personnes handicapés du Québec (OPHQ). Ainsi, au niveau de la RAMQ, les programmes suivants ont été développés depuis une dizaine d'années: le programme de prothèses, d'orthèses, d'appareils orthopédiques, de dispositifs et autres équipements en juillet 1975, le programme de prothèses mammaires en janvier 1978, le programme d'aides visuelles pour les moins de 36 ans en décembre 1978 extensionné à certains bénéficiaires de 36 ans et plus en septembre 1981, le programme d'aides visuelles pour les moins de 36 ans en août 1979 extensionné à certains bénéficiaires de 36 ans et plus en juillet 1981, les programmes de prothèses oculaires et d'appareils aux stomisés permanents en avril 1981. Quant au programme de besoins spéciaux de l'OPHQ, les coûts sont passés de 1,0 million$ en 1980 à 8,6 millions $ en 1985. L'Ontario administre un programme d'appareils orthopédiques depuis juillet 1982 seulement et ce programme est limité à certaines clientèles.

B.5 LES AUTRES DÉPENSES DE SANTÉ

Cette catégorie regroupe le coût des dépenses de santé qui ne peuvent être classées dans les autres catégories. Comme il s'agit d'une catégorie résiduelle, il n'y a pas nécessairement de fil conducteur qui relie ces divers types de dépenses.

Au niveau des dépenses publiques, sont incluses dans cette catégorie les dépenses d'administration des ministères, des régies et des conseils régionaux, les dépenses de prévention et de santé communautaire, la recherche médicale, les immobilisations et les équipements des établissements, les subventions aux organismes bénévoles de santé, les dépenses pour la santé au travail et la sécurité dans les lieux publics.

Les dépenses privées comprennent les dépenses d'administration et les profits des compagnies privées d'assurance-santé, les immobilisation privées dans le domaine de la santé (incluant les cliniques médicales, les cliniques dentaires, etc.), les dépenses non subventionnées des organismes bénévoles et les dépenses des employeurs pour la santé et la sécurité au travail.

Par rapport aux données de Santé et Bien-être social Canada, cette catégorie a fait l'objet d'ajustements importants pour le Québec et l'Ontario afin de rendre les données comparables; l'annexe 2 décrit ces

ajustements. Il est à noter que les données de Santé et Bien-être social Canada sont un peu déficientes pour certaines provinces comme l'Ile-du-Prince-Edouard, l'Alberta et la Colombie-Britannique où les dépenses privées pour les immobilisations sont négatives. Ceci est dû à la méthodologie utilisée par Santé et Bien-être social Canada qui calcule les immobilisations privées en soustrayant les immobilisations publiques (calculées à partir des comptes publics) des immobilisations totales (calculées à partir d'une enquête de Statistique Canada sur les immobilisations). Donc, il y a probablement une sous-estimation des immobilisations totales mais nous ne sommes pas en mesure de corriger les données au niveau des immobilisations privées.

B.5.1 Les dépenses totales pour les autres dépenses de santé

Les dépenses totales pour les autres dépenses de santé sont présentées aux tableaux B.5.a et B.5.b. Pour la période 1977 à 1985, on constate que les dépenses per capita ont crû à un rythme légèrement plus élevé au Québec qu'en Ontario, soit de 142% contre 132%. Cependant, on constate des variations très importantes dans les taux annuels de croissance autant au Québec qu'en Ontario. Ainsi, au Québec, entre 1979 et 1980, le taux de croissance annuel est passé de -0,2% à 22,6%; en Ontario, entre 1984 et 1985, ce taux est passé de 9,0% à -0,3%. Ces variations sont dues aux données sur les immobilisations qui varient fortement d'une année à l'autre.

Tableau B.5.a.: AUTRES DEPENSES DE SANTE, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	44,0	47,3	50,6	51,0	64,4	73,3	98,7	99,5	98,0
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	8,2	11,4	17,7	31,1	26,8	22,3	17,5	16,7	18,0
NOUVELLE-ECOSSE	51,2	48,2	52,2	61,5	88,9	95,3	95,1	107,0	117,9
NOUVEAU-BRUNSWICK	44,2	51,0	64,3	76,8	88,3	101,1	105,5	115,8	115,8
QUEBEC (b)	438,6	507,9	510,0	629,8	672,2	729,9	856,4	1 007,9	1 099,7
ONTARIO (b)	612,1	661,9	762,6	878,1	1 003,7	1 192,0	1 377,3	1 519,9	1 534,1
MANITOBA	96,9	97,6	110,2	151,2	184,2	192,2	202,2	228,4	268,4
SASKATCHEWAN	91,2	82,9	99,8	116,1	126,3	143,5	156,1	195,1	209,7
ALBERTA	180,5	235,2	305,4	520,0	620,4	879,6	826,5	746,3	716,9
COLOMBIE-BRITANNIQUE	248,6	268,7	318,3	420,6	553,7	534,3	495,5	491,1	482,7
TERRITOIRES	13,4	15,8	12,1	16,4	20,8	45,4	60,6	64,5	77,0
CANADA	1 828,9	2 027,9	2 303,2	2 952,6	3 449,7	4 008,9	4 291,4	4 592,2	4 738,2
RATIO									
QUE/ONT	0,717	0,767	0,669	0,717	0,670	0,612	0,622	0,663	0,717
QUE/CAN	0,240	0,250	0,221	0,213	0,195	0,182	0,200	0,219	0,232
ONT/QUE	1,396	1,303	1,495	1,394	1,493	1,633	1,608	1,508	1,395
CAN/QUE	4,170	3,993	4,516	4,688	5,132	5,492	5,011	4,556	4,309
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	15,80	0,41	23,49	6,73	8,58	17,33	17,69	9,11
ONTARIO	---------	8,14	15,21	15,15	14,30	18,76	15,55	10,35	0,93
CANADA	---------	10,88	13,58	28,20	16,84	16,21	7,05	7,01	3,18
INDICE									
QUEBEC	100	115,8	116,3	143,6	153,3	166,4	195,3	229,8	250,7
ONTARIO	100	108,1	124,6	143,5	164,0	194,7	225,0	248,3	250,6
CANADA	100	110,9	125,9	161,4	188,6	219,2	234,6	251,1	259,1

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.5.b.: DEPENSES PER CAPITA, AUTRES DEPENSES DE SANTE, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	78,60	84,24	89,80	90,17	113,44	129,46	172,70	173,80	171,45
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	68,73	94,21	145,08	253,26	218,78	182,19	141,59	133,71	142,86
NOUVELLE-ECOSSE	61,44	57,55	62,01	72,77	104,91	112,20	110,98	123,81	135,41
NOUVEAU-BRUNSWICK	64,61	74,12	92,93	110,44	126,79	145,11	150,01	163,56	162,92
QUEBEC (b)	69,80	80,59	80,46	98,62	104,41	112,95	132,27	155,27	168,89
ONTARIO (b)	73,28	78,43	89,70	102,47	116,38	136,93	156,46	170,60	170,08
MANITOBA	94,32	94,57	107,20	147,53	179,50	186,04	193,42	216,55	251,97
SASKATCHEWAN	97,55	87,86	104,91	121,01	130,43	146,94	157,88	195,20	208,06
ALBERTA	94,37	118,60	148,77	242,92	277,30	379,84	353,07	318,67	305,47
COLOMBIE-BRITANNIQUE	99,46	105,69	122,92	157,76	201,77	191,70	176,17	172,55	168,25
TERRITOIRES	207,11	239,39	182,23	245,14	302,33	637,64	848,74	885,99	1025,30
CANADA	78,59	86,23	96,99	122,81	141,72	163,06	173,10	183,80	188,22
RATIO									
QUE/ONT	0,952	1,028	0,897	0,962	0,897	0,825	0,845	0,910	0,993
QUE/CAN	0,888	0,935	0,830	0,803	0,737	0,693	0,764	0,845	0,897
ONT/QUE	1,050	0,973	1,115	1,039	1,115	1,212	1,183	1,099	1,007
CAN/QUE	1,126	1,070	1,205	1,245	1,357	1,444	1,309	1,184	1,114
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	15,46	(0,16)	22,58	5,87	8,18	17,11	17,38	8,77
ONTARIO	---------	7,03	14,38	14,23	13,57	17,67	14,26	9,04	(0,30)
CANADA	---------	9,73	12,47	26,62	15,40	15,06	6,16	6,18	2,40
INDICE									
QUEBEC	100	115,5	115,3	141,3	149,6	161,8	189,5	222,5	242,0
ONTARIO	100	107,0	122,4	139,8	158,8	186,9	213,5	232,8	232,1
CANADA	100	109,7	123,4	156,3	180,3	207,5	220,3	233,9	239,5

Source: Tableaux B.5.a. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

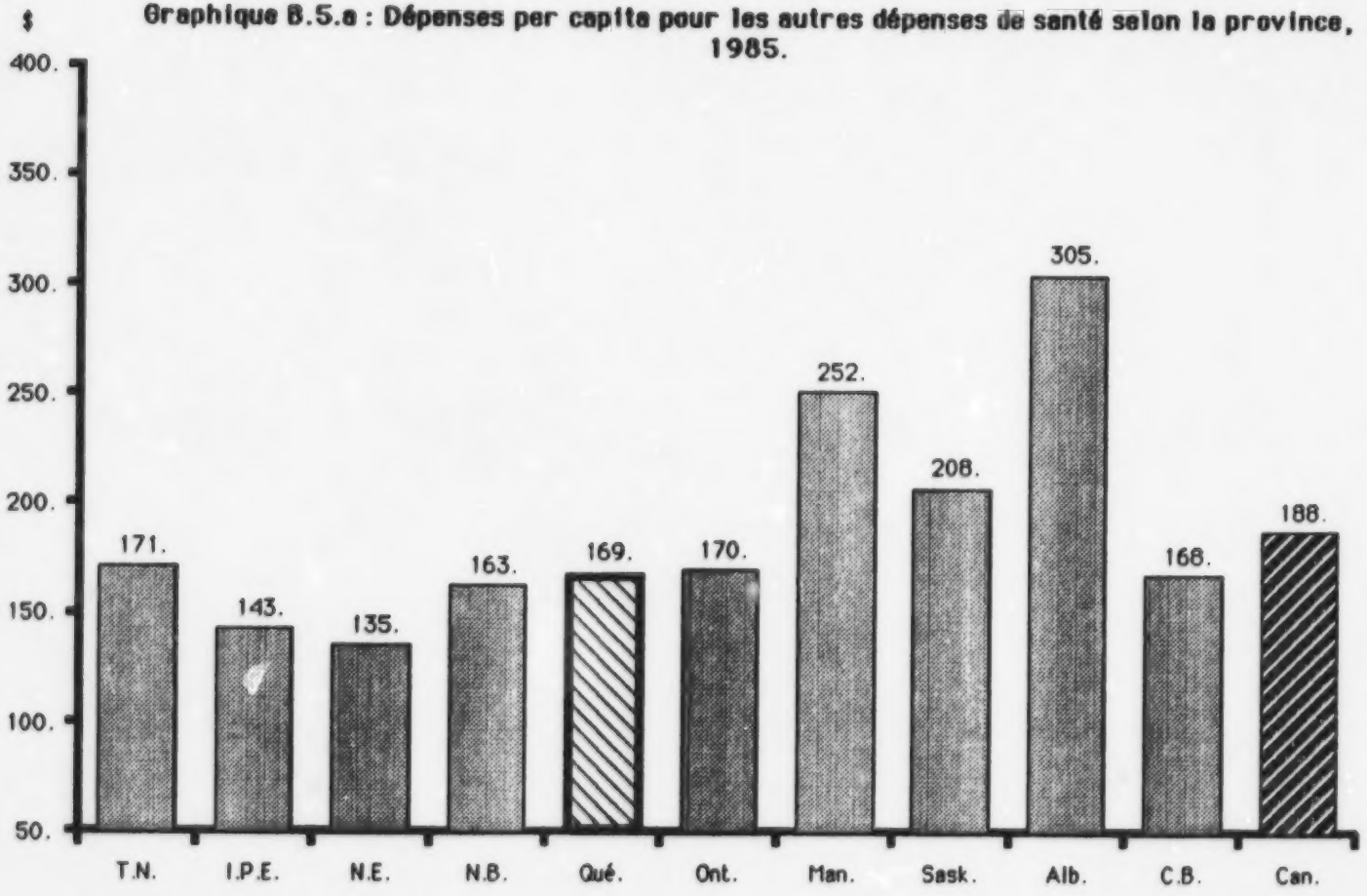
De plus, comme on le verra plus loin, même si le taux de croissance des autres dépenses de santé est relativement semblable au Québec et en Ontario pour la période 1977-1985, il y a des différences importantes au niveau des sous-catégories, la croissance étant plus élevée au Québec dans les immobilisations et la recherche médicale et plus élevée en Ontario dans l'administration et la santé publique.

Au graphique B.5.a, on constate que le Québec et l'Ontario dépensent le même montant par habitant pour les autres dépenses de santé en 1985, soit 169$ pour le Québec et 170$ pour l'Ontario. Seules les trois provinces des Prairies, en particulier l'Alberta, semblent avoir des dépenses relativement élevées dans ce domaine, et cela même si l'Alberta présente une dépense négative de plus de 17$ par habitant au niveau des dépenses privées.

B.5.2 Les dépenses publiques et privées pour les autres dépenses de santé

Lorsqu'on analyse l'évolution des autres dépenses de santé selon la source de financement, telle que présentée aux tableaux B.5.c à B.5.f, on constate une fois de plus que les dépenses privées croissent beaucoup plus rapidement que les dépenses publiques autant au Québec qu'en Ontario. Si l'on considère la période 1977-1985, la croissance des dépenses privées a été de 2,5 fois supérieure à celle

Graphique B.5.a : Dépenses per capita pour les autres dépenses de santé selon la province, 1985.



Source : Tableau B.5.b

Tableau B.5.c.: AUTRES DEPENSES DE SANTE ,PUBLIQUES TOTALES, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	43,0	33,4	36,7	38,2	46,3	58,5	66,3	64,9	73,0
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	7,4	7,9	8,6	11,4	13,7	14,3	17,3	19,5	19,8
NOUVELLE-ECOSSE	37,2	40,0	42,2	55,5	72,1	81,0	80,2	84,5	91,6
NOUVEAU-BRUNSWICK	36,5	40,3	49,2	59,3	68,0	81,0	79,9	83,9	85,2
QUEBEC (b)	357,3	359,7	373,1	378,0	401,2	521,7	656,7	790,8	782,9
ONTARIO (b)	425,3	435,4	477,9	563,6	672,7	732,3	776,9	878,2	884,1
MANITOBA	61,5	60,5	70,9	99,4	112,2	123,2	134,2	153,6	179,0
SASKATCHEWAN	55,6	58,8	73,8	92,1	101,7	112,4	109,8	123,8	147,6
ALBERTA	142,4	225,2	361,8	426,5	501,0	625,3	753,1	708,3	757,8
COLOMBIE-BRITANNIQUE	120,9	167,5	251,5	283,2	371,1	396,0	418,8	447,8	496,7
TERRITOIRES	11,9	14,4	12,2	15,0	18,2	39,8	59,6	67,7	79,4
CANADA	1 299,0	1 443,1	1 757,9	2 022,2	2 378,2	2 785,5	3 152,8	3 423,0	3 597,1
RATIO									
QUE/ONT	0,840	0,826	0,781	0,671	0,596	0,712	0,845	0,900	0,886
QUE/CAN	0,275	0,249	0,212	0,187	0,169	0,187	0,208	0,231	0,218
ONT/QUE	1,190	1,210	1,281	1,491	1,677	1,404	1,183	1,111	1,129
CAN/QUE	3,636	4,012	4,712	5,350	5,928	5,339	4,801	4,329	4,595
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	0,67	3,73	1,31	6,14	30,03	25,88	20,42	(1,00)
ONTARIO	---------	2,37	9,76	17,93	19,36	8,86	6,09	13,04	0,67
CANADA	---------	11,09	21,81	15,03	17,60	17,13	13,19	8,57	5,09
INDICE									
QUEBEC	100	100,7	104,4	105,8	112,3	146,0	183,8	221,3	219,1
ONTARIO	100	102,4	112,4	132,5	158,2	172,2	182,7	206,5	207,9
CANADA	100	111,1	135,3	155,7	183,1	214,4	242,7	263,5	276,9

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.5.d.: AUTRES DEPENSES DE SANTE, PUBLIQUES PER CAPITA, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	76,81	59,48	65,13	67,54	81,56	103,32	116,01	113,36	127,71
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	62,03	65,29	70,49	92,83	111,84	116,83	139,97	156,12	157,14
NOUVELLE-ECOSSE	44,64	47,76	50,13	65,67	85,08	95,36	93,59	97,78	105,20
NOUVEAU-BRUNSWICK	53,35	58,57	71,11	85,27	97,65	116,26	113,61	118,50	119,86
QUEBEC (b)	56,86	57,07	58,86	59,19	62,32	80,73	101,43	121,82	120,24
ONTARIO (b)	50,92	51,59	56,21	65,77	78,00	84,12	88,25	98,57	98,02
MANITOBA	59,86	58,62	68,97	96,99	109,34	119,25	128,37	145,63	168,04
SASKATCHEWAN	59,47	62,32	77,58	96,00	105,03	115,09	111,05	123,86	146,44
ALBERTA	74,45	113,56	176,25	199,24	223,93	270,03	321,71	302,45	322,89
COLOMBIE-BRITANNIQUE	48,37	65,89	97,13	106,23	135,23	142,08	148,90	157,34	173,13
TERRITOIRES	183,93	218,18	183,73	224,22	264,53	558,99	834,73	929,95	1 057,26
CANADA	770,69	858,34	975,59	1 158,95	1 354,50	1 802,07	2 197,63	2 365,39	2 595,95
RATIO									
QUE/ONT	1,117	1,106	1,047	0,900	0,799	0,960	1,149	1,236	1,227
QUE/CAN	0,074	0,066	0,060	0,051	0,046	0,045	0,046	0,052	0,046
ONT/QUE	0,895	0,904	0,955	1,111	1,252	1,042	0,870	0,809	0,815
CAN/QUE	13,554	15,039	16,575	19,580	21,736	22,321	21,666	19,417	21,590
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	0,38	3,13	0,56	5,28	29,56	25,64	20,10	(1,30)
ONTARIO	---------	1,33	8,96	16,99	18,60	7,86	4,91	11,69	(0,56)
CANADA	---------	11,37	13,66	18,79	16,87	33,04	21,95	7,63	9,75
INDICE									
QUEBEC	100	100,4	103,5	104,1	109,6	142,0	178,4	214,3	211,5
ONTARIO	100	101,3	110,4	129,2	153,2	165,2	173,3	193,6	192,5
CANADA	100	111,4	126,6	150,4	175,8	233,8	285,2	306,9	336,8

Source: Tableaux B.5.c. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

Tableau B.5.e.: AUTRES DEPENSES DE SANTE, PRIVEES TOTALES, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(millions $)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	1,0	13,9	13,9	12,8	18,1	14,8	32,4	34,6	25,0
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	0,8	3,5	9,1	19,7	13,1	8,0	0,2	(2,8)	(1,8)
NOUVELLE-ECOSSE	14,0	8,2	10,0	6,0	16,8	14,3	14,9	22,5	26,3
NOUVEAU-BRUNSWICK	7,7	10,7	15,1	17,5	20,3	20,1	25,6	31,9	30,6
QUEBEC (b)	81,3	148,2	136,9	251,8	271,0	208,2	199,7	217,1	316,8
ONTARIO (b)	186,8	226,5	284,7	314,5	331,0	459,7	600,4	641,7	650,0
MANITOBA	35,4	37,1	39,3	51,8	72,0	69,0	68,0	74,8	89,4
SASKATCHEWAN	35,6	24,1	26,0	24,0	24,6	31,1	46,3	71,3	62,1
ALBERTA	38,1	10,0	(56,4)	93,5	119,4	254,3	73,4	38,0	(40,9)
COLOMBIE-BRITANNIQUE	127,7	101,2	66,8	137,4	182,6	138,3	76,7	43,3	(14,0)
TERRITOIRES	1,5	1,4	(0,1)	1,4	2,6	5,6	1,0	(3,2)	(2,4)
CANADA	529,9	584,8	545,3	930,4	1 071,5	1 223,4	1 138,6	1 169,2	1 141,1
RATIO									
QUE/ONT	0,435	0,654	0,481	0,801	0,819	0,453	0,333	0,338	0,487
QUE/CAN	0,153	0,253	0,251	0,271	0,253	0,170	0,175	0,186	0,278
ONT/QUE	2,298	1,528	2,080	1,249	1,221	2,208	3,007	2,956	2,052
CAN/QUE	6,518	3,946	3,983	3,695	3,954	5,876	5,702	5,386	3,602
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	82,29	(7,62)	83,93	7,63	(23,17)	(4,08)	8,71	45,92
ONTARIO	---------	21,25	25,70	10,47	5,25	38,88	30,61	6,88	1,29
CANADA	---------	10,36	(6,75)	70,62	15,17	14,18	(6,93)	2,69	(2,48)
INDICE									
QUEBEC	100	182,3	168,4	309,7	333,3	256,1	245,6	267,0	389,7
ONTARIO	100	121,3	152,4	168,4	177,2	246,1	321,4	343,5	348,0
CANADA	100	110,4	102,9	175,6	202,2	230,9	214,9	220,6	215,3

Sources: Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Santé et Bien-être social Canada.

Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.5.f.: AUTRES DEPENSES DE SANTE, PRIVEES PER CAPITA, PAR PROVINCE, CANADA, 1977-1985.

(dollars)

PROVINCE	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
TERRE-NEUVE	1,79	24,76	24,67	22,63	31,88	26,14	56,69	60,44	43,74
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD	6,71	28,93	74,59	160,42	106,94	65,36	1,62	(22,42)	(14,29)
NOUVELLE-ECOSSE	16,80	9,79	11,88	7,10	19,83	16,84	17,39	26,04	30,21
NOUVEAU-BRUNSWICK	11,26	15,55	21,82	25,17	29,15	28,85	36,40	45,06	43,05
QUEBEC (b)	12,94	23,51	21,60	39,43	42,09	32,22	30,84	33,44	48,65
ONTARIO (b)	22,36	26,84	33,49	36,70	38,38	52,81	68,20	72,03	72,06
MANITOBA	34,46	35,95	38,23	50,54	70,16	66,79	65,05	70,92	83,93
SASKATCHEWAN	38,08	25,54	27,33	25,02	25,41	31,85	46,83	71,34	61,61
ALBERTA	19,92	5,04	(27,47)	43,68	53,37	109,82	31,36	16,23	(17,43)
COLOMBIE-BRITANNIQUE	51,09	39,81	25,80	51,54	66,54	49,62	27,27	15,21	(4,88)
TERRITOIRES	23,18	21,21	(1,51)	20,93	37,79	78,65	14,01	(43,96)	(31,96)
CANADA	22,77	24,87	22,96	38,70	44,02	49,76	45,93	46,80	45,33
RATIO									
QUE/ONT	0,579	0,876	0,645	1,074	1,097	0,610	0,452	0,464	0,675
QUE/CAN	0,568	0,946	0,941	1,019	0,956	0,647	0,672	0,715	1,073
ONT/QUE	1,729	1,141	1,551	0,931	0,912	1,639	2,211	2,154	1,481
CAN/QUE	1,760	1,058	1,063	0,981	1,046	1,544	1,489	1,399	0,932
% DE VARIATION									
QUEBEC	---------	81,76	(8,16)	82,57	6,75	(23,46)	(4,27)	8,43	45,48
ONTARIO	---------	20,01	24,78	9,59	4,58	37,60	29,15	5,61	0,05
CANADA	---------	9,21	(7,66)	68,53	13,75	13,04	(7,71)	1,89	(3,14)
INDICE									
QUEBEC	100	181,8	166,9	304,8	325,3	249,0	238,4	258,5	376,1
ONTARIO	100	120,0	149,8	164,1	171,6	236,1	305,0	322,1	322,2
CANADA	100	109,2	100,9	170,0	193,3	218,5	201,7	205,5	199,1

Source: Tableaux B.5.e. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

des dépenses publiques au Québec et de 2,4 fois supérieure en Ontario. La croissance des dépenses privées au Québec est explicable principalement par la forte augmentation des immobilisations du secteur privé, particulièrement entre 1984 et 1985. En Ontario, en plus de la croissance très forte des immobilisations privées, on note une bonne progression des dépenses d'administration et des profits des compagnies privées d'assurance qui sont 3,6 fois plus élevés en 1985 qu'en 1977.

Malgré une croissance plus forte au Québec, les dépenses privées per capita demeurent 48% plus élevées au Ontario en 1985. Ceci est explicable par des dépenses beaucoup plus élevées au niveau de l'administration des compagnies privées d'assurance (152% supérieures), des immobilisations (32% supérieures), de la recherche médicale (169% supérieures) et des dépenses des employeurs pour la santé au travail (32% supérieures).

En contrepartie, les dépenses publiques per capita sont 23% plus élevées au Québec en 1985. Cet écart est explicable principalement par le niveau des immobilisations publiques (163% supérieures) et la recherche médicale subventionnée par le gouvernement (47% supérieures).

B.5.3 La ventilation des autres dépenses de santé en sous-catégories

Nous avons désagrégé les autres dépenses de santé en cinq sous-catégories. Santé et Bien-être social Canada distinguait également cinq sous-catégories: l'administration d'assurance, la santé publique, les immobilisations, la recherche et les autres dépenses de santé.

Nous avons regroupé les dépenses d'administration d'assurance et de santé publique à cause de la difficulté de séparer l'administration d'assurance dans les dépenses publiques. Par exemple, au Québec, seules les dépenses de la RAMQ et une petite partie des dépenses du ministère de la Santé et des Services sociaux (la direction générale des programmes de santé) étaient incluses dans l'administration d'assurance. Or, si l'on considère le programme d'assurance-hospitalisation, toutes les directions du ministère (administration, systèmes, budget, planification, etc.) sont plus ou moins impliquées dans l'administration de ce programme. De même, la majeure partie des dépenses d'opération des CRSSS constituent des dépenses d'administration régionale du programme d'assurance-hospitalisation. Il n'est pas facile dans un premier temps de séparer l'administration d'assurance pour avoir des chiffres comparables entre le Québec et l'Ontario.

En plus, nous avons désagrégé la sous-catégorie "autres dépenses" en deux sous-catégories, soit les associations bénévoles et la santé au travail, car ces sous-catégories représentent des problématiques différentes et les données sur les dépenses étaient désagrégées dans la bande de micro-données. Les données évolutives pour le Québec et l'Ontario pour ces sous-catégories sont présentées aux tableaux B.5.g et B.5.h.

B.5.3.1 L'administration et la santé publique

Les dépenses publiques incluses dans cette sous-catégorie comprennent pour le Québec les dépenses d'administration du ministère de la Santé et des Services sociaux (à 93%), de la RAMQ, des CRSSS et de l'OPHQ et les dépenses de prévention dans les CLSC et les départements de santé communautaire. Dans le cas de l'Ontario, sont incluses les dépenses d'administration du ministère de la Santé, du ministère des Services sociaux et communautaires (à 35%), des conseils de districts, des agences locales et les dépenses des divers programmes de prévention ("family planning", "tuberculosis prevention", "outbreak of diseases", etc.) du ministère de la Santé et des agences locales.

Sont aussi incluses comme dépenses publiques les dépenses d'administration et de prévention (contrôle de la qualité des aliments, des médicaments, de l'environnement, etc.) de Santé et Bien-être

Tableau B.5.g.: DEPENSES TOTALES POUR LES AUTRES DEPENSES DE SANTE, PAR SOUS-CATEGORIE, QUEBEC ET ONTARIO, 1977-1985.

(millions $)

QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
Administration - santé publique	209,8	213,2	229,0	250,6	279,2	305,4	345,6	442,5	449,5
Immobilisations	143,2	194,7	167,0	248,5	246,3	262,6	317,5	354,1	432,5
Recherche	36,9	42,7	45,3	54,9	62,9	69,4	82,4	89,0	99,2
Associations bénévoles	10,6	11,9	13,3	16,2	18,0	20,3	21,1	22,5	25,1
Santé au travail	37,5	44,9	55,3	59,6	65,8	72,2	89,8	99,8	93,4
ONTARIO									
Administration - santé publique	278,2	267,8	344,0	392,0	461,4	507,9	565,1	628,2	661,7
Immobilisations	207,1	243,6	251,3	290,7	320,2	434,6	542,8	605,4	569,7
Recherche	59,0	69,1	72,0	82,4	93,5	109,1	117,7	122,1	127,0
Associations bénévoles	14,2	16,0	17,8	21,7	24,2	27,3	28,7	30,8	34,6
Santé au travail	52,8	64,7	77,4	91,3	104,4	113,1	123,0	133,4	141,1
RATIO QUE./ONT.	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Administration - santé publique	0,754	0,796	0,666	0,639	0,605	0,601	0,612	0,704	0,679
Immobilisations	0,691	0,799	0,665	0,855	0,769	0,604	0,585	0,585	0,759
Recherche	0,625	0,618	0,629	0,666	0,673	0,636	0,700	0,729	0,781
Associations bénévoles	0,746	0,744	0,747	0,747	0,744	0,744	0,735	0,731	0,725
Santé au travail	0,710	0,694	0,714	0,653	0,630	0,638	0,730	0,748	0,662
RATIO ONT./QUE.									
Administration - santé publique	1,326	1,256	1,502	1,564	1,653	1,663	1,635	1,420	1,472
Immobilisations	1,446	1,251	1,505	1,170	1,300	1,655	1,710	1,710	1,317
Recherche	1,599	1,618	1,589	1,501	1,486	1,572	1,428	1,372	1,280
Associations bénévoles	1,340	1,345	1,338	1,340	1,344	1,345	1,360	1,369	1,378
Santé au travail	1,408	1,441	1,400	1,532	1,587	1,566	1,370	1,337	1,511
INDICE QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Administration - santé publique	100	101,6	109,2	119,4	133,1	145,6	164,7	210,9	214,3
Immobilisations	100	136,0	116,6	173,5	172,0	183,4	221,7	247,3	302,0
Recherche	100	115,7	122,8	148,8	170,5	188,1	223,3	241,2	268,8
Associations bénévoles	100	112,3	125,5	152,8	169,8	191,5	199,1	212,3	236,8
Santé au travail	100	119,7	147,5	158,9	175,5	192,5	239,5	266,1	249,1
INDICE ONTARIO									
Administration - santé publique	100	96,3	123,7	140,9	165,9	182,6	203,1	225,8	237,9
Immobilisations	100	117,6	121,3	140,4	154,6	209,9	262,1	292,3	275,1
Recherche	100	117,1	122,0	139,7	158,5	184,9	199,5	206,9	215,3
Associations bénévoles	100	112,7	125,4	152,8	170,4	192,3	202,1	216,9	243,7
Santé au travail	100	122,5	146,6	172,9	197,7	214,2	233,0	252,7	267,2

Source: Les dépenses nationales de santé, Canada et les provinces, Santé et Bien-être social Canada, 1975-1985.
Service des études opérationnelles, corrections apportées aux données du Québec et de l'Ontario.

(1) Données préliminaires

Tableau B.5.h.: DEPENSES PER CAPITA POUR LES AUTRES DEPENSES DE SANTE, PAR SOUS-CATEGORIE, QUEBEC ET ONTARIO, 1977-1985.

(dollars)

QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
Administration - santé publique	33,39	33,83	36,13	39,24	43,37	47,26	53,38	68,17	69,03
Immobilisations	22,79	30,89	26,35	38,91	38,26	40,64	49,04	54,55	66,42
Recherche	5,87	6,78	7,15	8,60	9,77	10,74	12,73	13,71	15,24
Associations bénévoles	1,69	1,89	2,10	2,54	2,80	3,14	3,26	3,47	3,85
Santé au travail	5,97	7,12	8,72	9,33	10,22	11,17	13,87	15,37	14,34
ONTARIO									
Administration - santé publique	33,31	31,73	40,46	45,74	53,50	58,35	64,19	70,51	73,36
Immobilisations	24,79	28,86	29,56	33,92	37,13	49,93	61,66	67,95	63,16
Recherche	7,06	8,19	8,47	9,62	10,84	12,53	13,37	13,71	14,08
Associations bénévoles	1,70	1,90	2,09	2,53	2,81	3,14	3,26	3,46	3,84
Santé au travail	6,32	7,67	9,10	10,65	12,10	12,99	13,97	14,97	15,64
RATIO QUE./ONT.	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Administration - santé publique	1,002	1,066	0,893	0,858	0,811	0,810	0,832	0,967	0,941
Immobilisations	0,919	1,070	0,891	1,147	1,030	0,814	0,795	0,803	1,052
Recherche	0,831	0,827	0,844	0,894	0,901	0,857	0,952	1,000	1,082
Associations bénévoles	0,992	0,996	1,002	1,002	0,996	1,002	1,000	1,003	1,005
Santé au travail	0,944	0,929	0,958	0,876	0,844	0,860	0,993	1,027	0,917
RATIO ONT./QUE.									
Administration - santé publique	0,998	0,938	1,120	1,166	1,234	1,235	1,203	1,034	1,063
Immobilisations	1,088	0,934	1,122	0,872	0,970	1,229	1,257	1,246	0,951
Recherche	1,203	1,208	1,185	1,118	1,110	1,167	1,051	1,000	0,924
Associations bénévoles	1,008	1,004	0,998	0,998	1,004	0,998	1,000	0,997	0,995
Santé au travail	1,059	1,076	1,044	1,142	1,184	1,163	1,007	0,974	1,091
INDICE QUEBEC	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Administration - santé publique	100	101,3	108,2	117,5	129,9	141,6	159,9	204,2	206,8
Immobilisations	100	135,6	115,6	170,8	167,9	178,3	215,2	239,4	291,5
Recherche	100	115,4	121,7	146,4	166,4	182,9	216,7	233,5	259,5
Associations bénévoles	100	111,9	124,4	150,4	165,7	186,2	193,2	205,5	228,5
Santé au travail	100	119,4	146,2	156,4	171,3	187,2	232,4	257,6	240,4
INDICE ONTARIO									
Administration - santé publique	100	95,3	121,5	137,3	160,6	175,2	192,7	211,7	220,3
Immobilisations	100	116,4	119,2	136,8	149,7	201,4	248,7	274,1	254,8
Recherche	100	115,9	119,9	136,1	153,5	177,4	189,3	194,0	199,3
Associations bénévoles	100	111,5	123,2	149,0	165,1	184,5	191,8	203,4	225,7
Santé au travail	100	121,3	144,0	168,5	191,5	205,5	221,0	236,9	247,5

Source: Tableaux B.5.g. et A.1.1.

(1) Données préliminaires

social Canada qui sont réparties au prorata de la population dans chaque province. Les dépenses privées comprennent les dépenses d'administration et les profits des compagnies privées d'assurance-santé.

Au tableau B.5.h, on constate que, entre 1977 et 1985, les dépenses per capita pour l'administration et la santé publique ont crû plus rapidement en Ontario qu'au Québec, soit de 107% au Québec et de 120% en Ontario. En 1985, les dépenses per capita sont 6,3% plus élevées en Ontario. La croissance plus élevée des dépenses en Ontario est due principalement à l'augmentation rapide des profits et des dépenses d'administration des compagnies privées d'assurance.

B.5.3.2 Les immobilisations

Cette sous-catégorie comprend les immobilisations publiques et privées. Ce qui est intéressant de noter dans cette sous-catégorie, c'est la forte variation des taux de croissance d'une année à l'autre. Ainsi, si l'on considère la période 1977-1984, les dépenses per capita se sont accrues plus rapidement en Ontario qu'au Québec, soit de 174% en Ontario et de 139% au Québec. Par contre, si l'on considère la période 1977-1985, on constate une situation inverse avec un taux de croissance de 191% au Québec contre 155% en Ontario. Cette situation est explicable par l'augmentation très élevée des immobilisa-

tions privées au Québec entre 1984 et 1985 et la baisse des immobilisations publiques en Ontario durant la même période. Il faut donc être prudent dans la comparaison des taux de croissance de cette sous- catégorie de dépenses puisqu'il n'y a pas de continuité d'une année à l'autre.

En 1985, le niveau des dépenses per capita est très semblable puisque les dépenses québécoises ne sont que 5,2% plus élevées que les dépenses ontariennes, mais en 1984, les dépenses ontariennes étaient 24,6% plus élevées que celles du Québec.

B.5.3.3 La recherche

Les dépenses publiques incluses dans cette sous- catégorie comprennent principalement les dépenses du Conseil canadien de la recherche médicale et du Fonds de la recherche en santé au Québec et les subventions pour la recherche du ministère de la Santé en Ontario. Les dépenses privées proviennent de diverses sources.

Pour la période 1977-1985, on note une croissance plus rapide de ces dépenses au Québec avec un taux de croissance de 160% contre 99% en Ontario. Ceci est explicable par une plus forte augmentation des dépenses du gouvernement provincial au Québec.

En 1985, les dépenses per capita sont un peu plus élevées au Québec (8,2%) mais il faut noter que la grande majorité des dépenses de cette sous-catégorie (entre 50% et 55%) sont les dépenses du Conseil canadien de la recherche médicale qui sont réparties au prorata de la population provinciale.

B.5.3.4 Les associations bénévoles

Les dépenses incluses dans cette sous-catégorie comprennent les dépenses des associations bénévoles oeuvrant dans le domaine de la santé, comme la Société canadienne du cancer, la fondation des maladies du coeur, les organismes de lutte contre la fibrose kystique, la sclérose en plaques, la dystrophie musculaire, l'association des diabétiques, l'Institut canadien des aveugles, etc. La majeure partie de ces dépenses sont des dépenses privées car ces associations tirent leurs revenus de sources autres que gouvernementales.

La croissance de ces dépenses entre 1977 et 1985 et le niveau des dépenses per capita en 1985 sont presque identiques au Québec et en Ontario. Ceci s'explique par le fait qu'il s'agit en majorité d'associations à caractère national dont les dépenses sont réparties au prorata de la population provinciale.

B.5.3.5 La santé au travail

Les dépenses publiques comprises dans cette sous-catégorie incluent principalement au Québec les dépenses du ministère du Travail pour l'aide financière à la CSST ainsi que les dépenses pour la sécurité dans les lieux publics. En Ontario, il s'agit des dépenses du ministère du Travail pour la santé occupationnelle et la sécurité publique. Les dépenses privées comprennent les dépenses des employeurs pour la sécurité au travail et les premiers soins en cas d'accident de travail.

Entre 1977 et 1985, la croissance de ces dépenses a été relativement semblable dans les deux provinces, soit 140% au Québec et 147% en Ontario. En 1985, les dépenses per capita sont 9,1% plus élevées en Ontario et cet écart est dû à des dépenses plus élevées des employeurs du secteur privé pour la santé et la sécurité au travail.

ANNEXE 1

LISTE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE COMPARAISON INTERPROVINCIALE DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ

A. AU NIVEAU PROVINCIAL

A.1 La performance des hôpitaux 1969-1975, établissements publics de soins généraux, Gilles Houde et Jacques Lefort, direction de la planification financière, Ministère des Affaires sociales, Editeur officiel du Québec, le 12 mai 1977.

A.2 La comparaison des hôpitaux généraux publics du Québec et de l'Ontario, Gilles Houde et Yvonnik Roy, service des études financières, Ministère des Affaires sociales, document non publié, le 22 janvier 1982.

A.3 Comparaisons Québec-Ontario sur l'ensemble des dépenses de santé et de services sociaux, Jean-Guy Boutin, Ronald Côté, Pierre Martin, Hélène Poulin, Guy-Paul Sanscartier, coordonnateur, Direction de l'évaluation des programmes, Ministère des Affaires sociales, janvier 1984.

A.4 Méthode d'imputation des coûts globaux entre les patients hospitalisés et les patients externes pour les établissements hospitaliers, Pierre Boucher et Pierre Martin, Direction de l'évaluation des programmes, Ministère des Affaires sociales, mai 1984.

A.5 Comparaison Québec-Ontario, évolution des dépenses de santé pour les soins en établissements 1978-1979 à 1982-1983, Pierre Boucher et Pierre Martin, Direction de l'évaluation des programmes, Ministère des Affaires sociales, septembre 1984.

A.6 Dénombrement des lits par catégorie d'hôpitaux et correspondance entre les catégories provinciales et fédérales, au Québec, 1982, Pierre Martin, Direction de l'évaluation des programmes, Ministère des Affaires sociales, mai 1985.

A.7 La comparaison du coût des services publics au Québec et en Ontario pour les exercices financiers 1980-1981 et 1983-1984, Direction de la planification, Secrétariat du Conseil du Trésor, novembre 1985.

B. AU NIVEAU FÉDÉRAL

B.1 Les dépenses nationales de santé au Canada, 1960-1975, avec analyse par secteur, données comparatives des Etats-Unis et données des provinces, Direction générale des systèmes d'information, Santé et Bien-être social Canada, Janvier 1979.

B.2 Les dépenses nationales de santé au Canada, 1970-1982, avec données comparatives des Etats-Unis, données des provinces et analyse par secteur, Direction générale des systèmes d'information, Santé et Bien-être social Canada, 1983.

B.3 Les dépenses nationales de santé au Canada, 1975-1985, Division de l'information sur la santé, Santé et Bien-être social Canada, novembre 1987.

C. AU NIVEAU UNIVERSITAIRE

C.1 L'évolution et la structure des coûts du système de santé et des services sociaux au Québec, André-Pierre Contandriopoulos et Anne Lemay, Groupe de recherche interdisciplinaire en santé, Université de Montréal, Avril 1986.

ANNEXE 2

AJUSTEMENTS APPORTÉS À LA BASE DE DONNÉES DE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE SOCIAL CANADA

Les ajustements apportés aux données de Santé et Bien-être social Canada pour le Québec et l'Ontario sont présentés aux tableaux 1 et 2. Ils comprennent les ajustements suivants:

1. Soins en établissements et services connexes

- La totalité des dépenses du ministère des Services sociaux et communautaires pour les centres d'accueil pour personnes âgées ("municipal homes for the aged", "charitable homes for the aged") incluses sous la rubrique "senior citizens-operating expenses" ainsi que les dépenses pour les centres de réadaptation pour les handicapés mentaux opérés par la province ("Schedule 1") ont été incluses pour l'Ontario car ce type de dépenses répondait totalement à la définition de dépenses de santé et était inclus pour le Québec. Le ministère de Santé et Bien-être social Canada nous a assuré qu'il modifierait sa base de données pour inclure ces dépenses dans leur publication finale.

- Les services de réadaptation en milieu de travail ("Sheltered workshops", "Vocational rehabilitation services") et les services de soutien à domicile ("life skills", "special services at home", "group homes", "special support homes") pour les handicapés physiques et les handicapés mentaux, qui relèvent du ministère des Services sociaux et communautaires, ont été ajoutés aux dépenses dans le cas de l'Ontario car la majeure partie de ces dépenses étaient déjà incluses dans la base de données pour le Québec. Cependant, nous avons ajouté les services semblables de l'Office des personnes handicapées du Québec (centres de travail adapté, aide à l'intégration en entreprise) qui n'étaient pas inclus dans la base de données.

- Les institutions pour jeunes mésadaptés sociaux et mères célibataires ("children and youth institutions"), qui relèvent également du ministère des Services sociaux et communautaires, ont été incluses pour l'Ontario car les dépenses du même type étaient incluses pour le Québec.

- La partie "jeunes contrevenants" des centres d'accueil de réadaptation au Québec a été exclue des dépenses.

- Dans le cas des dépenses des CLSC, la partie "services sociaux" a été exclue des dépenses et la partie "soins à domicile" et "soins de courte et longue durée" a été transférée de la catégorie "autres dépenses" vers la catégorie "soins en établissements" pour certaines années.

- Les déficits consolidés des hôpitaux et des autres établissements ont été ajoutés au Québec sur la base de l'année où ils ont été encourus et non pas sur la base de l'année où ils ont été remboursés.

- Les compensations tenant lieu de taxes municipales versées par le ministère des Affaires municipales à l'égard des établissements du réseau des affaires sociales ont été ajoutées dans le cas du Québec.

- La rémunération des internes et résidents au Québec a été transférée de la catégorie "services professionnels" pour certaines années.

- Les cliniques externes des hôpitaux au Québec ont été transférées de la catégorie "autres dépenses" pour certaines années.

- Les départements de santé communautaire des hôpitaux du Québec ont été transférés vers la catégorie "autres dépenses" pour certaines années.

- Les subventions pour le transport ambulancier et la Croix-Rouge au Québec ont été transférées de la catégorie "autres dépenses" pour certaines années.

2. Services professionnels

- La rémunération des internes et résidents au Québec a été transférée vers la catégorie "soins en établissements" pour certaines années.

3. Médicaments et appareils

- Les besoins spéciaux à titre de prothèses et autres appareils payés par l'OPHQ ont été ajoutés pour le Québec.

4. Autres dépenses de santé

En plus des ajustements et des transferts d'une catégorie à l'autre mentionnés plus haut, nous avons effectué les ajustements suivants:

- Certaines dépenses d'administration du ministère des Services sociaux et communautaires ont été ajoutées dans le cas de l'Ontario.

- La totalité des dépenses d'administration de l'OPHQ et des CRSSS ont été ajoutées pour le Québec. Certaines dépenses d'administration du ministère de la Santé et des Services sociaux ont également été ajoutées.

TABLEAU 1: AJUSTEMENTS AUX DEPENSES DE SANTE AU QUEBEC, 1977-1985.

(millions $)

Année	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
Données initiales (1)	4 109,5	4 619,2	5 156,2	5 907,5	6 793,5	7 745,1	8 510,0	9 130,3	9 700,9
Ajustements	(9,1)	(21,7)	(42,9)	102,2	165,1	36,5	38,2	135,6	201,7
Données finales	4 100,4	4 597,5	5 113,3	6 009,7	6 958,6	7 781,6	8 548,2	9 265,9	9 902,6
Ajustements par catégorie									
Soins en établissements	96,9	38,6	16,1	173,1	252,6	129,7	125,6	249,1	376,3
-Jeunes contrevenants - CAR	(18,9)	(20,7)	(22,9)	(25,0)	(32,5)	(33,4)	(34,2)	(35,4)	(36,9)
-Déficits consolidés-hôpitaux	21,0	24,6	23,3	112,2	185,9	(2,5)	(26,0)	53,9	138,1
-Soins de courte et longue durée - CLSC	9,5	12,6	15,8	19,0	22,8	59,6	74,8	79,5	83,1
-Compensations pour taxes municipales	0,0	0,0	0,0	58,2	63,0	69,8	75,5	78,1	79,7
-Internes et résidents	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	38,4	52,1	51,7	60,9
-Cliniques externes - hôpitaux	66,2	22,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Prévention - hôpitaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(67,5)	(104,5)	(74,9)	(61,8)
-OPHQ - Centres de travail adapté	0,0	0,0	0,0	8,8	13,6	16,1	17,5	18,7	19,3
-Subventions - Croix Rouge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,3	18,4	19,3	22,2
-Subventions - Cies d'ambulance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4	2,8	4,3	8,3
-Soins à domicile - CLSC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	34,6	49,4	54,1	63,6

TABLEAU 1 (suite): AJUSTEMENTS AUX DEPENSES DE SANTE AU QUEBEC, 1977-1985.

(millions $)

Année	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
Services professionnels	0,0	(12,9)	(29,5)	(35,7)	(45,5)	(50,5)	(52,1)	(51,7)	(64,0)
-Internes et résidents	0,0	(12,9)	(29,5)	(35,7)	(45,5)	(50,5)	(52,1)	(51,7)	(60,9)
-Services optométriques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(3,1)
Médicaments et appareils	0,0	0,0	1,7	1,0	1,0	1,4	2,5	5,5	8,6
-Autres prothèses - (OPHQ)	0,0	0,0	1,7	1,0	1,0	1,4	2,5	5,5	8,6
Autres dépenses de santé	(106,0)	(47,4)	(31,2)	(36,2)	(43,0)	(44,1)	(37,8)	(67,3)	(119,2)
-Soins à domicile - CLSC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(34,6)	(49,4)	(54,1)	(63,6)
-Soins de courte et longue durée - CLSC	(9,5)	(12,6)	(15,8)	(19,0)	(22,8)	(59,6)	(74,8)	(79,5)	(83,1)
-Cliniques externes - hôpitaux	(86,2)	(22,2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Services sociaux - CLSC	(12,6)	(16,7)	(20,9)	(25,1)	(30,1)	(33,8)	(39,7)	(41,5)	(76,1)
-Prévention - hôpitaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	67,5	104,5	74,9	61,8
-Subventions - Croix Rouge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13,3)	(18,4)	(19,3)	(22,2)
-Subventions - Cies d'ambulance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(1,4)	(2,8)	(4,3)	(8,3)
-OPHQ - Administration	0,0	0,0	0,5	2,4	3,8	4,3	5,0	6,6	8,5
-CRSSS - Administration	2,3	4,1	5,0	5,5	6,1	17,3	24,9	36,0	48,5
-Ministère - Administration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,5	12,9	13,9	15,3

Source: "Données initiales", Les dépenses de santé au Canada, 1975 à 1985, Santé et Bien-être social Canada, version préliminaire.
"Ajustements", Service des études opérationnelles, recherches dans les comptes publics du Québec.

(1) Données préliminaires

TABLEAU 2: AJUSTEMENTS AUX DEPENSES DE SANTE EN ONTARIO, 1977-1985.

(millions $)

Année	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985(1)
Données initiales	5 607,7	6 183,9	6 793,5	7 653,2	8 894,4	10 416,1	11 845,5	13 089,3	14 098,6
Ajustements	302,9	320,4	353,5	397,1	456,9	535,2	598,2	636,2	658,9
Données finales	5 910,6	6 504,3	7 147,0	8 050,3	9 351,3	10 951,3	12 443,7	13 725,5	14 757,5
Ajustements par catégorie									
Soins en établissements	289,1	304,7	336,2	376,6	432,4	507,6	569,3	605,5	626,9
Ministry of Health (recoveries)	7,0	7,3	7,6	10,0	11,9	12,2	16,5	21,2	13,1
Senior citizens (operating)	106,0	110,3	122,4	138,0	158,1	187,4	207,6	223,6	241,6
Workshops disabled (operating)	16,7	17,7	18,4	18,5	23,0	27,5	30,4	31,0	28,6
Children, Youth institutions	6,3	6,5	7,4	8,2	9,2	10,2	10,9	11,5	12,8
Developaental services (sch.1)	137,1	144,1	156,2	171,2	189,5	212,6	228,3	227,9	229,4
Workshops-Supportive-Developaental	16,0	18,8	24,2	30,7	40,7	57,7	75,6	90,3	101,4
Autres dépenses	13,9	15,7	17,3	20,5	24,3	27,6	28,9	30,7	31,8
Ministry of Community and Social Services (adainistration 35%)	4,6	5,6	6,3	7,1	8,4	9,4	10,1	10,6	10,8
Policy, progras, field (ada.35%)	2,7	2,9	3,2	4,8	7,0	8,1	8,1	8,6	9,7
Adult social services (ada.89%)	6,6	7,2	7,8	8,6	8,9	10,1	10,7	11,5	11,3

Source: "Données initiales", Les dépenses de santé au Canada, 1975 à 1985, Santé et Bien-être social Canada, version préliminaire.
"Ajustements", Service des études opérationnelles, recherches dans les comptes publics ontariens.

(1) Données préliminaires